ÉCHANGES

N° 151 — Printemps 2015 — 3 euros

bulletin du réseau
« Echanges et mouvement »

HONGKONG. 2014, la « révolution des parapluies », p. 3

GRÈCE. Soixante jours plus tard. Et toujours plus sombrant dans la dette (1), p. 17 ◆ Dans les **PUBLICATIONS** : Europe, p. 24

SYNDICATS. Faiblesse et développement en Europe et dans les BRICS, p.28 ◆ La chute de **LA MAISON LEPAON**, p. 35

Dans les publications : monde, p. 39

CORRESPONDANCE. Retour sur ICO et l'IS, p. 44 ◆ La Commune de Shanghai, p. 50 ◆ Le « faux » problème du nationalisme catalan, p. 52 ◆ L'enseignement ou l'usine, p. 53 ◆ Marx et Liebig, p. 53 ◆ Toujours le léninisme, p. 54

La « **RÉVOLUTION DIGITALE** » en marche, p. 55

Dans les publications : théorie, histoire... p. 58

Lecture. Plus sur **MATTICK**, p. 65

Disparition. **ARTHUR**

ÉCHANGES N° 151 — Printemps 2015

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com – http://letincelle.over-blog.org/

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé – http://chezle21.blogspot.com

à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo leremouleur@riseup.net

à Brest

Roignant, 21 rue Navarin
☎ 02 98 44 41 01 – danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25 – lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

à Marseille

L'Odeur du temps, 35 rue Pavillon, 1er
☎ 04 91 54 81 56

Transit Librairie, 45 boulevard de la Libération, 1er
☎ 04 13 04 02 60

Le Seul Problème, 46 rue Consolat, 1er
☎ 04 91 50 86 27

à Montreuil

La Parole errante/café-librairie Michèle Firk, 9 rue François-Debergue
michelefirk@riseup.net

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e
☎ 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

2014, LA « RÉVOLUTION DES PARAPLUIES »

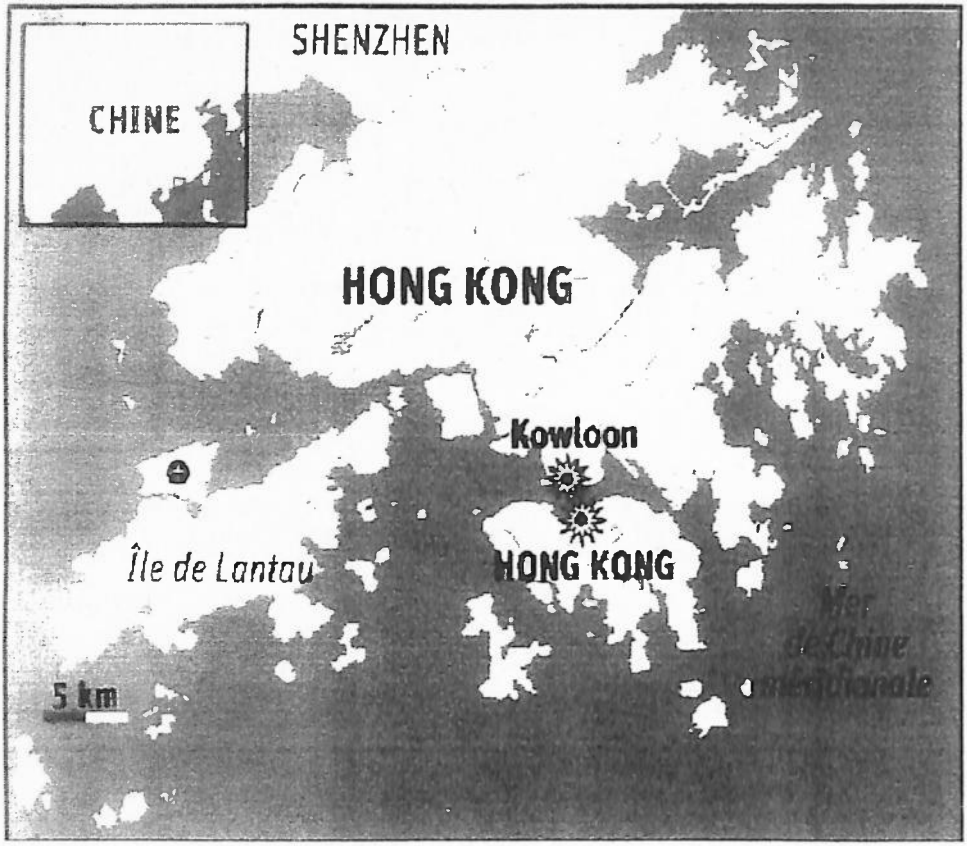
Un épisode de l'affrontement Chine-États-Unis ?

La fabrication d'un mouvement « Occupy »

L'échec d'une tentative de déstabilisation politique

EN SEPTEMBRE 2014, les médias occidentaux commencent à relater le déroulement des manifestations de masse à Hongkong en les comparant ou les assimilant aux « révolutions (1) de couleur » dans les ex-pays de l'Est européen, des « printemps arabes », ou des mouvements « occupy » de différents pays de l'Union européenne et aux Etats-Unis. Ce mouvement d'opposition politique de Hongkong, qui avait commencé par une revendication démocratique, met directement en cause les relations de ce territoire avec Pékin et le Parti communiste chinois, relations dont il n'est qu'une péripétie depuis le rattachement spécifique de ce territoire à la Chine en 1997 (voir p. 8). Lesdits affrontements, dont les prémices peuvent remonter à quelques années, s'ils ont atteint une certaine dimension dans la mobilisation et dans le temps, n'ont pas été au-delà des

(1) Comme dans tous les mouvements auxquels nous nous référons, dans ce texte ou dans d'autres concernant des événements de même nature, le terme « révolution », au sens où nous l'entendons, paraît particulièrement insolite et inapproprié, victime d'une certaine dévalorisation, même dans le sens déjà limité d'un changement de régime politique, et de la fin du système capitaliste. Si le parapluie est devenu le symbole du mouvement hongkongais, c'est que dans les premiers jours de l'action étudiante des orages avaient entraîné des précipitations abondantes qui rendaient obligatoire l'emploi de cet ustensile, hors de toute autre utilisation et, contrairement à ce qui a pu être avancé, de bien peu d'efficacité contre les bombes à poivre ou lacrymogènes.



▶ **7 millions d'habitants sur 1 100 km²**, soit la plus haute densité de population du monde, ce qui donne encore plus de résonnance au déclin relatif économique et financier de l'ex colonie.

▶ **La moitié des Hongkongais gagnent moins de 1 400 euros par mois** (*Financial Times*, 21 octobre 2014) ;

▶ **Le coût du logement est de plus de 15 fois le salaire moyen annuel** alors qu'il n'est que de 4,7 fois à Londres et 9 fois à San Francisco. Hongkong serait ainsi la ville la plus chère du monde. Il faut dix ans pour trouver un logement y compris ceux si exigus que l'on appelle « les cages » (« Hongkong police shut down protests », Peter Symonds)

▶ **20% de la population vivent dans la plus austère pauvreté sans aucune protection sociale,** quand l'activité économique et financière de Hongkong est dominée par une poignée de multimilliardaires.

affrontements rituels avec la police. Et ils se sont progressivement affaiblis pour s'éteindre à la fin de cette année 2014 en laissant en suspens l'ensemble des problèmes autour d'une gestion démocratique du territoire.

Si, à propos de ces remous, ont fleuri les comparaisons avec les mouvements « occupy », voire avec Tiananmen en 1989, force est de constater que s'il offrait dans la forme une similitude avec tous ces mouvements par le fait d'occuper en permanence un lieu public, il n'a rien d'autre à voir avec ces mouvements, eux-mêmes bien disparates. Il pourrait s'approcher de certains de ces mouvements visant à déstabiliser un régime en place, mais on ne peut que constater, avant d'examiner ce que fut cette « révolution des parapluies », que Hongkong n'est plus qu'en marge d'une Chine en prodigieux développement économique. Et cette révolution, si elle eut la prétention d'influer le cours de la Chine tout entière, ne fut tout au plus qu'une piqûre d'épingle .

Du fait de cette marginalité et d'un statut spécifique temporaire qui favorise les interventions extérieures, Hongkong est devenu un nid d'espions orienté, via surtout des ONG, vers une Chine dominée par le Parti communiste chinois ; une porte entrouverte sur l'immensité de la Chine. Il est évident que, dans une telle situation, les tensions économiques et sociales à Hongkong peuvent être exploitées de toutes les manières pour tenter de contrer l'influence de Pékin, faire ressortir les caractères présents de la domination politique de la Chine, dans l'espoir fallacieux que cela pourrait perturber, voire influer, ce cours politique.

L'évolution économique de Hongkong joue un rôle dans les remous sociaux en question. Sous l'occupation coloniale britannique, Hongkong était un centre économique et financier incontesté dans l'Extrême-Orient et même mondialement. Mais l'essor de la Chine, plus que la fin du statut colonial, a relativisé cette puissance, d'autant plus que la province voisine du Guangdong est la plus riche de Chine, ayant connu un développement économique spectaculaire (en vingt ans, la part de Hongkong dans le PIB global de la Chine est passée de 20% du PIB chinois à 3%). Le développement de Shenzhen, à la frontière avec Hongkong, peut illustrer cette évolution (2). Si la Chine a connu encore en 2014, malgré un ralentissement, une croissance annuelle du PIB de 7%, la croissance du PIB à Hongkong n'a été cette année-là que de 2,3 %, en-deçà de la moyenne de 3,9% des dix années précédentes. En tant que place financière, Hongkong a été détrônée par Shanghaï et Singapour et est en passe d'être dépassée par Shenzhen.

Sans le prolétariat

Ce ralentissement de l'évolution économique et financière ne diminue pas seulement l'influence de tout l'establishment de l'ex-colonie mais a aussi des répercussions sur le devenir des classes moyennes, appartenant principalement au secteur des services. Le rôle très actif joué dans les manifestations de l'automne 2014 par les étudiants reflète cette situation : c'est plus le souci de leur avenir qui est en cause que leur opposition à telle ou telle décision politique de Pékin. Avec la montée d'une classe ambitieuse et consommatrice, il y a eu une véritable explosion du nombre d'étudiants dans le secondaire et le supérieur : si le développement économique ralentit, le potentiel de révolte s'accroît d'autant (3). Mais dans tous ces conflits, il importe de souligner que jamais

(2) Shenzhen est devenu en 2013 le troisième port mondial pour le trafic des conteneurs, détrônant Hongkong. Sur la concurrence des autres places financières, voir « Singapour eyes Hongkong's financial crown », *Financial Times*, 17 octobre 2014.

(3) Ce sont les classes moyennes et principalement les étudiants, presque tous issus de cette classe, qui sont touchés par la crise à laquelle s'ajoute *(suite p. 6)*

le prolétariat de Hongkong ou de la zone frontalière de Chine ne participèrent, d'une manière ou d'une autre, à ces actions qui restèrent finalement des conflits politiques entre classes dirigeantes. Au cours des trente dernières années, avec la globalisation, la minorité des plus riches s'est encore enrichie, alors que depuis vingt ans les salaires sont stagnants (voir p. 4), que le coût du logement grimpe sans arrêt, que les emplois se raréfient, que la qualité de vie a régressé et que l'inégalité sociale est une des plus importantes du monde – situation qui touche particulièrement les classes moyennes et les jeunes et qui explique que, étudiants ou pas, ils vont être les éléments actifs dans les événements de l'automne 2014 (4).

On ne peut que souligner que ce sont trois « factions » qui gouvernent en fait Hongkong : les plus grosses fortunes (45 % d'entre elles contrôlent 80 % du PIB), les tycoons (magnats des affaires, souvent des parvenus) et les héritiers de la période coloniale. Leur méfiance commune d'un processus démocratique direct peut se résumer dans cette déclaration d'un financier : « Si le gouvernement mettait en place ce que demandent les manifestants, cela aurait pour effet de laisser les plus pauvres de la société dominer les élections ». C'est faux, car la « démocratie » peut très bien protéger les plus riches, mais cela témoigne du fossé entre classes sociales. Les « démocrates » de Hongkong représentent une fraction de l'élite dirigeante qui cherche à maintenir une plus grande autonomie du territoire. Ils craignent que l'intégration à la Chine ne compromette leurs propres affaires et la position du territoire comme centre financier mondial. Mais une autre fraction de cette élite dirigeante a des liens étroits avec les dirigeants chinois politiques et économiques, ce qui lui permet d'étendre son activité économique et financière en Chine continentale et n'est nullement hostile à des liens plus étroits avec elle (5).

Dans la « révolution des parapluies » se sont exprimé deux courants, l'un émanant de l'establishment hongkongais (financier, économique et politique) qui cherche à maintenir ses prérogatives dans le statut temporaire de Hongkong face à Pékin, l'autre émanant précisément de cette base des étudiants inquiets pour leur avenir et qui peuvent apparaître alors comme les « petits soldats » de cet establishment. Si ces deux courants tendent à affirmer une certaine « indépendance » par rapport à la normalisation que le Parti communiste chinois prétend imposer (et qui, de toute façon se fera au terme prévu dans les accords de rétrocession du territoire à la Chine), ils vont s'exprimer par des voies différentes à partir de causes dif-

(suite de la p. 5)
pour Hongkong le déclin relatif et les incertitudes politiques. De plus, la perspective d'une intégration à la Chine renforcera la compétition dans l'ascension sociale. Mais les prolétaires ne s'associeront nullement au mouvement « occupy ». Les seuls syndicats qui s'associèrent au mouvement de l'automne 2014 furent les syndicats d'enseignants, ce que l'on peut aisément comprendre vu les causes du conflit récent sur les programmes scolaires.

(4) « Student Movement, analysis of human geography », *Geopolitical Weekly*, 14 octobre 2014.

(5) La présence chinoise à Hongkong est fort diverse. Pour se concilier les milieux financiers et économiques, la Chine a coopté certains membres de l'élite financière et économique au Parlement chinois. A travers la Democratic Alliance for Betterness and Progress of Hongkong (DAB) tout un réseau d'assistance notamment aux vieux a été construit ; l'influence chinoise se manifeste officiellement à travers un Bureau de liaison, plus secrètement par des agences spécialisées, par des membres clandestins du Parti communiste et par les triades (organisations du crime). Mais les liens les plus solides sont économiques et financiers. Hongkong a hérité du système de corruption des Anglais et cela s'accorde bien avec le système de corruption chinois. D'un côté les hommes d'affaires de Hongkong peuvent opérer sur le territoire chinois à travers des liens avec de hauts dirigeants de Pékin et des chefs d'entreprise chinois (c'est nécessaire pour qui veut investir en Chine). De l'autre, les trust chinois pénètrent économiquement à Hongkong, ce qui limite l'influence de tycoons (voir *Le Monde*, 10 octobre 2014. et « China leaders and their relatives have a strong interest in maintaining Hongkong's financial success », *Financial Times*, 4 octobre 2014).

férentes. Dans cette dualité, l'ensemble des mouvements s'inscrivent dans une longue série d'affrontements contre les interventions de Pékin dans le processus d'intégration finale de Hongkong dans le système chinois.

La Chine a promis d'instaurer le suffrage universel, en 2017 pour la désignation du chef de l'exécutif de Hongkong et en 2020 pour le Parlement ; c'est au sujet des conditions mise par la Chine autour de cette « démocratie » que va se cristalliser une tension économique et sociale latente. Pour ne remonter qu'une quinzaine d'années en arrière, en 2002 une manifestation contre l'imposition d'une loi antisubversion qualifiée « Article 23 » mobilise 800 000 participants et en obtient le retrait. En avril 2004, suite au veto opposé par Pékin à un projet de réforme électorale, une manifestation réunit plus de 200000 participants. Mais parallèlement à ces conflits politiques récurrents entre l'establishment de Hongkong et Pékin, d'autres affrontements, plus concrets, secouent le monde universitaire.

La contestation étudiante

Depuis la fin de la domination coloniale britannique en 1997, l'éducation a été une patate chaude illustrant bien le slogan de cette cohabitation temporaire « un pays, deux systèmes ». Le système éducatif à Hongkong, hérité de la période coloniale, est calqué sur le système britannique et est resté en place jusqu'à présent, sauf que les autorités de Hongkong qui le supervisent doivent négocier en permanence le partage du pouvoir avec Pékin.

La pression de Pékin est de plus en plus forte à mesure qu'avance la normalisation avec le système chinois, notamment sur le contenu des programmes scolaires. Au printemps 2011, jugeant que les quelque 7 millions d'habitants de Hongkong ne sont pas spécialement attachés à « leur patrie » la Chine, Pékin prétend imposer une réforme scolaire pour inculquer les « valeurs »dans un nouveau cursus à tous les échelons intitulé « Education morale et nationale » (6).

Les étudiants de l'ensemble du système universitaire sont représentés à Hongkong par une Hongkong Federation of Students (7). Même si, en cette circonstance, cette fédération syndicale s'affirma carrément hostile à la réforme scolaire, son opposition formaliste fut largement dépassée par un mouvement lycéen qui, parti de rien, finit par être l'élément d'avant-garde très actif de cette résistance. Tout surgit d'un groupe de quelques lycéens entraînés par un adolescent de 15 ans qui, avec une campagne de signatures (100 000 recueillies en quelques semaines) et l'utilisation intensive des réseaux sociaux, parvient à une

(6) C'est exactement ce que Deng Xiaoping avait défini pour Hongkong en 1984 en vue de la rétrocession de Hongkong à la Chine : « Des exigences et des définitions devront être établies au sujet de l'administration des affaires de Hongkong par ses habitants. On doit veiller à ce que les patriotes forment la majorité des administrateurs, c'est-à-dire le futur gouvernement de la région spéciale de Hongkong. Bien sûr on devra y inclure d'autres Chinois tout comme des conseillers étrangers. Qu'est-ce qu'un patriote ? Un patriote est celui qui respecte la nation chinoise, qui soutient sincèrement le rétablissement de la souveraineté chinoise à Hongkong et ne cherche pas à perturber sa prospérité et sa stabilité. Ceux qui acceptent cela sont des patriotes, qu'ils croient dans le capitalisme, le féodalisme ou même l'esclavage. Nous ne leur demandons pas d'approuver le système socialiste chinois, nous leur demandons seulement d'aimer la mère patrie et Hongkong » (« The big lie of Occupy Central with Love and Peace », commentaire de « China's crack down in Hongkong », New York Times, 29 septembre 2014).

(7) La Hongkong Federation of Students regroupe les syndicats étudiants de différentes universités ; elle a été fondée en 1958 et jusqu'à la Révolution culturelle autour de1968 l'explosion de Tiananmen en 1989 militait pour le rattachement de Hongkong à la Chine (une insurrection principalement étudiante en 1967 fut réprimée dans le sang et se solda par 50 morts.), pour promouvoir après la fin de l'occupation coloniale en 1997 une vision démocratique pour Hongkong et la Chine, restant quand même dans le cadre légal.

LA SITUATION POLITIQUE DE HONGKONG

La situation fort complexe d'une sorte de verrue à l'extrême sud de la Chine favorise toutes les manipulations, tant dans les relations avec la Chine qu'avec l'extérieur, bien qu'à terme, dans cinquante ans, le territoire doive être intégré à part entière à l'immense puissance territoriale et politique de la Chine continentale et n'être plus qu'une toute petite parcelle de cet Etat.

Cédé en 1842 par la Chine impériale sous la violence conquérante de la Grande-Bretagne par le traité de Nankin, Hongkong n'était pas qu'une simple minuscule colonie : c'était la porte ouverte au commerce avec la Chine. Le territoire connut rapidement une croissance exponentielle, surtout comme place financière. La ville étouffa vite dans son île et en 1898, le colonisateur se fit céder à bail pour 99 ans une portion de territoire continental en face de l'île – les Nouveaux Territoires.

L'ensemble était administré directement, comme toute colonie, par un gouverneur britannique, sans aucune participation quelconque de la population. La fin du bail des Nouveaux Territoires en 1997 posait un sérieux problème pour la colonie, car il était évident que le gouvernement de la République populaire de Chine s'opposerait à son renouvellement, réclamant depuis la prise du pouvoir par le Parti communiste en 1950 le retour à la Chine de cette colonie. Mais le développement des Nouveaux Territoire était tel qu'amputé de cette annexe l'île de Hongkong seule ne pouvait survivre. Le réalisme prévalut, en raison de l'importance de la colonie pour les deux protagonistes, Chine et Royaume-Uni. En 1984 un accord fixa les termes d'une restitution totale à la Chine après une longue période de transition.

Le premier acte de cette transition impliquait la formation le 1er juillet 1997 d'une « région administrative spéciale », région chinoise autonome placée sous le slogan « Un pays, deux systèmes ». Hongkong conservait ainsi les structures économiques, juridiques et sociales de la colonie, mais était dotée d'une administration spécifique garantissant cette autonomie provisoire, à l'exception des affaires étrangères et militaires.

Une constitution – Hongkong Basic Law – définissait les structures de cette administration sous le contrôle d'un Standing Committee doté d'un chef de l'exécutif et d'une assemblée législative de 1 200 membres (pour moitié élue au suffrage universel, pour l'autre moitié formée de délégués des catégories professionnelles). En 2007, le Standing Committee a décidé, en accord avec Pékin, que des élections désigneraient en 2017 le chef de l'exécutif et en 2018 un Conseil législatif, mais des dispositions spéciales de cet accord permettaient à Pékin de garder la main sur ces élections, notamment grâce à un droit de veto sur les candidats.

Tous les événements de l'automne 2014 tournent autour de cette question, secondaire en apparence mais cruciale pour le contrôle de Pékin.

On peut signaler le machiavélisme de l'ex-puissance coloniale qui en 1997, juste avant la rétrocession a mis en place un système « démocratique », ce qu'elle n'avait jamais fait en plus de cent ans de domination coloniale directe.

mobilisation autour d'une organisation nouvelle, Scholarism ; celle-ci, après une grande manifestation en septembre 2012 qui entraîne beaucoup plus largement d'autres étudiants, réussit à obtenir le retrait du projet du cursus suggéré par Pékin. Mais, pour Scholarism, l'action ne doit pas s'arrêter là. Comme le déclare Joshua Wong (8) après un entretien avec Benny Tai (9) (voir ci-après) : « Tai et ses collègues voulaient appeler à une manifestation pacifique dans le Central Business District (CBD) pour le 1er octobre pour simplement envoyer un avertissement au gouvernement. Nous pensions que cela à la fois n'avait pas de sens et était inadéquat. CBD est un terrain très peu favorable pour une manifestation, difficile d'accès et désert pendant le week-end. Aussi, quatre jours plus tôt, le 26 septembre, nous avons démantelé les barrières de sécurité protégeant le Civic Square, au centre du complexe des bureaux du gouvernement, et occupé l'espace ainsi disponible, rapidement encerclé par les forces de sécurité. C'est cette action qui a déclenché le mouvement. J'ai été arrêté avec quelques autres le 27 septembre, pour être relâchés peu après sauf moi qui fut retenu 46 heures. Alors que j'étais encore détenu, la police attaqua les occupants de la place avec des lacrymogènes. Répression policière et arrestations déclenchèrent une vague de solidarité et beaucoup de jeunes employés rejoignirent le mouvement, qui se transforma en occupation de différents lieux de Hongkong pendant une huitaine de jours, avec le soutien actif de la Fédération des syndicats étudiants.

(8) Scholarism, fondée en 2011 dans la foulée du mouvement de 120 000 lycéens qui obtint le retrait de la réforme du cursus éducatif que Pékin prétendait imposer, s'affirme de nouveau le 22 juin 2013 à propos de la réforme électorale. Son « leader », intronisé par les médias, est caractéristique des étudiants de Hongkong : issu d'un milieu classe moyenne et élevé dans le giron du protestantisme, Joshua Wong est aussi l'enfant du siècle lorsqu'il déclare « Facebook is my library ». Il est difficile de dire si lui-même ou ses proches collaborateurs ont participé à différents centres de formation de Hongkong financés par les organisations américaines Nation Endowment for Democracy (NED) et sa filiale National Democratic Institute (NDI), ou bien quelles relations ils ont pu avoir avec le Centre for Comparison and Public Law (CCPL) fondé par NDI et animé par Benny Tai (voir note 9). Wong a aussi effectué un voyage à Taïwan où il a rencontré Wang Dan, un des leaders du mouvement étudiant de Tiananmen de 1989 réfugié aux Etats-Unis. Mais dans ses commentaires, après ces rencontres, il critique le fait que ces personnages appartiennent au passé alors que lui est dans le présent – ce qui est caractéristique de ceux qui vont être les éléments dynamiques de la « évolution des parapluies ». (« Joshua Wong , Scholarism on the march », *New left Review 92*, March-April 2015.)
(9) Beny Tai Yiu-ting, professeur de droit à l'Université de Hongkong. Wikileaks révèle son association avec Martin Lee et Jimmy Lai (voir note 36) dans Next Media et dans le CCPL, organisation associée et financée par le NED et le NDI américains (voir note 32). Voir un entretien avec Beny Tai par Li Xueying, *The Straits Times – Asia*, 29 avril 2015.

« Occupy Central with love and peace »

A ce stade, il est difficile de démêler qui fait quoi et dans quel but, bien qu'en apparence, tout le problème réside dans la mise en place d'un système en vue de l'élection du chef de l'exécutif au suffrage universel prévue pour 2017, au sujet duquel l'establishment financier et économique de et les courants « démocratiques » de Hongkong veulent des candidats « libres », s'opposant ainsi à Pékin qui veut intervenir dans ce choix (voir p. 8). Au-delà de ce détail politique formel, il est tout aussi difficile de savoir quels sont les intérêts réels en cause, sauf à dire que ce sont des débats et des conflits qui restent étrangers à l'ensemble de la population, dont la situation ne changera guère quel que soit le système en place.

Qui a décidé et qui a poussé un professeur de droit à l'Université de Hongkong, Benny Tai Yiu-ting (voir note 9) à publier le 16 janvier 2013 dans le Hongkong *Economic Journal* dont il est un collaborateur régulier un ar-

ticle intitulé « Le venin le plus mortel : la désobéissance civile », et à préconiser l'occupation totalement pacifique du « Central business » à Hongkong, après un long processus destiné à amener une prise de conscience chez les Hongkongais pour un soutien de la « démocratie ». D'après lui, le mouvement démocratique reconnu à Hongkong est au trente-sixième dessous et son article, de son aveu, n'intéresse qu'une poignée de lecteurs. Avec deux acolytes, le sociologue Chan Kin-man (10) et le pasteur Chu Yiuming (11), il persiste, et signe le 30 janvier un deuxième article prônant de nouveau la désobéissance civile (12). Le révérend anime depuis des années un Democracy Development Network, militant pour une réforme démocratique « modérée », et Chan est un membre influent du Democratic Party (13).

(10) Chan Kin-man, professeur de sociologie à l'Université de Hongkong, docteur de l'université de Yale aux Etats-Unis.

(11) Chu Yiu-ming, pasteur baptiste, fondateur de « Hongkong Human Rights » financé par le NED , président du « Kong democracy development network ».

(12) Des sondages révèlent l'importance du soutien des Hongkongais à l'opposition sur la réforme électorale et aux méthodes préconisées : d'avril 2013 à octobre 2013 environ 45% des habitants seraient d'accord avec la revendication « démocratique » mais seulement 25% soutiennent l'action pacifique d'OCLP dans cette même période. (*Ming Pao* soutient « Survey on CE election and OCLP campaign », 15 octobre 2013). « La société de Hongkong est profondément conservatrice, même les plus pauvres des prolétaires sont de droite. Ce qui est de "gauche" est associé au Parti communiste chinois. Les revendications qui peuvent apparaître parmi les prolétaires concernent les conditions de travail. Les étudiants ne sont nullement attirés par les problèmes sociaux. Ils veulent tout juste plus de "démocratie", ce qui signifie plus de libéralisme mais pas plus d'égalité sociale. Il est difficile de trouver un soutien populaire, même pour les plus modestes revendications sociales. » (Entretien avec Joshua Wong, *New Left Review, op. cit.*)

(13) Le Democratic Party est un des principaux partis politiques de Hongkong œuvrant pour promouvoir un régime libéral « démocratique » et est un de principaux animateurs de l'opposition à Pékin. Son président Martin Lee (voir note 20) en fut un des fondateurs en 1994.

Tous trois ont déjà dans le passé été impliqués dans des pourparlers avec Pékin sur le statut de Hongkong. Malgré leur modération, ils sont considérés par les pro-Pékin et les milieux financiers de Hongkong comme des marginaux. Mais ils ont élaboré un plan : d'abord réunir autour d'une pétition au moins 10 000 contestataires, et au final, une fois que toutes les autres méthodes pour faire connaître leur projet de suffrage universel pour l'élection de 2017 auront échoué, commencer des occupations pacifiques de rues .

Le 24 mars, Qian Xianyang, président du Law Committee dépendant du National People's Congress Standing Committee (NPCSC), émanation de Pékin, statue que les candidats à l'élection du chef de l'exécutif devront « aimer la Chine et aimer Hongkong » (voir note 6).

Le plan de campagne des trois compères incluait trois « Jours de délibération » (14), des réunions en des lieux précis auxquelles chaque résident pourrait participer. Sujets de discussion : les règles de la protestation non violente et la propagation du mouvement de désobéissance civile. Le 27 mars 2013, les « trois » lancent lors d'une conférence de presse le mouvement Occupy Central with Love and Peace (OCLP) avec le projet d'une manifestation en juillet 2014 pour que Pékin respecte « les standards démocratiques mondiaux »

Ce qui déclenche l'ire de Pékin, laquelle est relayée en octobre 2013 par un groupe de huit principales organisations patronales de Hongkong qui condamne les leaders d'OCLP à la fois pour leur rencontre avec le mouvement politique Taiwan Independence et pour leurs projets d'agitation qui perturberait sérieusement l'activité économique.

(14) Ces « jours de délibération » sont manifestement empruntés à Fishkin , un universitaire américain qui entend rénover le démocratie (voir note 31).

Six cents Hongkongais participent à l'université de Hongkong au premier Jour de délibération, le 9 juin 2013. Les suivants auront lieu les 9 mars et 6 mai 2014.

Le troisième Jour de délibération a finalement fixé l'organisation d'un référendum du 20 au 29 juin 2014, consultation qui rencontre une participation imprévue de plus de 800 000 Hongkongais (22 % des électeurs inscrits) (15). Mais ce succès apparent dissimule mal la multiplicité des propositions « pour le vote démocratique » du chef de l'exécutif et sur la méthode pour faire pression sur Pékin . Les dirigeants pro-chinois ripostent en organisant une pétition sous l'égide de l'Alliance for Peace and Democracy Campaign, une machine de guerre qui aurait recueilli 1 million de signatures et une participation massive et, savamment orchestrée et manipulée, une manifestation de soutien (16).

La manifestation traditionnelle célébrant le rattachement de Hongkong à la Chine le 1er juillet rassemble plusieurs centaines de milliers de participants et est l'occasion pour le « camp démocratique » de montrer son importance ; mais elle démontre aussi les limites admises par Pékin à de telles actions : une tentative de prolonger la manifestation par l'occupation des espaces publics échoue devant la forte répression policière : plus de 500 arrestations.

Le 31 août 2014, le NPCSC annonce le contenu de la réforme du système électoral avec un contrôle de Pékin sur le choix des candidats, qui bien sûr a l'accord du parti communiste. Les « trois organisateurs » et leur enfant l'OCLP se trouvent alors devant la concrétisation d'une opposition « démocratique » et un mouvement étudiant beaucoup plus radical qui risque de leur voler leur vedette « pacifiste ». On peut d'ailleurs se demander s'ils ne veulent pas, pour leur mandants, contrôler ce dernier mouvement car on semble assister à une sorte de course de vitesse dans les appels à des occupations. D'un côté Tai et ses collègues se trouvent plus ou moins acculés à organiser le rassemblement annoncé, de l'autre ils doivent garder la ligne « pacifiste ». OCLP lance donc un appel à une telle manifestation pour le 1er octobre 2014. Mais c'est trop tard : Scholarism, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, a déjà organisé du 22 au 26 septembre une action violente dans un autre quartier de Hongkong et le cycle « action- répression » a déjà débuté. OCLP n'a d'autre solution que de se rallier le 28 septembre à une dynamique qui lui échappe.

Septembre 2014

Il est impossible de décrire dans le détail les événements qui vont se dérouler jusqu'à la fin de l'année à la fois quant à l'interaction des différents protagonistes et à l'auto-organisation qu'impliquait l'occupation permanente de certains sites de Hongkong (17). Cet exposé chronologique linéaire peut ainsi paraître insatisfaisant. Signalons auparavant que, préventivement, une délégation de l'élite finan-

(15) « Quand les protestations de masse ont débuté, la principale préoccupation des pro-démocrates a été d'empêcher qu'elles n'engendrent un mouvement plus large de protestation... Les leaders étudiants malgré leur attitude moins conciliante partageaient la même vision de classe. Ils limitaient étroitement leur revendication à la question de la nomination du chef de l'exécutif et ne lancèrent aucun appel concernant le mécontentement de l'ensemble des jeunes, et plus largement aucun appel à la classe ouvrière aux sujets du chômage, des inégalités sociales, du manque de logement et de l'emploi » (« Hong Kong police shut down protests », Peter Symonds, wsws.org, 2014.

(16) Tous les moyens classiques auraient été employés pour « faire nombre » tant pour les signatures que pour la participation au rassemblement : pressions diverses sur ceux dont le travail dépend des autorités, transports depuis des secteurs éloignés, y compris de la Chine voisine.

(17) « Hongkong plan power », *Financial Times*, 4-5 octobre 2014.

cière de Hongkong a été reçue à la mi-septembre par Xi Jinping (18) pour lui affirmer sa fidélité à la ligne définie antérieurement pour la gouvernance de Hongkong. De même, avant que les étudiants descendent dans la rue le 26 septembre, des juristes pro-Pékin tentent de trouver un accord avec l'opposition pro-démocrate au sujet de la désignation des candidats à l'exécutif qui aurait l'agrément de Pékin. Mais le mouvement qui se déclenche fait capoter ces pourparlers.

Remontons aux journées du 22 au 26 septembre au cours desquelles les étudiants boycottent le système scolaire, occupent et envahissent des bâtiments officiels, contraignant OCLP à avancer sa journée de mobilisation et à s'associer – du moins en apparence – au mouvement étudiant. Le 27 septembre, malgré cet appui « pacifique », les étudiants manifestent devant le complexe central du gouvernement et tentent d'envahir certains bâtiments

Les dirigeants du mouvement OCLP sont contraints d'avancer leur projet de manifestation pour le 28 septembre. C'est alors que se déclenche vraiment le mouvement; plusieurs places de Hongkong (Admiralty, Causeway) et de Kowloon (Mongkok) sont occupées. Le mouvement dépasse les organisateurs à la fois par sa dimension (des dizaines voire des centaines de milliers de personnes), sa persistance (occupation permanente) et son extension (les grandes artères de Hongkong deviennent des campements de centaines de tentes ou sont bloquées par ceux qui y restent en petits groupes dispersés assis sur la chaussée). Dans le courant d'octobre, on assiste à l'action de contre-manifestants qui, soit manifestent, soitlancent des raids violents dans les secteurs occupés; ces attaques seraient le fait des triades envoyées par les autorités locales ou peut-être de Pékin. Le 22 octobre, alors que les occupations ne faiblissent pas, deux heures de pourparlers entre la fédération des étudiants et les autorités de Hongkong aboutissent à une impasse.

La tournure prise par le mouvement ne correspond pas du tout à ce que voulaient les leaders d'OCLP : Benny Tai et Chan Kin-man se désolidarisent le 28 octobre de ce qui échappe à leur contrôle. Leur retrait coïncide avec d'un côté l'affirmation le 9 novembre par Xi Jinping de son soutien au chef de l'exécutif de Hongkong, Leung Chun-ying (19) lequel vient de déclarer de nouveau son accord avec les propositions de Pékin sur la « transition électorale ». Leur retrait coïncide aussi avec les attaques de la police pour réoccuper l'espace urbain alors que près de 3 000 tentes restent encore piquées sur les places occupées. Peu à peu les principaux lieux d'occupation sont évacués : Admiralty le 18 novembre, « pacifiquement », Mongkok le 25 novembre, après une bataille de deux jours entraînant 150 arrestations dont celle des deux responsables de Scholarism.

Une tentative de la fédération étudiante d'organiser un blocage général des bâtiments publics échoue et le mouvement se délite avec des divisions plus ou moins folkloriques. Le 1er décembre, la police encercle le site d'Admiralty qui a été réoccupé. C'est le moment choisi par les trois compères d'OCLP pour prouver leur souci de rester dans une « légalité » pacifique, en allant le 3 décembre avec le révérend Chu Yiu-ming et un quatrième,

(18) « Occupy Central roils Hongkong markets », Hisatsugu Nagao, *Nikkei Asian Review*. http://asia.nikkei.com/magazine/20140717-The-victors-dilemma/Politics-Economy/Occupy-Central-roils-Hong-Kong-markets

(19) Leung Chun-ying, chef actuel de l'exécutif de Hongkong, membre du bloc pro-Pékin, magnat de l'immobilier qui est resté lié avec Zhu Rongji qui fut premier ministre de la République populaire de Chine, antérieurement son associé dans les affaires immobilières et toujours en contact privé et professionnel avec lui. On nage en pleine corruption.

Martin Lee (20), se constituer « prisonniers » auprès de la police (qui refuse de les « accueillir »), annoncer la dissolution d'OCLP et appeler à cesser toute manifestation et occupation, alors que la répression s'est abattue sur ceux qui persistent à occuper les lieux publics. En désespoir de cause, Joshua Wong entame une grève de la faim dans une tente d'un lieu encore occupé, grève qu'il terminera rapidement faute d'un écho quelconque.

Le 8 décembre un tribunal, répondant à la plainte de milieux économiques, ordonne l'évacuation de tous les lieux publics occupés. Les derniers bastions tombent. Admiralty qui est resté occupé pendant onze semaines est pris d'assaut le 11 décembre alors que près de 1 000 occupants résistent : 209 arrestations. Le 15 décembre, l'évacuation de Causeway marque la fin de la « révolution des parapluies ». En tout près de 1 000 occupants auront été arrêtés et, le 15 janvier, 30 feront l'objet de poursuites.

Le 21 avril 2015, le gouvernement de Hongkong publie le dispositif final pour l'élection du chef de l'exécutif du territoire : rien n'a été changé quant au projet qui avait déclenché la « révolution des parapluies », sauf quelques points de détails : Pékin aura toujours le dernier mot alors qu'un dirigeant du parti démocratique déclare : « Le gouvernement nous mène en bateau (21). »

D'autres s'interrogent sur ce que ces journées ont pu apporter à la principale masse de manœuvre, les étudiants. Sans doute ils furent manipulés ; même s'ils auto-organisèrent pour vivre dans la rue, pendant des semaines, jamais ils ne tentèrent de dépasser la ligne rouge d'une contestation sociale, pas par crainte de la répression mais parce que leur origine sociale ne leur faisait rechercher qu'un certain partage du pouvoir politique. Une des preuves en est fournie par le fait que sur les lieux de l'occupation, ils organisèrent des cours pour ne pas interrompre leurs études. C'est à juste titre qu'un article écrit a posteriori s'intitule « Hongkong's umbrella evolution » contredisant tous les commentaires grandiloquents des médias (22).

Quelques commentaires

« Révolution des parapluies » pour les uns, « Occupy Central » pour les autres ayant la même spécificité dans le cadre étroit de la réforme constitutionnelle à Hongkong sur la perspective encore lointaine de l'intégration totale du territoire à la Chine, une affaire sino-chinoise en quelque sorte dans laquelle les protagonistes s'affrontent en fait pour des intérêts bien précis.

> « L'issue de la contestation était connue à l'avance. La revendication principale des étudiants pour une "véritable" démocratie était irréaliste dès le début. Pékin avait déjà donné sa position sur la "transition démocratique" et il était inconcevable qu'il cède devant une revendication étudiante de ce genre. C'était une sorte de poker menteur. Les banquiers ont toujours le dernier mot. Les véritables négociations entre l'administration de Hongkong et les pro-démocrates vont pouvoir commencer. La comparaison avec Tiananmen est tentante mais erronée. La lutte étudiante n'était pas engagée en fait avec Pékin mais avec les dirigeants locaux (23). »

(20) Martin Lee, avocat, un des fondateur du « Democratic Party », proche du NED. Celui-ci sera rejoint quelques jours plus tard par le cardinal Joseph Zen Ze-kiun, lui-même pro-démocrate opposant de longue date à Pékin.

(21) *Financial Times*, 9 octobre 2014. Ce texte est contradictoire avec ce titre du *Monde* du 30 septembre 2014 : « Insurrection pacifique de Hongkong contre Pékin ».

(22) « Hongkong 's umbrella evolution », David Pilling. *Financial Times*, 30 avril 2015.

(23) « Hongkong sticks to Pékin principles to elect chief official », *Financial Times*, 21 avril 2015.

Il apparaît d'autre part que les milieux économiques et financiers n'ont pas été particulièrement inquiets. Le lendemain de l'imposante manifestation du 1er juillet 2014, la Bourse de Hongkong atteint des sommets et le dollar de Hongkong grimpe contre le dollar américain (24). Ce que confirme un commentaire : « Même si l'action était plus violente, le résultat en serait une administration plus forte de la ville par l'oligarchie financière aux dépens de la population (25). »

Néanmoins, la forme prise par le mouvement (l'occupation permanente d'un espace public) ainsi que la situation sociale de l'ensemble des participants (en grande majorité des classes moyennes sans participation des travailleurs) l'apparentent à tous les mouvements de protestation importants qui se sont déroulés dans le monde dans la dernière décennie.

On peut aussi relever que si ces mouvements ont pu cesser par l'effet d'une répression sanglante et ayant aussi parfois atteint un but tout éphémère, la plupart du temps ils se sont éteints par leur stagnation et leur non-extension globale nationale ou internationale. Pourtant, sur ce dernier point on ne peut manquer de souligner la récurrence de cette forme de résistance indépendamment de toute liaison ou organisation ; même si l'on pourrait parler de mimétisme ou d'un effet via les réseaux sociaux, les comparaisons s'arrêtent uniquement sur la forme de la protestation et l'auto-organisation qu'elle implique ; une grande diversité de buts qui pourraient être rassemblés sous la vague définition d'une résistance à l'autorité en place (26).

Un autre point commun à tous ces mouvements du style « Occupy », réside dans le rôle des réseaux sociaux, qui dans le cas de Hongkong outre leur rôle traditionnel d'information et de liaison semblent avoir joué un rôle beaucoup plus actif dans les orientations recherchées. Si Chen Yun-chung a pu déclarer que « l'utilisation des réseaux sociaux comme plateforme de liaisons a rendu les participants plus intelligents » (27), différents articles relayant d'autres textes plus généraux concernent le rôle directif favorisant certains intérêts que peuvent jouer les algorithmes de Facebook ou de Twitter (28).

Ce dernier point nous ramène à une autre controverse : quel a été le rôle des Etats-Unis dans cette « révolution des parapluies » ? On ne peut bien sûr s'empêcher de penser à d'autres mouvements récents où l'intervention des services américains a été avérée, non dans leur genèse mais dans leur exploitation et leur orientation, une fois que les circonstances locales avaient amené l'explosion d'une révolte, par exemple dans les « révolutions de couleur », dans le « printemps arabe » d'Egypte (29) ou plus récemment dans le mouvement de la place Maidan en Ukraine. Comme l'écrit un commentateur : « Le but limité des leaders de la protestation – les élections de 2017 – laissait de tels mouvements ouverts à leur exploitation par des secteurs de l'élite dirigeante de Hong-

(24) « Do Occupy protests hurt Hongkong's economy » Global Risks insight », Nicolas Jenny, 28 novembre 2014.
(25)« Hongkong, police shut down protests », Peter Symonds, 12 décembre 2014.
(26)« Le mouvement Occupy se mondialise », David Gruber et Yuk Hui, *Le Monde*, 14 octobre 2014.

(27) « Les manifestations "mutantes" de Hongkong défient Pékin et l'exécutif local », Florence de Changy, *Le Monde* du 1er octobre 2014. Chen Yun-chung est professeur de sociologie à l'université baptiste de Hongkong après avoir reçu ses diplômes à Taiwan. Il intervient de différentes façons sur le terrain dans le mouvement « Occupy ».
(28) Sur le rôle qu'aurait pu jouer Facebook, voir « US military studied now to influence twitter users in DARPA (Defence Advanced Research Project Agency) », Ben Quinn et James Ball , *The Guardian*, 8 juillet 2014, et « Did Facebook manipulate Occupy Central's participation ? » Apple Lam, *Marketing*, 10 octobre 2014.
(29) Voir *Echanges* n°136 : « Egypte une insurrection, pas une révolution », note p 13.

kong et à l'influence des Etats-Unis et de son impérialisme des "droits humains" (30). »

Si Obama a pu le 15 novembre, lors du sommet du G 20 en Australie, réaffirmer la politique américaine contre la Chine et appeler Pékin à limiter la répression, soulignant en même temps l'intervention de la campagne pour les « droits humains », cela n'implique pas une intervention plus ou moins directe des Etats-Unis, bien que nombre d'indices montrent à la fois l'influence d'organisations de propagande américaines chez les leaders du mouvement et l'utilisation à long terme de thèmes comme la « démocratie » pour tenter de déstabiliser le régime politique chinois actuel, une partie de l'orientation nouvelle de la politique mondiale des Etats-Unis pour contenir le développement conquérant de la Chine.

De l'autre côté, sur la base de cette nouvelle orientation, le gouvernement chinois a tout intérêt à dénoncer la « main des Américains » dans la révolte de Hongkong, tout en essayant, par une censure étroite de l'ensemble des médias et des interdictions de voyage, de limiter la propagation des manifestations de cette zone spéciale, des appels à la « démocratie » et au suffrage universel. Ces mesures interfèrent avec la propagande officielle qui dénonce la «campagne illicite de l'OCLP, œuvre d'une petite minorité d'extrémistes ».

Pour rester dans le domaine des influences d'organismes américains ou de contacts personnels qui vont à l'adoption de l'idéologie et de schémas venus des Etats-Unis, on peut relever certains points :

▶ pour Scholarism, la visite de ses leaders à Taiwan et leur rencontre avec un vétéran de Tiananmen réfugié aux Etats-Unis (voir note 9) ;

▶ la méthode avancée par Benny Tai pour « propager la démocratie » a été empruntée à une théorie de « la démocratie active » et à un plan de journées de délibération, de référendums et de manifestations pacifiques élaboré par un universitaire américain et diffusé par l'américain James Fishkin (31) avec l'appui du NED et du NDI (32), émanations du gouvernement américain pour propager l'influence américaine dans le monde. Les antennes de ces organismes à Hongkong ont contribué à créer le Center for Comparison and Public Law (CCPL) dont Benny Tai est un collaborateur régulier (voir note 9). De même pour l'organisation d'une section féminine, Women's Political Participation Network ;

▶ depuis le retrait des Britanniques en 1997, les deux organisations américaines sus-visées ont été particulièrement actives dans l'ex-colonie, avec des stages de formation pour jeunes leaders politiques, des conférences autour de la « démocratie », par la création d'organisations diverses subventionnées avec les fonds alloués par le gouvernement américain.

---

(30) Peter Symonds, *op.cit.* Il est difficile de démêler le vrai du faux dans ce qui ressort d'une influence (ou plus) sur les événements de Hongkong, notamment dans les articles de Tony Cartalucci, un personnage sulfureux maniant la théorie du complot et qui, d'après certains ne serait qu'un nom collectif au service de la propagande chinoise. Voir « US Role in 0ccupy Central Exposed » et autres articles (www.mintpressnews.com). Aussi : « Is the US secretly egging on UK protesters ? » G. Washington ,10 octobre 2104. « So it is not beyond the realm of possibility that the USA (and the UK) egged on democracy protests in Hongkong in order to try to shake up the Chinese. » « Color revolution : Hongkong's umbrella are made in USA·», F.William Endahl, *New Eastern Outlook*, 24 octobre 2014.

(31) James Fishkin, professeur à l'université Stanford, directeur du Stanford Center for Deliberation Democracy auteur de *Democracy and Deliberation*, ouvrage prônant un « renouvellement » de la démocratie pour compenser la désaffection générale pour la politique.

(32) Le National Endowment for Democracy (NED) et sa filiale National Democratic Institute (NDI) sont des émanations du Congrès américain liées étroitement aux deux grand partis et ayant des antennes dans presque tous les pays du monde pour propager – au minimum – la culture politique américaine. Tout le clan politique autour de Benny Tai est étroitement lié à ces institutions et œuvre pour la « démocratie » à Hongkong au sein de différents organismes, un écheveau qu'il est difficile de démêler.

Dans ces contacts et activités diverses, on retrouve les mêmes personnalités politiques de Hongkong qui se trouveront en avant du mouvement Occupy ;

▶ Martin Lee (voir note 20) et Anson Chan (33), leader du Parti démocrate de Hongkong, débattent en avril 2014 lors d'un voyage aux Etats-Unis avec une commission du Congrès et plus spécialement avec le vice-président des Etats-Unis Joe Biden et la leader démocrate du Congrès Nancy Pelosi du sort de la démocratie à Hongkong. Lee, 76 ans, fondateur du Parti démocrate de Hongkong, est qualifié de « père de la démocratie » par ses partisans et de « chien courant des colonialistes » par Pékin ;

▶ on peut se demander comment sont parvenues aux occupants de la rue et des places les centaines de tentes (on peut se rappeler les tentes de la révolution orange en Ukraine), les équipements sophistiqués et le ravitaillement de presque trois mois d'action, et qui a financé tout cet ensemble bien organisé (34).

Que reste-il ?

« Hong Kong's umbrella evolution » : c'est sous l'ironie decette « evolution » que le *Financial Times* du 30 avril 2015 tente de faire le bilan de cette prétendue « révolution ». Quelques jours auparavant, le gouvernement de Hongkong avait publié sa décision pour les élections de 2017, entérinant la sélection par Pékin de trois candidats ; position appuyée par une consultation populaire qui avait réuni 130 000 votes favorables à ce choix.

La résistance d'éléments jeunes des classes moyennes dont la situation sociale se dégrade par l'effet conjugué de l'évolution du capital et de la crise, résistance qui n'arrive pas à mettre en cause le système, même dans de très limitées revendications, faute de s'étendre à tous les exploités, se tarit et meurt (35). C'est parce que cette « révolution des parapluies », par-delà ses spécificités exprimait plus clairement qu'ailleurs cette marginalité d'un combat social que nous avons cherché à en montrer le déroulement confus.

Il semble se développer depuis la fin de la « révolution des parapluies » une sorte de guérilla à Hongkong. D'un côté une résistance dispersée qui utilise les conflits locaux (le 2 mars un affrontement violent avec la police lors d'une manifestation contre les « touristes économiques » pratiquant une sorte de contrebande avec la Chine entraîne 36 arrestations), multiplie les déprédations diverses ou bien tente de nouveau d'occuper la rue comme le 1er février 2015 où 15 000 « pro-démocrates » se rassemblent devant le Centre civique. De l'autre des arrestations ou des attaques personnelles contre de supposés « leaders », comme ces bombes contre les bureaux et le domicile de Jimmy Lai (36) le 12 janvier ou l'agression contre Kewin Len (38) en février sans compter des menaces personnelles contre nombre d'entre eux, ceci indépendamment d'un pilonnage médiatique constant.

Impossible de prédire si c'est le repli d'un mouvement qui se meurt ou un feu qui couve sous la cendre et que la conjoncture internationale peut raviver à tout moment,.

H. S.

(33) Anson Chan fut, sous l'occupation britannique, comme secrétaire d'Etat, le second responsable exécutif du territoire.

(34) « Sous le parapluie la place », Florence de Changy, *Le Monde*, 11 novembre 2014.

(35) « Hongkong sticks to Pékin principles to elect chief official », *Financial Times*, 21 avril 2015.

(36) Jimmy Lai Chee-ying, homme d'affaires, patron du groupe de presse Next Media, aux positions pro-démocrates et anti-Pékin affirmées.

(37) Kewin Len, journaliste pro-démocrate dont les enquêtes sur une mort suspecte et sur les placements étrangers de différents leaders du parti chinois lui ont valu d'être débarqué de ses fonctions en janvier 2014 et d'être agressé le 26 février suivant.

SOIXANTE JOURS PLUS TARD

ET TOUJOURS PLUS SOMBRANT DANS LA DETTE (1)

Postscriptum à « La victoire de Syriza aux dernières élections générales en Grèce » *

DANS LES RANGS de Syriza, le Dr. Varoufakis (qui sera désormais le Dr.V.) est aussi un marxiste autoproclamé – bien que peu orthodoxe, comme il le dit lui-même, dans la mesure où il a remplacé la théorie de la valeur sociale du travail abstrait par une théorie humaniste de la valeur du travail (1). Il a pour ambition d'enrôler Bloomerg et les journalistes du *New York Times,* les députés Tory, les financiers humanistes, les militants de Syriza en Grèce et les éléments subversifs réunis à Zagreb au service d'une cause qui consiste à « sauver le capitalisme de lui-même », c'est-à-dire à dompter « l'esprit d'entreprise ». Son faux dilemme entre capitalisme ou barbarie (la barbarie, dans le contexte politique de l'Union européenne [UE], signifiant le nationalisme de droite et le néonazisme) a pour but la préservation et la démocratisation de l'Eurozone et la Banque centrale européenne (BCE). En utilisant l'imagerie de Matrix, cet économiste social-libéral branché aspirait à fournir aux populations européennes la « pilule rouge » qui vous emmène au fond du terrier jusqu'au désert de la réalité, c'est-à-dire à la « vérité » sur la vie, la société et la « quantification » du travail. En s'appuyant sur ces connaissances, les « gens » pourraient entreprendre de lutter afin de réformer les politiques des institutions capitalistes européennes (2) . Devenu ministre des finances, et après avoir abandonné la rhétorique utilisée pendant quelques jours à propos

* Voir *Echanges* n°150, p 10. Faute de place, nous publions ce texte (traduit de l'anglais par A. G.) sur deux numéros.

(1) Toutes les références et allusions contenues dans ce paragraphe sont consultables en ligne à l'adresse suivante : http://yanisvaroufakis.eu/2013/12/10/confessions-of-an-erratic-marxist-in-the-midst-of-a-repugnant-european-crisis/.

Nous remercions Harry Cleaver pour avoir attiré notre attention sur ce texte qui a été présenté au Festival subversif de Zagreb en 2013.

(2) En suivant le script, bien entendu, de sa *Modeste proposition pour résoudre la crise de l'Eurozone* (co-écrit avec Suart Holland et James Galbraith – Institut Veblen, Paris, 2012 : http://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/modest_proposal_30_final.pdf). Cette modeste proposition accepte toutes les contraintes que les institutions européennes actuelles font peser sur l'action politique et rejette toute politique keynésienne d'expansion social-démocrate. Elle se borne à proposer l'européanisation de quatre domaines d'activité, précisément dans le cadre institutionnel de l'euro : les banques à la recherche d'une injection de capitaux du MSE (mécanisme de stabilité européen), la gestion de la dette souveraine, le recyclage de l'épargne européenne et mondiale dans des investissements socialement productifs et le financement rapide d'un pro-

des renflouements et de la dure politique d'austérité qui avaient provoqué « la dépression, le cynisme, la désintégration et la misanthropie », le Dr.V. a eu tôt fait de réaliser que si lui et son parti voulaient être acceptés dans les hautes sphères du personnel politique du capitalisme européen, ils devaient renoncer à leurs aspirations et à leur guerre des mots contre la politique officielle de l'UE. Au moment même où la BCE durcissait les conditions d'octroi de liquidités à la Grèce, l'optimisme initial de la nouvelle bureaucratie de l'Etat, auquel nous faisions allusion au début de notre texte précédent, s'évapora promptement. Personne ne pénètre gratuitement dans les palais du capital.

LES DIX JOURS QUI N'ONT PAS FAIT TREMBLER L'EUROZONE.

Dès les premiers jours de février, le conflit entre ces positions a tourné au spectacle des négociations entre le gouvernement grec et ses « partenaires ».

Le 2 février, alors que notre dernier texte n'avait que quelques jours, le Dr.V. a déclaré depuis Londres que le gouvernement grec ne demanderait pas l'annulation de la plus grande partie de la dette souveraine grecque. Le 5 février, au cours de sa première rencontre avec Schäuble, le Dr.V. avait ajouté qu'il accepterait 70% des « programmes » prévus (c'est-à-dire les mémorandums). Et il a ajouté que le gouvernement grec avait le « devoir moral » de ne pas faire endosser le fardeau de la dette grecque aux « contribuables européens ».

En réalité, un mythe, très répandu et très largement accepté, veut que depuis 2010 les « contribuables européens » aient financé les « Grecs paresseux » qui « vivent au-dessus de leurs moyens » par le biais des prêts accordés par les Etats membres de l'UE, le FMI et la BCE.

Mais si nous examinons la manière dont on a transformé la structure de la dette souveraine grecque depuis 2009, nous pourrions aboutir à des conclusions très différentes. En 2009, la dette grecque se trouvait principalement entre les mains des banques françaises et allemandes qui bénéficiaient toutes deux des taux d'intérêt élevés des obligations grecques et de la garantie politique qu'un Etat membre de l'UE ne peut pas faillir à ses engagements. Le risque encouru par les banques françaises s'élevait à 78 milliards de dollars, tandis que les banques allemandes détenaient 45 milliards de dollars d'obligations grecques. Dès 2014, grâce au programme initial de renflouement de 2010 qui consistait en prêts bilatéraux accordés à la Grèce par les autres Etats membres de l'UE, et grâce à l'agrément Prestataire de services d'investissement (PSI) et au mécanisme Fonds européen de stabilité financière (FESF) consécutif, on avait considérablement réduit le risque toxique auquel étaient exposées les institutions bancaires (par exemple, il n'était plus que de 1,8 milliard de dollars pour les banques françaises et de 13,5 milliards de dollars pour les allemandes), ce qui représente vraisemblablement aujourd'hui leurs pertes réelles.

Puisque l'on a réparti le coût du renflouement des banques sur les Etats membres, ceux-ci détiennent une part plus importante de la nouvelle dette grecque. Même les pays initialement peu exposés aux risques de la dette grecque, tels l'Italie et l'Espagne, détiennent maintenant respectivement 10 et 6,7 milliards d'euros de dette grecque. Cependant, hormis les premiers prêts bilatéraux

gramme d'urgence sociale de base. C'est-à-dire une modification productive de la politique d'austérité, basée en réalité sur le contrôle de plus en plus centralisé par les principales institutions de l'UE des politiques financières nationales.

accordés à la Grèce pour un montant de 52,9 milliards d'euros, ni la Grèce ni personne d'autre n'a reçu le moindre argent des contribuables de l'Eurozone, car dès la mise en œuvre du deuxième programme de renflouement, l'Eurozone avait mis en place son propre fonds de renflouement, le FESF, dont le seul financement était la garantie que constituaient les engagements des Etats membres. Le FESF se procurait de l'argent en émettant des obligations, et donc le seul risque qu'encoure le « contribuable européen » est la faillite éventuelle des investissements du fonds (3).

Résumons-nous : le « renflouement » de la Grèce fut en fait un renflouement massif des banques françaises et allemandes, globalement financé par les prolétaires de l'Europe du Sud, mais que l'on a travesti en « solidarité » envers les Grecs « dépensiers et paresseux » que dénonce cette créature imaginaire, « le contribuable européen ». En outre, la Grèce n'a jusqu'à présent utilisé qu'entre 8 % et 11 % de l'argent versé pour couvrir les besoins du budget de l'Etat. Le reste a été retourné aux prêteurs et aux banques, alimentant la bulle financière fictive basée sur la spéculation sur la dette souveraine.

Au cours de la décennie précédente, avant le début de la crise, les prêts accordés au Sud fournissaient le supplément d'argent dont il avait besoin pour réaliser la plus-value des marchandises produites dans le Nord.

L'Allemagne, victime d'une chute de 5 % de son PIB au cours des deux premières années de la crise et d'une reprise insuffisante après 2012 (4) est convaincue qu'elle ne réussira à sortir de la crise qu'en entretenant une « crise de la dette » dans le Sud, en restructurant ses exportation chez elle et délocalisant en Europe de l'Est (5).

Après tout, le programme de dévalorisation massive du Sud de l'UE, qualifié de «restructuration de la dette » et implacablement mis en œuvre dans l'Eurozone, a contribué à détourner les flux monétaires et les flux de capitaux de la « périphérie » de l'Eurozone vers les pays « importants » de l'Eurozone, permettant par exemple à ces derniers de financer leurs déficits budgétaires à moindres

(3) Il est intéressant de noter qu'en ce qui concerne les prêts bilatéraux de 2010, et à l'exception de la Slovaquie qui a refusé de contribuer, l'Allemagne fut le seul Etat membre à fournir des garanties à sa banque de développement KfW, notée AAA, qui s'était procuré les fonds en émettant des obligations. Les véritables injections de liquidités provenaient des autres membres de l'Eurozone.

(4) L'économie allemande a progressé de 3,93 % en 2010, de 3,66 % en 2011, de 0,58 % en 2012, de 0,21 % en 2013 et de 1,47 % en 2014.

(5) Certes, ce processus n'est pas nouveau, il n'est relancé que par la soi-disant crise de la dette dans l'Eurozone. Pour un bref aperçu de la politique étrangère allemande, voir S. Gross, *The German Economy Today Exports, Foreign Investment, and East-Central Europe*.

(6) L'Allemagne est un bon exemple de la manière dont les pays « importants » de l'Eurozone bénéficient de la dissémination rapide de la crise de la dette à travers tous les PIGS et de la chute consécutive et tout aussi rapide des rendements obligataires dans le Nord. On a estimé que grâce à l'intérêt cumulé le budget allemand s'allégera d'environ 67 milliards d'euros, s'ajoutant aux avantages sur le taux d'intérêt acquis entre 2010 et 2012 et à ceux dont l'Allemagne a bénéficié au cours des années suivantes, selon un article publié par Allianz en septembre 2012 ((http://www.reuters.com/article/2013/05/02/us-eurozone-bailouts-idUSBRE9410CG20130502)) – sans parler de la croissance massive de ses exportations qui ont atteint un niveau inédit de 1,13 trillion d'euros, engendrant une plus-value commerciale de 217 milliards d'euros, la plus élevée du monde en 2014, grâce au faible taux de change de l'euro. Il n'est donc pas étonnant que les comptes de l'Allemagne montrent des excédents croissant de façon ininterrompue depuis 2009 (jusqu'à 7,5 % de son PIB en 2013), tandis que, pour la première fois depuis 1969, elle annonce que son budget est en équilibre. Hormis le financement de leur dette souveraine par le biais de taux d'intérêt réel bas, voire négatif (cependant que, selon le premier mémorandum, la Grèce était contrainte à rembourser les intérêts à un taux fluctuant entre 5 % et 6 %), les profits des pays « importants » de l'Eurozone sont à la fois significatifs et multilatéraux. De 2009 à 2013, par exemple, l'Allemagne *(suite p. 20)*

frais (6). C'est la raison pour laquelle l'Allemagne tient absolument à ce que ses plus-values nettes extérieures ne soient pas « gâchées » dans la production de ses marchés intérieurs au sud et soient au contraire réaffectés aux zones satellites productives et consommatrices d'Europe de l'Est.

L'effort durable qu'a entrepris la classe capitaliste européenne pour réduire le compromis institutionnalisé avec la classe ouvrière de l'après-guerre, la protection des institutions financières principaux instruments d'« accumulation par dépossession » et le mercantilisme allemand sont les principales causes de la poursuite des politiques d'austérité (dévaluation interne) sur tout le continent.

Pour en revenir aux événements récents : au dernier moment, l'Eurogroupe [réunion des ministres des finances de la zone euro] a conclu un accord formalisé dans deux documents d'un style managérial : « Déclaration de l'Eurogroupe à propos de la Grèce (7) » ainsi que : « Liste des mesures de réforme (8) ». Ce dernier document émane du gouvernement grec, il a été soumis par le Dr.V. et a été accepté par l'Eurogroupe. Ces deux documents sont la preuve que la position de l'Etat grec au sein de l'interaction hiérarchique de l'Eurozone entre les Etats-nations « centraux » et les « périphériques » demeure un statut d'une « colonie intérieure débitrice ». L'Etat grec, en acceptant la législation anglaise et le cadre de la cour de justice luxembourgeoise, continue à renoncer à ses droits et à la protection de ses biens et n'est pas autorisé à adopter la moindre politique sans l'accord préalable des « institutions », c'est-à-dire de la Troïka : « Les autorités grecques s'engagent à s'abstenir de toute réduction des mesures déjà mises en œuvre et de toute modification unilatérale des politiques et des réformes structurelles qui auraient un effet négatif sur les objectifs fiscaux, la reprise économique (sic) ou la stabilité financière, tels que les institutions les ont définis. »

Il est bien clair que depuis que le gouvernement grec eut depuis longtemps manifestement fait le choix politique de s'orienter ni vers un contrôle des capitaux, ni vers une annulation unilatérale de la dette, ni de menacer ses « partenaires » d'une sortie immédiate de l'euro, il allait céder à leur grossier chantage, ce n'était qu'une question de temps : pendant les négociations, la BCE a cessé d'accepter en garantie des avances financières les obligations du gouvernement grec; on les a aussi menacés ouvertement d'imposer aux banques grecques des limites au retrait de liquidités s'il n'y avait pas d'accord à l'Eurogroupe le 20 février. Après tout, les élections prochaines en Espagne, au Portugal et en Irlande, où les partis anti-austérité semblent monter en puissance, ne laissaient pas de place pour des manœuvres politiques, des paroles aimables et moins encore et plus significativement pour des concessions financières à la Grèce.

Contraint de se rabattre sur la seule option de la « pilule bleue » (« tu retourneras te coucher et te réveilleras le matin en croyant tout ce que tu veux et en pensant que toute cette

(suite de la p. 19)

et les Pays-Bas ont enregistré la plus forte augmentation des nouveaux projets d'investissements directs étrangers (IDE) de tous les pays de l'Eurozone. L'Allemagne (1 525 IDE supplémentaires, soit un accroissement stupéfiant de 115 %), en particulier, a surpassé la France et se trouve à présent en deuxième position, après le Royaume-Uni, à la tête de tous les pays européens. La Finlande en a elle aussi bénéficié récemment, devenant désormais le neuvième Etat capitaliste parmi les destinations européennes des meilleurs investissements (+ 44 % de nouveaux IDE en 2013 par rapport à 2012) – sans parler des profits réalisés sur le dos des Grecs, des Espagnols et des Portugais grâce aux obligations qu'elle détient.

(7) Voir : http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2015/02/150220-eurogroup-statement-greece/

(8) Voir : http://s.kathimerini.gr/resources/article-files/lista-metarry8misewn.pdf

histoire sur la "fin de l'austérité" est une "réalité" avant de reprendre le cours de ta vie "normale" »), le gouvernement grec soutient que l'accord avec ses « partenaires », et particulièrement la « Liste des mesures de réforme », est dominée par une « ambiguïté créative » censée lui donner toute flexibilité en ce qui concerne les mesures à prendre. Mais nous pensons que les deux documents précités sont tout à fait clairs et prouvent que le gouvernement de Syriza, contrairement même au programme édulcoré que nous analysions dans notre texte précédent, est d'accord pour poursuivre la politique d'austérité de dévaluation des capitaux dans le cadre des Mémorandums et des « institutions ».

On ne saurait donc s'étonner que ce « nouvel » accord soit soutenu par presque tous les partis politiques, à l'exception du parti communiste stalinien (KKE) et du parti néonazi (GD) (9).

VOLER PIERRE POUR PAYER PAUL

Avant de développer chacune des parties que « traite » l'accord et pour comprendre pleinement le revirement de Syriza, il est utile de rappeler que le Dr. V. s'est engagé dans les « négociations » au nom d'un gouvernement qui avait déclaré qu'il :

➤ **1.** rejetterait l'extension du « programme » et la tranche de 7,2 milliards d'euros, à l'exception du 1,9 milliard d'euros de bénéfices du remboursement des obligations BCE ;

➤ **2.** n'accepterait aucun programme de supervision ou d'évaluation ;

➤ **3.** souhaiterait l'établissement d'un « programme transitoire » de six mois, sans aucune mesure d'austérité destinée à s'assurer les liquidités, qui lui permettrait d'utiliser les fonds du Fonds de stabilité financière hellénique (FSFH) et de mettre en œuvre au moins une partie de son programme, avec des budgets en équilibre ;

➤ **4.** exigerait que les prêteurs reconnaissent que la dette n'était pas supportable et qu'il faudrait engager prochainement un nouveau cycle de négociations générales.

Que s'est-il passé alors que la « Troïka » était censée mourir de mort violente aux mains du Dr.V. ? Examinons un par un les « succès » dont se vante le gouvernement :

Gestion souveraine de la dette : la déclaration de l'Eurogroupe à propos de la Grèce est très claire : « Les autorités grecques réaffirment clairement qu'elles s'engagent à honorer, intégralement et en temps voulu, leurs obligations financières envers tous leurs créditeurs. » Et ce n'est pas tout, car le nouveau gouvernement grec accepte de réaliser d'imposants surplus afin de rembourser la dette, ce qui signifie simplement qu'il renonce à sa revendication principale d'engager des négociations en vue de la réduction de la dette souveraine grecque : « Les autorités grecques se sont également engagées à s'assurer d'imposants surplus financiers appropriées ou les recettes financières suffisantes, nécessaires à la garantie de la dette soutenable en accord avec la déclaration de 2012 de l'Eurogroupe. En ce qui concerne l'objectif des plus-values primaires pour 2015, les institutions tiendront compte de la conjoncture économique de 2015. » En outre, en acceptant de réaliser des surplus importants, le gouvernement sape expressément les prévisions fi-

(9) Cette nouvelle alliance et ce nouveau consensus – il convient aussi de prendre en compte l'élection récente du candidat de Syriza, homme politique de la droite modérée, à la présidence du pays – peut jeter les bases d'un futur parti de « gouvernement de sauvegarde nationale », si ce gouvernement échoue à avancer pendant le nouveau cycle de dévaluation interne. Cet alignement presque unanime sur les grands principes néolibéraux jette également les bases d'une nouvelle version de la « théorie des deux extrêmes », dont nous reparlerons plus loin.

nancières de son propre programme, même dans sa version modérée la plus récente avant les élections. Comme le montrent les dernières estimations, les surplus en 2014 ne s'élèvent qu'à 0,3 % du PIB (contre le 1,5 % attendu) et il faudra donc que le budget 2015 prévoie d'autres coupes pour un montant de 2 ou 3 milliards d'euros dans le seul but d'atteindre la plus-value de 1,5 % que prévoyait la modeste proposition de Syriza.

Il ne fait aucun doute qu'avec cet accord, le gouvernement grec s'engage à poursuivre sa politique d'austérité pour une période indéfinie.

Système bancaire et dette privée : l'un des slogans les plus connus de Syriza proclamait « Banquiers, ne touchez pas à nos maisons ! ». Mais selon la liste des mesures de réforme que le Dr.V. a soumise à l'Eurogroupe : « La Grèce s'engage à collaborer avec les directions des banques et les institutions afin d'éviter, au cours de la période à venir, la mise en vente de la résidence principale des foyers dont le revenu est inférieur à un certain seuil. » Dans le même document, « La Grèce s'engage à s'occuper des prêts non rentables de manière à prendre totalement en considération la capitalisation des banques ... le fonctionnement du système judiciaire, l'état du véritable marché de l'immobilier, les problèmes de justice sociale, ainsi que tout effet négatif sur la position fiscale du gouvernement. » Et pour finir « La Grèce s'engage, en accord avec les institutions, à améliorer rapidement la législation concernant le remboursement de l'impôt et des arriérés de sécurité sociale. »

Le gouvernement tente de mettre au point des plans spécifiques pour le remboursement, aux banques ou à l'Etat, de la dette privée. La caractéristique principale de ces plans est la fragmentation des débiteurs en de multiples catégories, selon leurs revenus, assortie des garanties correspondantes pour le remboursement des dettes. Mais, si l'on tient compte des termes et des conditions prévus dans la liste du Dr.V. et du fait que les « institutions » doivent préalablement approuver ces plans, il est fort probable que leur mise en œuvre sera soumise à des conditions beaucoup plus sévères, déterminées par les « institutions ».

Un autre plan du gouvernement grec consiste à instaurer une institution pour la gestion de la dette privée (c'est-à-dire un plan de « mauvaise banque ») qui rachètera aux banques les prêts non rentables à 50 % de leur valeur nominale. Les débiteurs ne devront alors rembourser qu'une partie de leur dette, le reste étant couvert par l'Etat. Dans le but d'instaurer cette institution, le gouvernement voulait réaffecter 3 milliards d'euros provenant du FSFH. Non seulement cette demande a été rejetée, mais en outre : « Conformément à l'évaluation des institutions l'Eurogroupe s'accorde pour dire que les fonds jusqu'ici détenus par le FSFH soient transmis au FESF, libres des droits des tiers pour la durée de l'extension du MFFA (Master Financial Assistance Facility Agreement). Les fonds continueront à être disponibles pour la durée de l'extension du MFFA et ne pourront être employés qu'à la recapitalisation des banques et au règlement des coûts. Ils ne seront accordés sur demande que par le MSU de la BCE. »

Pour vous donner une idée de ce que signifie le chantage de l'Eurogroupe et de la BCE : 1,2 milliard d'euros sur les 11 milliards d'euros du FSFH que Syriza ne pourrait pas utiliser à d'autres fins budgétaires que la recapitalisation des banques, et uniquement si la BCE lui donne le feu vert, correspond à la simple contribution de l'Etat grec à ce fonds.

Plus largement, les « partenaires » ont utilisé les pressions exercées sur le système bancaire grec comme moyen de chantage

pour obliger Syriza à accepter leurs conditions. En particulier, le 4 février 2015, pendant les négociations entre le gouvernement grec et l'Eurogroupe, la BCE a cessé d'accepter les obligations du gouvernement grec comme garantie, action qui a renchéri le coût des liquidités pour les banques grecques de 1,5 % ou d'environ 1 milliard d'euros, puisqu'elles ne pouvaient plus emprunter directement à la BCE à un taux d'intérêt de 0,0 5%, mais seulement sur les fonds du FLU à un taux d'intérêt de 1,55 %.

La situation s'est encore aggravée en raison d'une fuite des dépôts d'environ 26 milliards d'euros depuis décembre dernier (au total, depuis février, les dépôts dans les banques grecques ont diminué de 100 milliards d'euros, c'est-à-dire qu'ils sont passés de 237,8 milliards d'euros à environ 138 milliards d'euros). Un autre moyen d'exercer une pression directe a été de refuser au gouvernement grec le droit, pour financer son déficit, d'utiliser les profits de la BCE (1,9 milliard d'euros) réalisés sur les achats d'obligations sur le marché secondaire pendant la durée de l'accord IAE. On a en outre refusé aux banques – du moins jusqu'à l'évaluation et l'approbation de la liste de réformes par les « institutions » – le droit d'augmenter indépendamment leur couverture en obligations grecques, décision de la BCE qui limite encore davantage les ressources financières de Syriza pour rembourser les intérêts de la dette souveraine (10).

Nous reviendrons sur certaines conséquences de cet assèchement des liquidités.

Privatisations/nationalisations : dans notre texte précédent, nous disions que « Syriza n'avait pas changé sa position de mettre fin à la privatisation des services publics, de l'infrastructure et des entreprises publiques. » Ça, c'était avant les négociations avec les « partenaires ». La liste des mesures de réforme arrêtée avec l'Eurogroupe est claire : afin d'« attirer l'investissement dans les secteurs clés et d'utiliser efficacement les atouts de l'Etat, les autorités grecques :

➤ s'engageront à ne pas revenir sur les privatisations déjà effectuées. Là où un processus d'adjudication est déjà engagé, le gouvernement le respectera, en accord avec la législation ;

➤ étudieront les privatisations qui ne sont pas encore en cours, en vue d'en améliorer les conditions de façon à maximiser les bénéfices à long terme de l'Etat, à générer des revenus, à favoriser la compétition au sein des économies locales, à encourager le redressement de l'économie nationale [sic] et à stimuler les perspectives de croissance à long terme ;

➤ adopteront dorénavant une méthode par laquelle chaque nouveau cas sera examiné séparément et pour ce qu'il vaut, en insistant sur les contrats de longue durée, les joint-ventures (collaboration privé-public) et les contrats susceptibles de ne pas maximiser les seuls revenus du gouvernement, mais également les niveaux prospectifs de l'investissement privé. »

(à suivre)

(10) L'impasse dans laquelle se trouve Syriza est encore plus grave depuis l'établissement des arriérés d'impôt et de non remboursement, dont le résultat est une perte de revenus de 1 à 2 milliards d'euros depuis le début de l'année.

DANS LES PUBLICATIONS

◆ « Grèce : espoirs et illusions d'une "Gauche" au pouvoir », dans *Courant alternatif* n°248 (mars 2015).

◆ «Syriza à l'heure de vérité», *Alternative libertaire* n° 248 (mars 2015).

Italie. Indépendants, travailleurs quand même

◆ Un article, « La crise du travail indépendant en Italie. Trois jours d'émeutes à Turin », revient dans le n° 97 (hiver 2014-2015) de la revue allemande *Wildcat* sur les violentes manifestations de camionneurs et autres travailleurs indépendants qui ont eu lieu à Turin les lundi 9, mardi 10 et mercredi 11 décembre 2013. Cet article analyse les raisons qui ont amené à ces événements spécifiquement à Turin alors que l'ordre de grève avait été lancé au niveau national, en vain, par les syndicats corporatifs : une ville qu'une centaine de marchés animent quotidiennement, occupant de nombreux chauffeurs de camions, des petits agriculteurs et commerçants. Une activité menacée par le désengagement de l'Etat dans le budget des communes, la libéralisation des services au sein de l'Europe, l'ouverture d'immenses hypermarchés, inutiles au vu des besoins de consommation de la population mais financés par la mafia afin de blanchir de l'argent ; enfin, et c'est particulier à Turin, le recouvrement imposé par la mairie d'une taxe sur l'enlèvement des ordures. Des déséquilibres qui peuvent expliquer la révolte de Turin, associés à la chasse aux rentrées d'argent qui amène l'Etat et les municipalités à harceler les fraudeurs de l'impôt (jusqu'ici l'Etat tolérait que les travailleurs indépendants esquivent une grande partie de ce qu'ils auraient dû payer), à pénaliser financièrement le travail au noir et le paiement de salaires sans fiche de paie, une coutume répandue dans les métiers agricoles, ou bien encore le paiement des heures supplémentaires sans les déclarer, courant chez les camionneurs. Les couches sociales en question n'appartiennent pas à la classe ouvrière ni au prolétariat au sens strict, et penchent idéologiquement plutôt à droite, mais selon l'auteur, il s'agit tout de même de travailleurs que l'on peut croiser tous les jours, dont la présence de plus en plus grande manifeste une recomposition de la classe du travail ; il propose en conclusion aux groupes politiques de gauche de prendre en compte la réalité de l'exploitation de ces travailleurs et non simplement, comme l'ont tenté quelques groupes autonomes ayant pris le train en marche, de contraindre de tels mouvements à appliquer un schéma d'action et des mots d'ordre totalement déconnectés de la vie de ces travailleurs.

Espagne. Podemos

◆ Dans *Le Prolétaire* n° 514 (décembre 2014-février 2015) : « Podemos, un réformisme à la recherche de ses parents. »

Néonazis allemands

◆ Dans divers numéros antérieurs d'*Echanges*, nous avons recensé les articles de la revue *Wildcat* qui, dans ses n°s 92, 93, 94 et 96, a suivi de près les complicités entre les activistes d'extrême droite de la Nationalsozialistischer Untergrund (NSU, Clandestinité nationalsocialiste) et l'appareil d'Etat révélées peu à peu au fil des informations distillées au compte-gouttes (voir *Echanges* n°s 141, 142, 144 et 148). Dans le n° 97 (hiver 2014-2015) de cette revue allemande, on trouvera le compte rendu de deux ouvrages sur le sujet parus en Allemagne récemment : *Heimatschutz. Die Staat und die Mordserie des NSU* (Protection de la patrie. L'Etat et la série de meurtres de la NSU), 2014 (ISBN 978-3-570-55202-5), de Stefan Aust et Dirk Laabs, et *Geheimsache NSU. Zehn Morde, von Aufklärung keine Spur* (Affaire secrète NSU. Dix morts, aucune trace d'explication), 2014

(ISBN 978-3-86351-086-2), d'Andreas Förster (édition de certains de ses articles parus dans des journaux et revues de gauche). Ces livres n'ont pas été traduits en français.

Royaume-Uni

◆ Dossier « Ne plus rien attendre de l'Etat », dans *CQFD* n°131 (avril 2015). Contradiction de la critique du libéralisme et de la dénonciation de l'Etat ? « Partout où l'Etat a mis les mains, la société a perdu en culture de l'entraide et en liberté de manœuvre ». Au sommaire : Le carnaval indépendant de Maseille, l'autogestion de la santé en Grèce, le bilan social du Royaume-Uni, la sous-traitance de l'Etat social au profit des associations caritatves dans ce même pays.

Ukraine

◆ « Les politiciens et bureaucrates oligarques de Kiev (et leurs alliés d'extrême droite), tel le roi du chocolat élu président, dont le parcours rappelle le roi du poulet bosniaque Fikret Abdić avec son armée privée, ne valent pas mieux que les petits chefs de guerre des "républiques populaires" séparatistes de Donetsk et Lougansk. (...) La position communiste révolutionnaire rejette totalement les divers nationalismes et jeux impérialistes

Travailleurs migrants...

◆ ***...en lutte en Allemagne...*** **« Le Mail de la honte : Manifestations de travailleurs roumains du bâtiment à Berlin », dans le n° 97 (hiver 2014-2015) de la revue allemande *Wildcat*, évoque la lutte de huit ouvriers roumains du bâtiment manifestant pour obtenir le paiement d'arriérés de salaire après l'ouverture d'un centre commercial, le Mall of Berlin (en anglais dans le texte, Mall ou Mail pouvant se traduire en français par avenue). Ces huit travailleurs, sur une trentaine embauchés par un sous-traitant de sous-traitant sur le chantier de construction dudit centre commercial, manifestent tous les jours depuis l'ouverture devant l'entrée pour réclamer la totalité du paiement d'un salaire déjà misérable, 5 euros de l'heure, que leur employeur a apparemment du mal à sortir de sa poche (tout de même 30 000 euros au total). L'un d'entre eux parlant l'anglais, un passant appartenant au syndicat anarchiste FAU (Freie Arbeiter-Union, Syndicat libre des travailleurs) a pris contact avec eux et ce syndicat les soutient maintenant dans leurs démarches.**

D'autres travailleurs venus de l'Est de l'Europe (Roumanie, Hongrie, Bulgarie), confrontés à des retards de paiement des salaires, à l'absence de contrats, au non-paiement de primes promises de panier ou d'hébergement, etc. se sont auparavant mis aussi en grève dans d'autres villes allemandes, telles que Birkenfeld, en septembre 2013, ou bien encore Papenburg, en juillet 2012, et ont obtenu satisfaction. Lors de l'impression de *Wildcat*, la grève à Berlin se poursuivait.

◆ ***... en France : rêves d'exilés.*** ***De l'autre côté,*** **BD de Coline Picaud, témoignages de Maghrébins vivant à Grenoble depuis les Trente Glorieuses jusqu'à aujourd'hui et qui ont « en commun l'amertume de l'exil et le rêve d'une vie meilleure » (Le Monde à l'envers, 46 rue d'Alembert, 38000 Grenoble – mondenvers@riseup.net)**

(...) » affirme le n° 34 (février-mars 2015) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* dans un article intitulé « Guerre civile en Ukraine : Les travailleurs sont la seule force de paix internationale ».

Grève générale en Belgique (suite)

◆ Sur la grève générale de décembre outre-Quiévrain : un mouvement très suivi, une paralysie de fait, des piquets de blocage des routes, mais, pour *Courant alternatif* n° 247 (février 2015), plusieurs gênes : alliance police-gréviste proclamée, (sans nier les secteurs d'affrontement signalés dans le texte que nous avons publié dans *Echanges* n° 150) ; l'absence d'autonomie dans le mouvement et sur les piquets ; l'absence d'AG de base, l'attente de directives des centrales syndicales...

Suisses autogérés

◆ L'espace autogéré de Lausanne publie sur son site, en PDF, la collection de *T'okup*, publication gratuite irrégulière, du n° 0 (février 2000) au n° 81 (juin 2010). « Pour faire passer les infos, mobiliser, rendre compte des luttes... susciter le débat interne... » (copies à Echanges) c/o Infokiosk, Espace autogéré, avenue César Roux 30, CH 1005 Lausanne.
https://espaceautogere

Révolutionnaires à Caen

◆ « Appel du Regroupement Révolutionnaire Caennais » dans le n° 34 (février/mars 2015) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* : « Constatant le manque de perspectives, la faiblesse d'organisation et la présence de désaccords de plus en plus visibles dans le milieu révolutionnaire local, au début de l'été 2014, quelques personnes se sont réunies pour discuter et ont décidé de lancer une initiative en vue de créer un regroupement révolutionnaire à Caen (...) Les réunions ont lieu pour le moment tous les samedis (lieux et horaires modulables). Un site Internet est en cours d'élaboration. Pour les personnes intéressées, envoyer un mail à rr-caen@riseup.net, ou en parler directement avec nous. »

Charlie Hebdo

◆ « L'année 2015 a commencé de façon tragique », c'est par ces mots que débute l'article « Contre les haines

Grèves et répression

◆ « Merde, y'a encore des grèves ! », dans *Bad Kids* n° 5 (février 2015) : SNCF, SNCM, pilotes d'avions... Dans tous ces mouvements, l'hostilité aux grévistes se manifeste dans les médias, mais aussi chez des franges commerçantes, agricoles, hôtelières... jusqu'à l'attaque d'un navire. Les attaques contre le droit de grève sont faciles aujourd'hui, faire grève n'est plus « l'arme universelle » du prolétariat, du moins en Occident. Et alors que pour tout un tas de travailleurs l'idée même de grève est inenvisageable, ceux qui font grève doivent faire face à une répression patronale qui ne se cantonne pas au moment de la lutte. Les cheminots sont traînés en justice desmois voire esannéesaprès les faits...

◆ Répression à La Poste : grévistes sanctionnés, syndicalistes licenciés,, conseils discipline... Dans *Courant alternatif* n° 248 (mars 2015)

◆ « A La Poste : coupables d'être syndicalistes », dans *Alternative libertaire* n° 248 (mars 2015).

◆ « La Poste : abus de grève, mon pauvre monsieur ! » *CQFD* n° 130 (mars 2015).

meurtrières et contre la société qui les crée » dans le n°34 (février/mars 2015) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* à propos des attentats contre *Charlie Hebdo*, de policiers municipaux à Montrouge et d'une épicerie casher près de la porte de Vincennes entre les 7 et 9 janvier.

Avortement

◆ Dans le n° 34 (février/mars 2015) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité*, le texte d'un tract que le groupe éditeur de cette revue a distribué lors d'une manifestation féministe commémorant le quarantième anniversaire de la légalisation de l'avortement le 17 janvier. A lire sur www.critique-sociale.info

Fermetures d'usines

◆ «Contre les fermetures d'usine, c'est quoi une alternative crédible ? » *Partisan Magazine* n° 2 (mai 2015). Ce texte se veut une analyse critique des « solutions » pour souligner que « deux attitudes politiques s'opposent quant aux licenciements collectifs ». Le « possibilisme » réformiste et la combativité révolutionnaire. Pour terminer par le sempiternel couplet sur « une orientation prolétarienne... que les ouvriers avancés progresseront à la fin dans l'appréhension de leur tâche du mouvement comme dans leur rôle spécifique d'avant-garde pour la construction du Parti ».

La Redoute

◆ « Retour sur une lutte de boîte », *La Mouette enragée* hors-série avril2015, BP 403, 62206 Boulogne-sur-Mer Cedex. lamouette.enragee@wanadoo.fr http://lamouetteenragee .overblog.com/

◆ «La Redoute, un an après», dans *Courant alternatif* n° 249 (avril 2015)

Nettoyage

◆ « Lutte et organisation dans le nettoyage » dans *Bulletin Communiste Ouvrier (ICO)* n°54 (mai 2015). En ligne : http://communisme-ouvrier.info/?Luttes-et-organisation-ouvrieres – Contact : bulletin @communismeouvrier.info

ZAD

« N D des Landes, Parc de Roybon, barrage de Sivens » Des propositions pour continuer à élargir et réussir ces luttes sur l'essentiel (Zone d'Abondance Défensive) plaquette sans adresse, copie à Echanges

◆ « Chamboule tout », journal du collectif de soutien à la ZAD de Chambaran, infos sur cette ZAD et celles de partout. Maquisard, Maison forestière, La Marquise, 4681 route de la Verne, 38940 Roybon

◆ La grève autour de l'occupation des sols ? Dans « De tout Bois », revue de la lutte contre le Center Parcs de Roybon (près de Grenoble) n° 1 et 2, trimestriel qui a « pour but de faire vivre la lutte contre... » ; infos sur cette lutte et édito « Guerre à la guerre économique » , Le Monde à l'envers,46 bis rue d'Alembert 38000 Grenoble. http://lemondealenvers.lautre.net

◆ ZAD du Testet et «Chambarans» : un texte qui exprime un malaise autour de ces camps, dans Courant alternatif n°248 (mars 2015).

◆ «ZAD, un mouvement à unifier», «Sivens au pays des réacs», »Chambardement aux Chambarans», dans *Alternative libertaire* n° 249 (avril 2015).

Mauvais élèves

◆ Education : « La voie pro pour les nuls ? » dans *La Gazette de la société et des techniques*, n° 80, janvier 2015 (copie à Echanges).

Loup y es-tu ?

◆ « Une expansion du loup en France inéluctable ? un rapport au territoire et au politique », dans *Courant alternatif* n°247 (février 2015).

SUR LE SYNDICAT : FAIBLESSE ET DÉVELOPPEMENT EN EUROPE ET DANS LES BRICS

NOUS VOULONS ÉTUDIER dans ce bref article la situation du syndicalisme en Europe et l'émergence de nouvelles formes syndicales dans les BRICS (1). Nous savons que le problème syndical est complexe : à l'intérieur des courants du mouvement ouvrier, il existe toute une gamme de positions, allant de l'anarcho-syndicalisme à l'anti-syndicalisme pour l'autonomie ouvrière, du syndicat comme école de la lutte des classes, jusqu'au syndicat comme courroie de transmission du parti et structure sociale intégrée à l'Etat. Nous ne pensons donc pas offrir au lecteur une position exhaustive, nous écrivons cet article avec l'espoir d'offrir une petite réflexion.

Le taux de syndicalisation a considérablement diminué ces dernières années en Europe, avec de gros écarts suivant les pays. En Suède, 70 % des travailleurs sont syndiqués, contre seulement 8 % en France, ce qui représente le taux le plus bas de tous les pays industrialisés, inférieur même à celui des Etats-Unis, de la Corée ou de la Turquie. En Allemagne, il y a environ 27 millions de travailleurs sans affiliation, sur 33 millions ; le système britannique laisse sans appartenance syndicale individuelle plus de 70 % des travailleurs, soit 19 millions de personnes. Ce taux de syndicalisation très bas ne signifie pas une absence de représentation syndicale ; la représentation reste élevée, surtout dans le secteur public et dans les grandes usines.

Cette diminution est due à différents facteurs :

1. Un changement dans la composition de classe. C'est une tendance historique : la diminution du travail productif dans les grandes concentrations, au profit du travail improductif, plus divisé, même si cela ne veut pas dire que la production et la circulation soient moins centralisées. On assiste à une multiplication des types de contrats de travail et des entreprises sur le même lieu de travail. Cela a permis une intensification des rythmes de travail et du nombre d'heures travaillées par travailleur, ce qui augmente la concurrence entre travailleurs. Au sommet de la chaîne, la politique économique reste, par contre, monopolistique et sans concurrence.

2. Le binôme souplesse productive et précarité contractuelle. C'est une constante du système capitaliste, qui doit nécessairement

(1) «BRICS» est un acronyme anglais pour désigner un groupe de cinq pays qui se réunissent en sommets annuels : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Avant l'ajout de ce dernier pays en 2011, le groupe était appelé BRIC.

les valoriser. Taiichi Ôno, père du toyotisme (forme de production plus intégrée et souple, qui marque le gros de la production et distribution actuelles), se battait pour la destruction de la syndicalisation et de la vieille rigidité ouvrière. Et il est intéressant d'observer que, dans ce système, avec la politique du « zéro stock », la distribution et les transports deviennent le maillon faible, mais c'est aussi dans ces mêmes secteurs que les formes de lutte les plus intéressantes ont été développées par les travailleurs. La souplesse productive et distributive donne aux travailleurs des transports, de la logistique et de la communication, une arme de pression vis-à-vis du patronat.

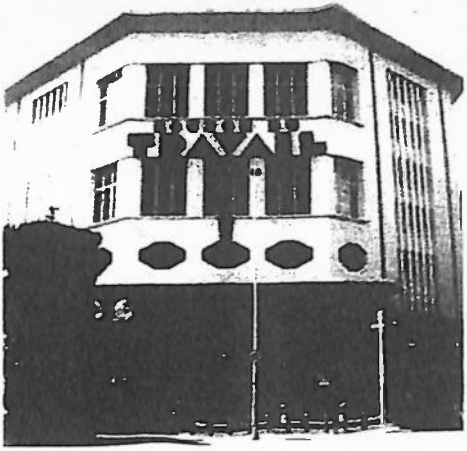
3. Le rôle actif de l'Etat comme intermédiaire social. Ce n'est pas une nouvelle dynamique, elle remonte aux années 1930 dans son application large. La disparition de l'Etat social survenue ces dernières années ne signifie pas la fin de la « dimension corporatiste » de l'Etat, forme née dans les laboratoires fasciste et nazi, mais réellement la mise en chantier de la politique des Etats démocratiques sortis gagnants de la seconde guerre mondiale.

4. La tendance capitaliste historique. L'automatisation produit déjà naturellement du chômage, dans un processus dynamique qui s'est accentué avec la crise. Ceci amène à une concurrence encore plus impitoyable entre les travailleurs.

Nous ne pensons pas que les taux de syndicalisation soient automatiquement liés à un moment fort de lutte de classe. Dans les années 1970, les plus hauts taux d'augmentation salariale d'Europe ont été enregistrés en Allemagne, pays qui a eu le plus petit nombre de grèves dans la même période. Cela dit, nous ne pensons pas que le syndicat soit une structure fixe et, dans beaucoup de cas, il représente le besoin d'organisation et de défense des travailleurs, mais cela ne doit pas être remis en cause par la composition de classe spécifique, comme par le cycle économique. Si on ne prend pas en compte ces deux facteurs, on en arrive à définir la syndicalisation simplement comme un choix individuel du travailleur, chose qui peut être intéressante dans le domaine sociologique mais qui ne nous aide pas à comprendre pourquoi dans des moments déterminés nous avons plusieurs formes de syndicalisation.

Si nous observons de plus près les formes récentes du syndicalisme alternatif (et dans quelques cas libertaire), les données sont homogènes sur toute l'Europe : ces syndicats se composent de travailleurs qui se concentrent sur deux pôles extrêmes. Une partie sont des travailleurs du secteur public (hôpitaux, poste, Etat, communication, chemins de fer, etc.) ; une autre viennent des secteurs les plus pauvres et les plus précaires (nettoyage, logistique, agriculture, etc.). Cet écart est dû essentiellement à deux éléments : dans le premier cas, les syndicats officiels ne peuvent plus garantir à tous les travailleurs les anciens acquis historiques, et amènent une minorité de salariés à se tourner vers d'autres syndicats. Dans le second cas, nous assistons le plus souvent à un choix politique des grandes centrales syndicales de ne pas se préoccuper des travailleurs pauvres, permettant aux petites centrales syndicales alternatives d'essayer de syndicaliser ces secteurs. La donnée centrale est que les travailleurs des secteurs productifs, quand ils sont syndicalisés, le sont à l'intérieur des centrales syndicales officielles. Et la grande masse des chômeurs et des travailleurs précaires aujourd'hui n'est pas considérée comme primordiale par les organisations syndicales, officielles ou alternatives.

Ce retard est le produit de vieilles faiblesses, notamment l'étroitesse de l'horizon syndical. Les premières formes de syndicats avaient une base non pas de classe, mais de catégorie, héritage de la séparation ridicule qui, au Moyen Age, existait entre les métiers. La transformation ultérieure du syndicat de métier (ou professionnel) en syndicat d'industrie ne représente pas un bond en avant. Sous cette forme, un menuisier travaillant dans une usine d'automobiles, par exemple, fera partie de la fédération des métaux et non de celle du bois. Mais les deux formes ont ceci de commun que le contact entre leurs membres ne s'établit que sur les problèmes d'un secteur étroit de production, et non sur des problématiques sociales. La synthèse des intérêts des groupes prolétariens professionnels et industriels locaux ne se fait que par l'intermédiaire des fonctionnaires des organisations. En outre, dans cette vision qui considère les catégories de façon simpliste, tous les chômeurs travailleurs ou flottants sont laissés volontairement de côté. Dans cette vision, le centre reste l'usine et non la société, ou mieux, le capitalisme pour parler du système actuel. Cela n'empêche pas que le mouvement ouvrier et syndical ait essayé d'expérimenter des formes d'organisation différentes au cours de son histoire. N'oublions pas, dans la conception des organisations de défense économique telles qu'elles se sont formées à la fin du XIXe siècle et au début du XXe (spécialement dans les pays latins), un organe qui se détache par son activité dynamique : c'est la « bourse du travail » française, qui en italien porte le nom, meilleur, de « camera del lavoro » (chambre de travail). Si la seconde appellation a un relent dégoûtant de parlementarisme bourgeois, la première évoque (c'est pourquoi elle est, tout compte fait, pire) un marché du travail, une vente des travailleurs au patron le plus offrant, ce qui l'éloigne d'autant plus d'une lutte qui vise à extirper le principe même du patronat.



Pourtant, si les ligues isolées et même leurs fédérations nationales, organes moins unitaires et moins centralisés, se ressentent fortement de la limitation que leur imposent des catégories professionnelles préoccupées de revendications étroites et temporaires, les bourses urbaines ou provinciales du travail étaient au contraire portées, du fait qu'elles développaient la solidarité entre les ouvriers de divers métiers et de différentes localités, à se poser des problèmes de classe d'un ordre supérieur, et finalement d'ordre nettement politique. Elles discutaient des problèmes politiques véritables, non au sens électoral ordinaire, mais au sens de l'action révolutionnaire, même si leur caractère local ne leur permettait pas de se soustraire complètement aux défauts que nous avons examinés dans les formules communalistes et localistes. De telles tentatives se sont réalisées dans les périodes de crise aiguë, autour en particulier du mouvement des chômeurs dans les années 1920 et 1930 en Allemagne et aux Etats-Unis, où les revendications des chômeurs assumaient un rôle social général. Ce n'est pas notre intention dans cet article de développer

ce sujet, mais nous le croyons central pour tous ceux qui se posent le problème aujourd'hui de l'organisation syndicale, et plus en général de la défense des intérêts des travailleurs dans les pays au capitalisme mûr (ou plus exactement pourri...).

Au niveau politique, les syndicats alternatifs oscillent entre être, pour la majorité, apolitiques, entendu comme désintéressés du problème parlementaire, ou dans certains cas anti-parlementaires (mais ce sont souvent de petites centrales syndicales qui regroupent des individus politisés plus ou moins militants de la même idée). Nous n'assistons pas encore aujourd'hui à une réflexion sérieuse sur le rapport chômage-précarité et anti-parlementarisme, même si de fait des populations sont déjà expulsées des processus d'intégration à la société, comme zombifiées. Les grosses centrales syndicales revendiquent par contre pleinement une politique active, liée de manière absolue à la politique parlementaire, chose qui lui apporte dans beaucoup de cas les pires fanatiques du nationalisme économique, et engendre une acceptation active du racisme. Nous ne disons évidemment pas que tous les militants syndicalistes sont racistes, ou qu'ils sont vendus, mais ce qui nous intéresse ici n'est pas l'activité individuelle ou collective d'un groupe de travailleurs mais une analyse générale des structures.

SI TEL EST LE TABLEAU EN EUROPE, nous ne pouvons pas dire la même chose des autres parties du monde, au Brésil et en Afrique du Sud notamment (et la dynamique est la même dans les autres BRICS) (2). Il a y eu dans ces pays une croissance économique rapide et une modification de la structure productive. Evidemment, la polarisation sociale reste plus forte qu'en Europe ; il existe un nombre considérable de chômeurs et de travailleurs pauvres mais, parallèlement, les secteurs productifs rassemblent de grandes masses de travailleurs, ainsi que le secteur de la distribution par exemple. Ces dernières années, les principales centrales syndicales de ces pays ont subies de nombreuses scissions et se sont morcelées, la plupart du temps dans les secteurs directement productifs. Ceci s'est fait en opposition avec les grandes centrales syndicales de gauche proches des gouvernements. Nous parlons de secteurs qui comprennent leur importance sociale dans les conditions actuelles productives de croissance de leurs pays. Nous ne parlons pas de « révolutions », mais nous voulons signaler comment, dans quelques pays, la syndicalisation traditionnelle augmente, et comment une réponse existe, qui se traduit par des scissions syndicales et des grèves, contre les politiques des gouvernements actuels de centre-gauche.

Le 7 novembre 2014, en Afrique du Sud, le comité exécutif du Cosatu (Congress of South African Trade Unions, centrale syndicale historique, proche de l'ANC et du Parti communiste) vient de décider, par 33 voix contre 24, l'exclusion de son plus important syndicat (338 000 adhérents), la Numsa, syndicat des métallurgistes (National Union of Metalworkers of South Africa). Dans une déclaration publiée le 29 octobre 2014, le syndicat avait expliqué que la politique de la coalition tripartite au pouvoir, composée de l'ANC, de la Cosatu et du Parti communiste sud-africain, avait été incapable de s'attaquer

(2) *La Question syndicale en Chine*, Echanges et mouvement, 2010 (mondialisme.org/spip.php?article1800) ; *Luttes de classes dans la Chine des réformes (1978-2009)*, de Bruno Astarian, Acratie, octobre 2009 ; L'*autonomie ouvrière frappe en Inde: la grève de Maruti Suzuki à Manesar (juin, septembre, octobre 2011)*, Mouvement Communiste, 2012 : http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Booklets/BR5_India_FR_vF_complet.pdf

au capitalisme hérité de l'apartheid, ce qui «a condamné la classe ouvrière noire à une extrême misère».

On avait déjà eu, en août 2012, une polarisation dans le mouvement syndical pendant la grève des mineurs à Marikana (grève sauvage survenue près d'une mine de platine, propriété de Lonmin). Des affrontements entre partisans de deux syndicats, la National Union of Mineworkers (NUM) et l'Association of Mineworkers and Construction Union (AMCU), avaient fait dix morts en quelques jours, dont deux policiers et deux agents de sécurité, ces derniers brûlés vifs (3). Le Cosatu a confirmé le rapport de police, laquelle affirmait avoir d'abord fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau contre les mineurs, qui avaient riposté en faisant usage de balles réelles. Des journalistes présents, les femmes des grévistes et l'AMCU ont vigoureusement contesté l'affirmation de la police selon laquelle les grévistes avaient tiré en premier. Il est intéressant de signaler que la Numsa a appelé à une journée de grève et de manifestation contre la politique du gouvernement. Les manifestations visaient à protester contre le taux élevé de chômage (25 %), et particulièrement celui des jeunes (71 % des chômeurs ont entre 19 et 25 ans). La Numsa demandait le retrait d'une mesure gouvernementale qui prévoyait de subventionner les employeurs recrutant des moins de 25 ans, ce qui aurait ouvert la porte à la possibilité de remplacer du personnel qualifié par des jeunes sous-payés. La Numsa assume ici un rôle qui est au-delà du syndicalisme traditionnel de catégorie. Ces derniers jours, ce même syndicat propose la naissance d'un mouvement politique de gauche opposé au gouvernement.

(3) Voir *Dans le monde, une classe en lutte*, septembre 2012, http://www.mondialisme.org/spip.php?article1883

Nous pouvons observer la même dynamique au Brésil, à travers l'expérience de l'Intersindical, une importante scission du CUT (Central Única dos Trabalhadores), syndicat historiquement proche du PT (Parti des Travailleurs), actuellement au gouvernement au Brésil. Nous rapportons ici un extrait bref mais significatif de leur texte de présentation :

> «Ainsi naît l'Intersindical – Instrument de Lutte et d'Organisation de la Classe Ouvrière – ayant comme principes fondamentaux : l'indépendance vis-à-vis du Capital et de son Etat, l'autonomie vis-à-vis des partis politiques, utilisant l'organisation par la base comme un instrument fondamental pour la lutte des classes.
>
> Parmi ses principales actions se trouvent la solidarité active et internationale de la classe ouvrière, la formation politique comme outil de développement de la lutte, et le fait de ne pas soumettre notre organisation à sa reconnaissance par l'Etat.
>
> Nous défendons l'organisation des travailleurs au plan syndical dans une Centrale qui rompt avec le corporatisme imposé par l'Etat, qui nous divise en catégories, une Centrale qui contribue au saut qualitatif de la classe en soi vers la classe pour soi, mais ceci ne se fera pas par auto-proclamation comme essaient de le faire plusieurs orga-

nisations de gauche dans le pays qui tout au long de ces années optèrent pour demander à l'Etat la solution des problèmes de la classe ouvrière. Et ainsi, dans les sept dernières années, des dizaines de nouvelles centrales, chargées des vieilles erreurs du passé récent, furent créées et une partie significative d'entre elles, reconnues par le gouvernement, se maintient grâce à l'impôt syndical hérité du gouvernement de Getulio Vargas, qui attelait la structure syndicale à l'Etat pour contenir la lutte des classes. Et la CUT qui naquit avec la classe ouvrière combattant l'intervention de l'Etat et affrontant le Capital est aujourd'hui une des principales centrales syndicales de la collaboration de classes.

Par conséquent l'Intersindical est une organisation syndicale nationale, présente dans toutes les régions du Brésil et qui, en cohérence avec le processus historique des organisations qui en font partie, ont contribué de manière décisive au processus de réorganisation du mouvement syndical brésilien (4).»

Comme dans le cas de l'Afrique du Sud, l'Intersindical est une organisation avec au centre les travailleurs de la métallurgie, mais qui a réussi en peu de temps à devenir une centrale syndicale présente dans différents secteurs. Les similitudes entre le Brésil et l'Afrique du Sud sont multiples, sous l'angle de la production, de la polarisation sociale, du rapport ville-campagne, de l'étendue des bidonvilles, etc. Et ce syndicat brésilien

(4) http://www.intersindical.org.br/
Version complète de la présentation en français https://defensedumarxisme.files.wordpress.com/2014/10/is_franc3a7ais.pdf

« Le pire produit du fascisme »

Ce n'est pas le but de cet article, mais nous reproduisons ce bref extrait de La Gauche Communiste *(dite "italienne"):*

«La théorie révolutionnaire moderne, née du développement de la force productive sociale dans la forme capitaliste, est l'expression du mouvement anti-forme par excellence. Quelques composantes réformistes furent tolérées au début mais simplement parce que le caractère permanent du processus révolutionnaire les aurait balayées"comme de vieux oripeaux". La phase réformiste, social-démocrate, bloqua le processus révolutionnaire et conduisit aux extrêmes conséquences l'idéologie de la réforme du capitalisme, en préparant la guerre et la réussite du fascisme. Ce dernier fut le vrai réalisateur dialectique des instances réformistes. Les partis soi-disant prolétaires, embrassant l'antifascisme démocrate, qui fut le pire produit du fascisme, s'allièrent avec l'aile démocratique de la bourgeoisie et tombèrent dans le pire conformisme, c'est-à-dire dans la défense à outrance de la forme existante. Ils allèrent donc en guerre au côté de l'impérialisme américain, appelant les prolétaires à combattre pour la bourgeoisie plus forte et, à la fin de la guerre, ne démantelèrent pas, sinon de façon superficielle, l'état corporatif fasciste.»

Revue N+1, www.quinterna.org

Même si nous ne faisons pas partie de ce groupe, nous partageons leur analyse de la critique de la forme politique «démocratique», critique qui doit être interprétée historiquement. La démocratie, comme les autres formes politiques, n'est pas une forme pure mais une forme historique, comme la monarchie a été révolutionnaire contre la féodalité, comme la bourgeoisie a été révolutionnaire contre l'aristocratie, et aujourd'hui le prolétariat contre le capitalisme. Ainsi, les formes de gouvernement ne sont jamais pures et n'existent pas par elles-même, elles représentent toujours des formes spécifiques en relation avec les différents systèmes de production.

n'est pas le seul dans le monde à poser le problème de la naissance d'une force politique à gauche, opposée au gouvernement.

Notre intérêt n'est pas tourné vers la pureté syndicale de ces expériences. Nous trouvons naturel qu'à l'intérieur de ce contexte se pose le problème d'une force politique de gauche, force politique qui devrait être plus à gauche que le gouvernement. Dans ce sens, il y n'a rien de révolutionnaire, c'est une pure pratique réformiste sociale, mais il est intéressant de comprendre la dynamique et la perspective qu'ouvre cette nouvelle syndicalisation, et les contradictions qui sont destinées à surgir et à se développer, et tout ce qui est le produit de nouvelles luttes de classe. Nous ne nous trouvons pas devant des mouvements qui se posent le problème de l'antiparlementarisme et de la critique de l'Etat (en Europe comme dans le monde), mais il est intéressant de réfléchir à comment cette dynamique pourrait redevenir actuelle, quand l'intégration au système se fait plus difficile, et n'est plus un processus automatique. C'est la seule condition pour que puisse se développer des formes d'organisation qui remettent au centre l'indépendance de classe. Même si des pays éloignés de l'Europe vivent le mécanisme de corporatisme, tous veulent jouer sur le terrain de la démocratie parlementaire et dans la compatibilité avec le système. En espérant des améliorations de leurs conditions, ils ne se sont pas aperçu des conséquences du processus de crise (voir encadré page 33). Ceci est une vision générale, mais il n'est pas interdit de s'y intéresser, de comprendre les tentatives actuelles qui se situent sur le terrain syndical dans ces pays, parce qu'ils représentent le signal d'une société en profond mouvement. Etudier les formes différentes d'organisation du mouvement ouvrier, comprendre ses dynamiques n'est pas un « amour pour l'étude », mais une pratique nécessaire pour tous ceux qui s'intéressent et qui participent activement, par rapport aux possibilités actuelles, à la lutte de classe.

Groupe de discussion Marseille-Zombi

LA CHUTE DE LA MAISON LEPAON

Tous ceux qui parlent d'une orientation plus à gauche de la CGT ou qui croient à la bataille des 32 heures menée par une CGT à la sauce Philippe Martinez pourraient connaître une surprise de taille au moment du prochain virage à... droite

ON N'EST JAMAIS trahi que par les siens. Cette maxime pourrait parfaitement s'adapter à Thierry Lepaon. Fin 2014, il a reçu une belle volée de bois vert... qui a fini par lui coûter son poste. Tout commence par une facture pharaonique de 139 000 euros pour la rénovation de son appartement de fonction, puis une deuxième couche survient avec son bureau flambant neuf au siège de la confédération à Montreuil, estimé à 65 000 euros et, pour finir de l'achever, la retraite casquette du temps où il occupait des fonctions à la CGT Basse-Normandie. 26 650 euros lors de son départ de l'instance locale pour le poste suprême, mais après avoir aussi bénéficié de 108 000 euros en incluant le remboursement de ses notes de frais.

Cette dernière « facture » et la pratique largement en usage dans les instances étaient connues au moment où Lepaon a pris ses fonctions au congrès confédéral de Toulouse, en mars 2013, et peu avant, dès novembre 2012, quand il est adoubé par les instances de la centrale comme successeur de Bernard Thibault.

Tout d'abord, l'essentiel de sa carrière, Lepaon l'a faite chez Moulinex ; mais très rapidement il endosse la fonction de quasi-permanent syndical. On dit qu'il a été directement embauché par Alfred Sirven, un ex-militaire alors DRH de Moulinex, en vue de contrer une CFDT pas trop dans la ligne Notat. Alfred Sirven fera ensuite les beaux jours d'Elf et de ses barbouzeries africaines. Une « bienveillance » envers Lepaon, comme le dit si bien un article de l'hebdomadaire *Le Point* du 3 décembre 2014 qui raconte l'alternance d'apéritifs amicaux avec le PDG de l'époque, de promotion sur mesure et de cadeau de naissance pour une des ses filles.

Le quotidien patronal *Liaisons sociales* du 1er mars 2013 écrit : « A la CFDT, on lui reproche de s'être fait payer des heures de délégation alors qu'il séchait les négociations. Sa proximité avec le PDG passe mal." Pierre Blayau négociait en direct avec lui, et signait avec les autres", note Jean-Louis Jutan, ancien cédétiste, qui a créé un syndicat autonome sur le site de Cormelles, Sydis. »

Ce même PDG Pierre Blayau, nommé en 1996, sera mis en examen en 2004 pour « ban-

queroute par emploi de moyens ruineux et banqueroute par détournements d'actifs » dans la faillite organisée de Moulinex. L'affaire finira par un non-ieu en 2012. Après avoir empoché 2 millions d'euros de prime de départ en 2000, Pierre Blayau aura au préalable annoncé 5 000 licenciements en deux vagues à la fin des années 1990, la fermeture de trois sites et, en 2001, le dépôt de bilan du groupe. S'ensuivront d'autres licenciements en 2006 et d'autres fermetures de sites sur fond de délocalisation de la production vers l'Asie.

APPARU DONC sur les écrans et dans les médias, Lepaon se présente alors comme le leader CGT contre les licenciements et les fermetures de site. Il apparaît souvent dans les médias. Mais une fois la fermeture de Moulinex actée, il passe très vite à autre chose. Il commence par passer l'équivalent d'un diplôme en ressources humaines. Tout en étant au chômage, il pointe à l'Union départementale (UD) du Calvados avant de rejoindre les instances parisiennes à Montreuil. Déjà bien rodé dans les instances paritaires tel le Conseil économique et social régional de Normandie, le voilà promu dans celui de Paris en 2010 où il fréquente Raymond Soubie, l'ex-conseiller social de Sarkozy. Entre deux, il aura conduit la délégation CGT sur la formation professionnelle et fait signer à la CGT en 2008, l'un de ses rares accords nationaux interprofessionnels.

Pour arriver de Caen à Montreuil, il fallait déjà avoir un pied dans la maison comme on dit et bénéficier d'une bonne recommandation. Cela commence par une « embauche » négociée en 1983 par Sirven avec le n°1 de la CGT Métallurgie de l'époque, un certain André Sainjon, alors proche des « modernistes » du PCF comme Pierre Juquin *[exclu du PCF en 1987, NDE]*. Puis Thierry Lepaon est rapidement promu à la direction CGT Métallurgie où il peaufine ses relations et son réseau. Pendant ce temps, son ancien mentor, l'ex-syndicaliste André Sainjon, avait quitté la CGT et, en 1988, le comité central du PCF, suite à la purge menée par les anti-Juquin du PCF et de la fédération de la Métallurgie. Devenu un temps député européen sous les couleurs socialistes et radical de gauche, André Sainjon est alors parti pour diriger la SNET en 2000, une entreprise spécialisée dans la production d'électricité à partir de centrales au charbon.

Le second mentor qui apparaîtra dans la carrière de Lepaon, c'est Maryse Dumas, n° 2 de la CGT, qui dit-on aurait soufflé son nom à Bernard Thibault, alors en indélicatesse avec l'essentiel de l'appareil coalisé contre lui dans la course à sa propre succession. Deux candidates écartées de la course puis un troisième larron, respectivement Agnès Naton, Nadine Prigent et Eric Aubin, vont se déchirer pour le poste suprême... dont Thierry Lepaon finira par hériter en novembre 2012 avant d'être finalement élu et consacré au congrès confédéral de Toulouse en mars 2013.

Puis enfin, en termes prémonitoires, cet avertissement d'un certain... Martinez, qui en dit long sur la guerre qui s'annonce et que rapporte le quotidien patronal *Liaisons sociales,* dans le portrait déjà cité qu'il consacre au nouveau secrétaire Thierry Lepaon : « "Thierry doit consacrer du temps au terrain", prévient Philippe Martinez, patron de la Métallurgie, sa fédération d'origine, qui ne l'a pas soutenu dans la course aux prétendants. »

Les couteaux sont déjà tirés en prévision de ce qui va suivre.

En fait, secrétaire et candidat par défaut, Lepaon était déjà sur la sellette et entouré de

faux amis prêts comme il se doit à en découdre et à le balancer à la première occasion. Bernard Thibault avait déjà été victime des mêmes méthodes quand il s'était entêté à vouloir régler sa succession seul, ou du moins en concertation avec les anciens secrétaires généraux vivants, Louis Viannet et Georges Séguy. Surtout quand il s'agit de désigner celui-ci avec ou sans la liaison avec le noyau dirigeant du PCF du temps de la CGT courroie de transmission.

Cette prérogative qu'ont les anciens n°s 1 sur l'adoubement du nouveau secrétaire général, a toujours existé. La candidature était ensuite avalisée par le PCF et ensuite présentée à l'ensemble des militants. La différence viendrait maintenant du lien avec le PCF qui depuis l'ère Séguy, s'est plutôt distendu puis réactivé avec l'arrivée de Krasucki et ce au fur et à mesure des déboires électoraux du PCF. L'essentiel de la manœuvre, surtout à partir de l'arrivée de Viannet dès 1992, était destinée à ne pas entraîner la CGT dans la même spirale du déclin et préserver ainsi les intérêts à long terme de l'appareil syndical.

LES AFFAIRES de l'appartement, du bureau ou des indemnités perçues ont été sorties de l'intérieur pour être largement divulguées sur la place publique. Ces coups bas ont succédé à ceux plus discrets mais tout aussi efficaces pour écraser l'adversaire que Thibault avait subis en son temps avec l'affaire de la tête de cochon au pied de son domicile, le vol de son agenda personnel sur son propre bureau à Montreuil et les micros dissimulés dans sa voiture de fonction. Des méthodes aux accents bien connus de la police politique de l'ère soviétique et dont le PCF a été un fidèle client un peu comme la France était la fille ainée de l'Eglise.

Finalement, toute cette farce a été organisée par un noyau significatif de dirigeants CGT liés au PCF. La finalité en était la reprise en main ferme de l'appareil syndical dont les prébendes sont loin d'être négligeables en ces temps de disette électorale et sur fond de montée du principal concurrent électoral qu'est devenu le Front national. Les derniers résultats des élections municipales en 2013, les départementales et les régionales de 2015 vont nécessiter des solutions de repli. Une CGT plus proche du PCF et du Front de Gauche avec un discours calqué sur eux, permettent ainsi de réunifier toutes les « sensibilités » du PCF actuellement en ordre dispersé.

Toutes ces bonnes raisons et d'autres plus ou moins avouables auront permis de nettoyer tout le haut de l'appareil et de renouveler tout le bureau confédéral dans son entier. Exit donc Lepaon et ses proches sacrifiés sur l'autel des intérêts suprêmes du Parti comme toute l'histoire des staliniens ou en général de la gauche léniniste en témoigne. Balancé, humilié et ridiculisé, Thierry Lepaon aura bu l'eau du calice jusqu'à la dernière goutte. En bon communiste, il aura accepté son sort sans broncher en attendant un point de chute honorable qui viendra car, comme on le sait, en avril on apprenait qu'il était « blanchi » des accusations portées contre lui.

Quant à tous ceux qui parlent d'un tournant plus à gauche de la CGT ou qui croient à la bataille des 32 heures, ou ceux tentés de suivre une CGT à la sauce Philippe Martinez, ils pourraient connaître une surprise de taille. Ils pourraient bien finir tous instrumentalisés jusqu'au prochain virage à... droite, où certains seront alors immanquablement débarqués avec pertes et fracas.

Car cet ancien responsable de la CGT Re-

nault Billancourt a longtemps été protégé et mis à l'abri par le haut appareil dès les années 1980, au moment où la fermeture de Billancourt était entérinée et où les partisans de Georges Marchais se faisaient martyrs au nom des dix de Billancourt (1).

Son parcours parallèle somme toute à celui de Lepaon, lui fera gravir pendant vingt ans tous les échelons de la CGT Renault jusqu'à son arrivée dès 2008 à la tête de la fédération de la Métallurgie. Ce n'est qu'au congrès de Toulouse en 2013 qu'il entre à la Commission exécutive confédérale où il attend patiemment son tour dans l'ombre de Lepaon. Il sait déjà qu'il a été choisi dès le début et que Lepaon n'est là que comme une transition obligée dans la longue reprise en main de l'appareil.

Maryse Dumas, ancienne numéro deux de la CGT, résume bien la problématique : « Si le syndicalisme se réinventait, il se donnerait l'ambition de devenir une Confédération générale du travail ! Or, celle-ci existe depuis cent vingt ans. Elle est toujours jeune des espoirs d'émancipation qui l'ont fait naître et grandir toutes ces années. A nous de leur donner corps pour les cent vingt ans qui viennent. »

Lors de la cérémonie du cent vingtième anniversaire de la CGT à Montreuil, Georges Séguy et Louis Viannet étaient absents mais deux anciens secrétaires généraux étaient présents, Bernard Thibault et... Thierry Lepaon. Bien sûr, cette reprise en main, par un noyau PCF jugé trop orthodoxe et caricatural et pas assez moderniste par certains, n'est pas du goût de tous les anciens dirigeants. Ils en ont donc profité pour bouder la cérémonie et savent qu'il faut maintenant attendre le passage du prochain train... pour se remettre sur les rails.

La suite, on la découvrira... au prochain « changement de cap » et/ou virage à droite/gauche à en donner le tournis. Au gré des alliances électorales et derrière les discours plus ou moins teintés de rouge écarlate ou de rose vif, se cache en filigrane toute la logique du syndicalisme rassemblé et du jeu du dialogue social...

Tomas Mera
avril 2015

(1) En juillet 1986, des syndicalistes envahissent en force les bureaux de la direction de Renault pour protester contre quelque 600 licenciements annoncés. Sept d'entre eux sont licenciés pour faute lourde, deux sont licenciés économiques. Parallèlement, huit sont traduits devant le tribunal correctionnel de Nanterre pour voies de fait. Un nouveau licenciement en 1987 fait parler de « l'affaire des dix ». S'ensuit une longue bataille judiciaire, qui s'achève lorsque la Cour de cassation rejette les demandes de réintégration. Voir « Les "Dix" de Renault-Billancourt. Les enjeux d'une mobilisation d'appareil, juillet 1986 - décembre 1989 », de Virginie Linhart, *Revue française de science politique, 1992*. (NDE.)

DANS LES PUBLICATIONS

◆ « Crise de la CGT ou crise du syndicalisme ? », un article dans le n° 34 (février/mars 2015) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité*, profite de l'affaire autour de l'ancien secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon pour exiger une extension du syndicalisme de base en même temps qu'une cure d'amaigrissement pour les appareils confédéraux dont la bureaucratisation menace la lutte de classes.

◆ « CGT : Révolution de palais ou révolution culturelle ? »,dans *Alternative libertaire* n° 247 (février 2015). Et « CGT, pour un retour aux sources libertaires », dans le n°248 (mars).

Afrique

◆ Dans *Le Journal de l'Afrique* n°10 « Génocide des Tutsi du Rwanda : à quand la vérité ? », par Raphaël Doridant » ; « Burkina Faso: Cette transition n'est pas celle pour laquelle la population s'est battue», par Jean-Baptiste Kaboré et Baba Miliki ; « "Y-en-a marre" et "Balai-citoyen", les nouveaux "tirailleurs" de l'impérialisme en Afrique! », par Roland Fodé Diagne ; « Les causes lointaines de la guerre au Mali », par Amadou Seydou Traoré ; « Leçons bolivariennes pour l'Afrique », par Said Bouamam.

Afrique du Sud

◆ Un article de 5 pages, « Afrique du Sud : "L'économie peut aller au diable !" », dans le n° 97 (hiver 2014-2015) de la revue allemande *Wildcat*, fournit nombre d'informations sur les luttes en Afrique du Sud depuis les violences de Marikana (voir *Echanges* n°s 142, p. 19, et 143, p. 25) : dans les mines, toujours à la pointe du combat, dans les industries automobile et agro-alimentaire, chez les chauffeurs de taxi et de bus, ou bien encore parmi les habitants des townships. Entre magouilles patronales (tentatives de division des solidarités de classe par l'octroi de primes individuelles, usage de briseurs de grève,...), syndicales (les syndicats, des plus modérés aux plus combatifs, essaient sans cesse de briser les divers comités de grève ou d'entreprise formés par les grévistes mêmes) ou étatiques (répression policière, soutien à un racisme latent contre les travailleurs migrants,...), et parfois manque de conjonction entre mouvements de luttes parallèles, le pays s'enfonce peu à peu dans une guerre civile permanente, aggravée par les conséquences de la crise économique mondiale.

◆ Pour plus d'informations, *Wildcat* (http://www.wildcat-www.de/) recommande la lecture du numéro du 5 juin 2014 de *Business Week* et la consultation du site dialectical-delinquents.com/?page id=6170 (en anglais).

Kurdistan

◆ Dans le n° 97 (hiver 2014-2015) de la revue allemande *Wildcat*, le compte rendu d'un ouvrage de Thomas Schmidinger (tiré d'une thèse de doctorat), *Krieg und Revolution in Syrisch-Kurdistan – Analysen und Stimmen aus Rojava* (Guerre et révolution dans le Kurdistan syrien – Analyses et voix de Rojava ; non traduit) ; selon ce compte rendu, le livre est divisé en deux parties : une première rappelle les faits historiques et analyse l'autonomie de cette région syrienne ainsi que la paix qui y règne entre les diverses communautés religieuses ; et une seconde retranscrit plusieurs entretiens, principalement avec des représentants des partis et groupes militants kurdes.

◆ « La bataille de Kobane et l'expansion de l'Etat islamique » dans le n° 54 de la revue espagnole *Etcétera*, article de David Graeber, compare la défense de la démocratie par les ouvriers insurgés dans l'Espagne de 1936-1939 et la même défense présumée par les miltants du parti kurde syrien, le PYD, dans la guerre entre militants kurdes et Etat islamique (EI) autour de la ville de Kobane en 2014. Partant de cette comparaison, certainement juste pour l'Espagne d'alors mais démontrant précisément l'erreur des militants libertaires dans la défense de la démocratie bourgeoise que l'auteur voit, lui, comme le signe de l'esprit révolutionnaire, il soutient que les militants kurdes du PYD ont instauré une véritable démocratie dans le Kurdistan syrien qu'ils contrôlent, que de nouvelles Brigades internationales devraient par conséquent soutenir l'action de ce parti ; une af-

firmation qu'il argumente en citant la création d'assemblées de villages, le respect de la diversité religieuse, l'égalité entre hommes et femmes, etc. Ces affirmations demeurent toutefois très générales et sont invérifiables ; ce que l'on peut relever dans le texte c'est que ces assemblées de villages ont été instaurées par le PYD, une façon indirecte de dire qu'elles ne sont, au moins pour certaines d'entre elles, pas l'émanation des villageois mais mises en place par le parti et, de toutes les manières, entièrement sous son contrôle. Quant au respect de la diversité religieuse, c'est évidemment un mieux par rapport au sectarisme de l'EI mais le respect des religions n'est en rien l'indice d'une situation révolutionnaire. Enfin, à propos de l'égalité entre hommes et femmes dans les zones du Kurdistan syrien, aucun fait ne vient la corroborer dans l'article ; en outre, l'expérience de l'enrôlement des femmes dans le travail ou l'armée n'a jamais jusqu'à aujourd'hui fait la démonstration d'une égalité entre les sexes. Cerise sur le gâteau, D. G. soutient que le parti

Grève et conséquences en Chine

◆ Début avril 2014, des travailleurs du fabricant de chaussures Yue Yuen (un cinquième de la production mondiale de chaussures de sport), d'abord à Dongguan (Guangdong) puis dans la province voisine du Jiangxi, se sont mis en grève après qu'une retraitée de cette entreprise s'est aperçue qu'elle percevait une pension minime parce que son employeur, un entrepreneur taïwanais, n'avait pas totalement payé les cotisations au régime général de la sécurité sociale. Généralement, les conflits du travail en Chine, très nombreux, ne touchent qu'une usine isolée, très rarement plusieurs dizaines de milliers de travailleurs comme chez Yue Yuen. Les revendications ont dépassé le cadre des simples cotisations sociales pour déborder sur l'exigence du paiement des salaires en retard (autre coutume locale), des augmentations de salaire et une amélioration de la nourriture dans les cantines de l'entreprise. Comme il est d'usage en Chine, la répression policière s'est abattue sur les protestataires qui, comportement inhabituel des travailleurs en Chine, sont sortis de leur usine ; puis est venue l'intermédiation du syndicat courroie de transmission du Parti communiste (Zhonghua quanguo zonggonghui, Confédération nationale des syndicats ouvriers de Chine, plus connue sous son acronyme anglais ACFTU, All China Federation of Trade Unions) ; tous moyens qui se sont révélés vains face à la colère des travailleurs, en majorité des femmes d'une quarantaine d'années.

Contrairement à ce qu'il en était il y a quelques années, les employeurs des Zones économiques spéciales chinoises, qui préfèrent embaucher de jeunes femmes venant directement des campagnes du centre du pays, ne trouvent plus de postulantes et sont contraints de conserver leurs employées durant des années ; cette situation nouvelle a permis aux travailleurs de se constituer une expérience de lutte et des solidarités. Devant l'échec de la répression policière et syndicale, le gouvernement

frère du PYD, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) situé dans la partie turque, qui était à sa naissance dans les années 1970 un mouvement de guérilla d'inspiration marxiste est devenu aujourd'hui, sous l'impulsion de son chef emprisonné en Turquie, Abdullah Öcalan, un mouvement d'inspiration écologique et libertaire se référant à l'auteur américain Murray Bookchin (1921-2006), adepte du municipalisme libertaire et ayant renoncé à la lutte armée. Bel exemple de démocratie participative que l'évolution présupposée d'un parti sous la direction d'un chef omniprésent autorisé par les dirigeants turcs à entretenir des contacts avec ses membres depuis la prison.

◆ « La marche kurde », dans *CQFD* n°129 (février 2015)entretien avec le chercheur Olivier Grojean, qui analyse l'évolution idéologique d'Öcalan et du PKK en lien avec la réalité sur le terrrain et prend quelque distance avec la mythologie libertaire des mouvements armés que nous avons déjà dénoncée (voir *Echanges* n°150, et la note ci-dessus

central a dû intervenir (autre manière locale de régler certains conflits) afin d'obliger le patron à faire des concessions : les travailleurs ont obtenu que les salaires en retard soient intégralement payés, les non-perçus des cotisations remboursés, une hausse du salaire minimum de 230 renminbi (nom officiel de l'argent en Chine, signifiant la monnaie du peuple, que nous nommons yuan en Europe), etc. ; mais cette hausse du salaire minimum, qui ne touche en rien les salaires au-dessus de ce minimum, risque à terme d'entraîner de nouvelles délocalisations dans des pays où la main-d'œuvre se révèle meilleur marché et, en compensation de la hausse de salaire, le patron de Yue Yuen a déjà réduit le montant des primes qui venaient en sus du salaire de base. Toutes ces informations se trouvent dans un article, « Des dizaines de milliers d'ouvriers et ouvrières de l'industrie de la chaussure font grève en Chine », paru dans le n° 97 (hiver 2014-2015) de la revue allemande *Wildcat.*

◆ Un article prolongé par le compte rendu d'un livre de Hao Ren et allii, *Streiks im Perlflussdelta. ArbeiterInnenwiderstand in Chinas Weltmarktfabriken* (Grèves dans le delta de la rivière des Perles. Résistances ouvrières dans les usines du marché mondial en Chine), textes traduits en allemand d'une langue non précisée et édités par Ralf Ruckus, Mandelbaum, 2014 : un ouvrage qui compile des entretiens avec des travailleurs chinois, hommes et femmes, réalisés au cours des années 2010 et 2011, augmentés de textes choisis sur le site militant (dans sa version en anglais) Gongchao (www.gongchao.org), concernant les grèves s'étant déroulées entre 2003 et 2010 dans plusieurs entreprises situées dans le delta de la rivière des Perles, une rivière dont l'embouchure est occupée par deux Zones économiques spéciales, l'une proche de Hongkong et l'autre de Macao (Shenzhen et Zhuhai). L'article de *Wildcat* signale l'intérêt d'un tel ouvrage pour se diriger dans le maquis des grèves de travailleurs en Chine, mais dans le même temps note que « (...) l'on éprouve le sentiment que les auteur(e)s parlent parfois en lieu et place des travailleurs donnant l'impression qu'ils maintiennent leurs distances avec eux ».

concernant l'article de David Graeber publié par *Etcétera*). Öcalan et le PKK ont gagné une telle légitimité qu'ils ont moins besoin de recourir à la discipline, mais celle-ci reste indispensable à la survie des branches militaires du PKK. Ce parti, devenu davantage une mouvance qu'une organisation close, a besoin de gagner une légitimité démocratique, au moment où de nombreux maires pro-kurdes ont été élus dans des villes de Turquie. Quant au Rojava, il faut distinguer selon Grojean entre un réel pluralisme ethnique et religieux et le pouvoir politique que détient le Parti de l'union démocratique (en kurde : Partiya Yekîtiya Demokrat, PYD). Et ce qui circule à propos du rôle des femmes et des assemblées de villages est invérifiable.

◆ Dans *Alternative libertaire* n° 248 (mars 2015) : « Les succès du mouvement des femmes kurdes ».

◆ Dans *Partisan Magazine* n° 2 (mai 2015), le soutien aux nationalismes palestinien, kurde, etc., en contradiction totale avec les glorifications de la lutte de classe.

Ouvrières au Bangladesh

◆ « Bangladesh : luttes des ouvrières du textile », dans le n° 97 (hiver 2014-2015) de la revue allemande *Wildcat*, rappelle l'évolution de la situation au Bangladesh depuis 2003, quand le pays a été choisi par les investisseurs étrangers pour l'attrait du faible coût de sa main-d'œuvre : un exode rural important, principalement féminin, des conditions de travail indignes dans un pays qui était autrefois autosuffisant alimentairement grâce à la possibilité de faire trois récoltes de riz par an, etc. En 2010, le pays comptait encore 72 % de sa population vivant dans les campagnes mais l'essor de l'industrie, textile principalement, diminue rapidement ce pourcentage. Les investissements étrangers, liés à l'invention du micro-crédit par Mohammad Yusuf, qui touche principalement les femmes, ont bouleversé l'ancien type féodal de société sans affecter les structures du pouvoir. Conditions de travail exécrables entre usines dangereuses, salaires de misère (bien que depuis quelques années les salaires aient augmenté, ils restent parmi les plus bas dans le monde), relations de maître à vassal entre le patronat et les gouvernements, locaux ou central, d'une part, et ouvrières d'autre part, etc., ainsi que les conditions de logement (principalement dans des bidonvilles aux abords des zones franches créées spécialement pour les investisseurs étrangers) font que presque aucune journée ne se passe sans un conflit du travail, des conflits parfois extrêmement violents.

Jusqu'en 2003, malgré une loi autorisant la représentation syndicale des travailleurs, gouvernement et patronat empêchaient les syndicats de pénétrer au sein des entreprises ; depuis la catastrophe du Rana Plaza en avril 2013 (voir *Echanges* n° 144, p. 12), le gouvernement a lâché du lest et des syndicats ont réussi à s'implanter dans quelques fabriques ; 152 se sont fait enregistrer par les autorités, dont 142 se sont affiliés à une des neuf fédérations existantes, toutes chapeautées par le Solidarity Center créé en 1997 aux Etats-Unis par l'AFL-CIO afin de servir les intérêts des Etats-Unis dans le monde. Les travailleurs, en majorité des femmes et des enfants dans le textile, continuent à se battre en créant leurs propres organisations de base.

Malgré certains progrès dans les conditions de leur exploitation, surmenage et sous-alimentation demeurent le lot de nombreuses ouvrières, ceci pouvant constituer une des explications d'un étrange phénomène frappant des ouvrières du textile depuis 2008 :

plusieurs ont été l'objet d'hallucinations (elles voient des spectres dans les toilettes, lieu de rencontre privilégié des ouvrières cherchant à échapper à l'enfer de leurs conditions de travail) entraînant une forme de panique collective qui déchaîne de violentes réactions pouvant aller jusqu'à la destruction de leur atelier par des ouvrières effrayées.

Inde

◆ L'évolution actuelle de la société indienne soumise au néolibéralisme entre mouvements des travailleurs urbains et ruraux, entre classes sociales et castes, inégalités criantes entre hommes et femmes, etc., et mouvements politiques, dont des groupes maoïstes dans les campagnes, fait l'objet d'un article, « Inde : Division capitaliste du travail et égalitarisme », dans le n° 97 (hiver 2014-2015) de la revue allemande *Wildcat*. Les conflits du travail dans les campagnes sont moins connus en Europe que ceux dans les centres urbains, les uns et les autres ne se rejoignant dans un combat commun que rarement, cette conjonction étant pourtant, selon l'auteur, une des conditions pour que les préjugés de castes ne prennent le pas sur la lutte des classes et que les maoïstes ne parviennent à militariser les conflits dans les campagnes.

Etats-Unis après Ferguson

◆ Quatre articles pour une analyse des révoltes qui ont suivi l'assassinat le 9 août 2014 de Michael Brown par un policier à Ferguson (Missouri) dans le n° 97 (hiver 2014-2015) de la revue allemande *Wildcat* : « La courbe ascendante de la protestation », « Dans l'enfer du Missouri : arbitraire policier et crise », « Une nouvelle génération de combattants ? » et « Ferguson marque la fin de la représentativité en politique ». Des extraits, « fortement abrégés » selon les propres termes de *Wildcat* (p. 6), de textes traduits de l'anglais qui soulignent la dimension politique inédite dans l'histoire récente des Etats-Unis prise par des mouvements émanant de la société civile. Une évolution que *Wildcat* salue, mais qui rappellera à ceux qui ont connu l'après-Mai 68 en France le mot d'ordre appelant à politiser la vie quotidienne ; un mot d'ordre dangereux par son ambiguïté qui présupposait une critique permanente et impitoyable de la moindre activité non conforme à l'attente de petits chefs qui cachaient ainsi la misère de leur propre vie quotidienne, à la manière des autocritiques imposées en Chine par les gardes rouges.

◆ Les extraits traduits en allemand : « Die Entwicklungslinie des Protest », « In der Hölle von Missouri. Polizeiwillkür und Krise », « Eine neue Generation von Kämpfern ? » et « Ferguson zeigt das Ende der politischen Vertretung » se trouvent sur le site de Wildcat, www.wildcat-www.de

◆ Les articles originaux en anglais sur les sites suivants : http://unityandstruggle.org (« Ferguson Jailbreaks out of History »), http://insurgentnotes.com/ (« No More Missouri Compromises » de John Garvey), https://newsvice.com/ (« In St. Louis, the Torch of the Civil Rights Struggle is Passed to a New Guard » d'Alice Speri) et www.infoaut.org (entretien réalisé à la fin novembre 2014 avec Silvia Federici et George Caffentzis).

Mexique

◆ « De l'autodéfense communautaire à la lutte pour l'autonomie », dans *Alternative libertaire* n° 247 (février 2015) : « Suite à un soulèvement populaire en 2011 contre les narco traficants et leurs complices du gouvernement, les habitants de Cheran Keri, dans l'Etat mexicain du Michoacán, mène un combat pour l'autodétermination qui mérite d'être connu. »

Retour sur ICO et l'IS

D'un camarade de Paris
2015

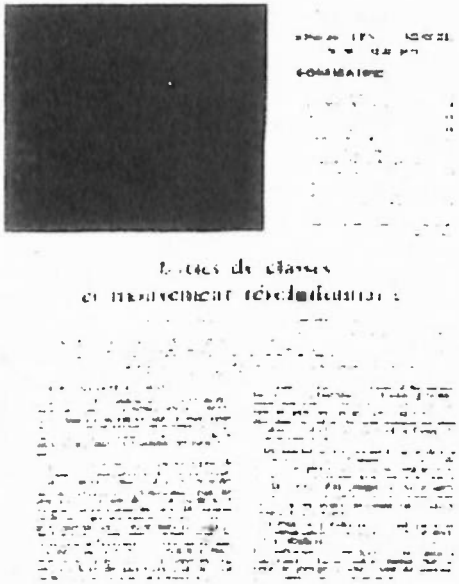
Je viens d'achever la lecture de ta brochure ton *Retour sur les relations entre ICO et l'IS* que je me suis procurée cet automne (1). Quelques curiosités d'ordre anecdotique motivaient ma lecture : qui a fait quoi ? quand ? pourquoi l'IS passa-t-elle publiquement de la recommandation à la lecture d'ICO à une amère déception ? Et, bien entendu, au travers de ces curiosités, ce qui m'intriguait concerne la résurgence d'anciennes impasses que même 68 n'avait pas dépassées et qui sourdent encore. Mes curiosités sont satisfaites et je suis un peu moins intrigué que je ne l'étais. Je t'en remercie, à ce titre ton *Retour* « dit l'important » tout en racontant « les rivalités internes » pour reprendre l'expression de Mattick qui ouvre ta brochure. Je vais donc t'expliciter, moi qui fait partie des « plus jeunes qui n'ont connaissance de cette période, souvent très partiellement, que par des écrits », ce que j'ai retiré de cette lecture. Ce que tu appellerais « [mon] interprétation ou [mon] analyse (...) ne coïncidera pas forcément avec la [v]ôtre ». Tu seras juge de sa fertilité ou de sa stérilité. Il m'aura en tout cas été nécessaire subjectivement de ne pas la laisser sous le boisseau et c'est avec plaisir que je te l'envoie.

L'attitude de l'IS à l'égard d'ICO me semble marquée par la déception, le mot anglais *disappointment* exprime plus précisément l'impression que me laisse la brochure et la relecture de certains textes théoriques de l'IS à la lumière de cette brochure. L'important était que l'IS attendait d'ICO rien moins que la réalisation de la conscience du prolétariat. Cela a l'air naïf mais tout y concourt. L'IS et ICO avaient des parentés théoriques identiques, et rares à cette époque où l'ombre stalinienne et ses variantes étaient encore imposantes, avec le courant du communisme de conseil. Cette fraternité hypostasiée explique que l'IS voyait chez ICO « un groupe antisyndical, majoritairement anarchiste », ce qu'il n'était pas quant au deuxième aspect, tout en s'étonnant, à propos de ses membres « de les voir parler des conseils sans oser se définir comme conseillistes ». Mais surtout, ICO était, parmi les groupes révolutionnaires et hétérodoxes aussi bien à la ligne de la FA qu'à celles des partis marxistes, un groupe de travailleurs existant : « ICO existe » mais faisait selon l'IS « le choix de l'inexistence » en n'affichant pas sa position théorique. A ma connaissance il n'y avait pas d'autre groupe de travailleurs existant relevant de ce courant en France, peut-être le GLAT mais j'en sais trop peu. Or, à relire les thèses 118 à 123 de *La Société du spectacle*, la réalité d'ICO correspondait au plus près aux désirs de l'IS : à ces ouvriers auxquels la théorie exige qu'ils « deviennent dialecticiens et inscrivent leurs pensées dans la pratique ». Il me semble que cela explique l'injonction à la théorie qu'émettait l'IS à l'adresse d'ICO. Je comprends que le bonnet était un peu lourd et que la manière dont « les sous-marins » Le Glou et Riesel abordaient le groupe fut reçue comme une position autoritaire. L'IS était encore auréolée du coup de Strasbourg et du précédent du texte de Bodson *Qu'est-ce que le « situa-*

(1) *ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations corespondance ouvrières et l'Iternationale situationniste*, Echanges et Mouvement, octobre 2006.

tionnisme » ? dans *Le Monde libertaire* de décembre 1966 qui leur avait attiré des sympathies. Dans ton récit on sent une ambiance où des membres d'ICO se diraient entre eux « qu'est-ce c'est que ces artistes-philosophes petits bourgeois qui nous demandent de faire leur révolution ! » Tu vas même jusqu'à écrire que le CMDO « se comportait pourtant en véritable organisation quasi bolchevique ».

L'attitude d'ICO à l'égard de l'IS me semble marquée par l'indécision. L'injonction à la théorie devenait d'autant plus pressante qu'ICO ne l'affichait pas. Tu l'expliques en disant qu'il n'y avait pas de théorie à afficher pour ICO puisque ICO étant un bulletin de liaison produisait des informations. Mais ce choix conscient suppose une théorie au moins implicite. Le choix et la manière de présenter une information implique des options théoriques, conscientes ou non. D'ailleurs ce refus est théorisé, au moment où apparaît le thème des conseils ouvriers dans la revue, en mars 1966, comme refus de jouer « "le rôle de l'organisation révolutionnaire" chargée de "montrer aux travailleurs ce qu'ils peuvent faire" ». Nous touchons là le problème de l'avant-garde, qui engendre la discussion, qu'on ne peut pas ne pas dire théorique, de la fin de la brochure par ta contribution Organisations et mouvement ouvrier *[reprise d'ICO d'avril 1969]* et celle de Bricianer La différence *[reprise d'ICO de mai 1969]*. Pourtant, la raison justifiant ce refus ne contredit pas les intentions avancées par l'IS lors de la première formulation publique de son injonction.



Dans « Lire ICO», (*IS* n° 11, octobre 1967), il est écrit à propos de l'avant-garde « (concept qu'il faut cesser de vouloir exorciser en l'identifiant dans l'absolu à la conception léniniste du parti "d'avant-garde" représentatif et dirigeant) ». Ton texte laisse entendre qu'ICO a ressenti une contradiction entre les intentions et les manières de l'IS puisque d'une part tu écris « A priori, il n'y avait aucune hostilité de la part des membres d'ICO vis-à-vis de l'IS» et que d'autre part, quelques lignes plus loin, tu restitues le sentiment d'ICO en stigmatisant « le puritanisme autoritaire de l'IS » par lequel ICO « reconnaît là le sectarisme d'organisation – que nous tentions de fuir ou dont nous voulions nous débarrasser ». Du point de vue d'ICO, la cohérence si sourcilleuse de l'IS aurait été prise en défaut : leurs manières de dominateur contrediraient leurs intentions de contribuer avec camaraderie. L'IS, qui pourtant matraque très ouvertement la notion d'une conduite cohérente entre la théorie et la pratique jusqu'à procéder à des exclusions en son sein au titre de cette notion, ne se serait pas montrée à la hauteur de ses prétentions, disons même de son surmoi. Je ne peux pas en témoigner et ton récit semble assez honnête pour mériter la confiance de tes lecteurs. Mais il me semble que ce point de vue repose sur une suspicion à l'égard de toute organisation révolutionnaire et pour tout dire sur

sa nature même. La contradiction que t'apporte Bricianer à propos de l'extériorité ou de l'intériorité à la classe de groupes d'organisation, même si elle ne le satisfait pas lui-même puisqu'il la nomme « scolastique », me semble approcher le problème. J'ai l'impression que tu la formules toi-même dans ton épilogue en désignant les insuffisances respectives de l'IS et d'ICO : « L'Internationale situationniste devait aller au-delà de la critique théorique, d'où l'approche vers le conseillisme et vers un activisme organisationnel ; ICO devait aller au-delà du cantonnement dans le quotidien de la lutte de classe, d'où les débats houleux avec les contestataires, pas seulement les prédateurs de l'IS mais au sein même d'ICO. »

En caricaturant, aucun membre de l'IS ne travaillait et tous les membres d'ICO travaillaient. La réalité est un peu plus contradictoire, notamment Michèle Bernstein divisait son salaire en trois tiers, dont « un pour Guy et un pour l'IS », l'ai-je entendu dire à la radio, et je suppose que certains membres d'ICO ont pu s'accorder des pauses. Mais ces « situations » – ni au sens situationniste ni au sens « exactement contraire » de « partisans de la situation existante » que Debord formulait dans l'*IS* n° 9 à l'article « Le questionnaire », puisque les premiers ont pu vouloir les choisir tandis que les seconds comme l'immense majorité les subissent – forgent les manières respectives d'envisager l'organisation révolutionnaire et la nature de l'avant-garde. L'IS en étant à l'extérieur de la production désirait que l'organisation révolutionnaire fût appropriée dialectiquement par les ouvriers sous la forme des Conseils, l'avant-garde qui a pour nature de contribuer théoriquement et préalablement à cette appropriation pratique, et l'IS s'était assignée cette tâche, étant censée se saborder à ce moment-même, son rôle historique étant achevé. De fait, elle se saborda sans que cette appropriation se fut produite, mais pour ainsi dire de manière exemplaire, afin de ne laisser ni la trace ni l'exemple d'une avant-garde qui aurait fait son temps au-delà de ses capacités. ICO en étant à l'intérieur de la production refusait de se constituer en organisation révolutionnaire tant que chacun de ses membres agissait « en tant que travailleur », je reprends ici ton explication de la page 9 de la brochure, dans la partie « Qu'était ICO en 1966 ? ». Pour ICO, la théorie ne peut advenir qu'au moment de la lutte, « la conscience des buts et des moyens se développerait et se préciserait avec l'extension des luttes ». « L'idée – donc aussi une théorie – était que la lutte transcendait les divisions idéologiques et que, plus une lutte était globale, plus ces divisions s'estompaient ou plutôt se fusionneraient dans une conscience précise des objectifs, des formes et de la stratégie », expliques-tu toujours dans cette partie. Le problème est celui-ci : y a-t-il un moment où la théorie est invitée ? Je ne le pense pas.

Il est vrai que les moments de lutte sont propices à l'intelligence collective. Cela n'a même pas besoin d'être prouvé pour qui en a vécu. Cette expérience aiguise les consciences. Pour autant, la théorie n'est pas morte entre ces moments d'émancipation, fussent-ils provisoires. Tu écris toi-même : « La théorie dégagée des événements ou situations antérieurs était importante, que ce soit pour le marxisme ou pour le communisme de conseils », et il me semble que la synthèse opérée par Debord, notamment dans le chapitre « Le prolétariat comme sujet et comme représentation » est de cette facture. Si ICO et l'IS ont des divergences de contenu à cet égard, je n'en ai pas lu la trace dans ta brochure. Lorsque tu ajoutes à propos de la théorie dans cette même phrase : « elle n'était pourtant qu'un des éléments qui permettait de comprendre

les luttes présentes et de dégager d'autres éléments théoriques. » à quoi te réfères-tu ? Je suppose que c'est aux autres luttes contemporaines puisque la préoccupation du bulletin d'ICO consiste à s'en faire l'écho. Mais là non plus, l'IS n'en disconviendrait pas, l'*IS* n° 10 se consacrant aux luttes aux Etats-Unis, en Algérie, en Espagne, l'*IS* n° 11 à la Chine et à la fois au Vietnam et au Moyen-Orient dans l'article « Deux luttes locales ». Dans l'*IS* n° 9, août 1964, on lit sous le titre « Je suis forcé d'admettre que tout continue » (Hegel) : « Le refus de la vie telle qu'elle est organisée, caractérise, à différents degrés, les noirs d'Afrique et la jeunesse rebelle "sans cause" de Scandinavie ; les mineurs des Asturies dont la grève n'a jamais réellement cessé depuis deux ans, et les ouvriers tchèques. "L'air de fête" de la grève de Lagos a existé pareillement dans la Wallonie de janvier 1961, ou à Budapest. » La différence entre le point de vue d'ICO et celui de l'IS correspond aux enracinements respectivement expérimentés du prolétariat. Pour ICO « la critique de la vie quotidienne telle que la prônaient les situationnistes était secondaire par rapport à la critique du système d'exploitation qu'impliquait la lutte quotidienne sur le lieu de travail », écris-tu page 10 dans la partie « Qu'était ICO en 1966 ? » Selon l'IS ces critiques sont les mêmes, du moins sa théorie prétend-elle les avoir synthétisées. Dans ta contribution au débat théorique « Organisations et mouvement ouvrier », tu distingues plus nettement les deux critiques en ton nom : « C'est tout le problème de l'avant-garde, des minorités agissantes, qui se trouve posé au niveau de l'entreprise. Que peut-on faire sur le plan d'une entreprise ? Informer, expliquer (...) »

ICO comme l'IS s'accordent sur l'idée que l'entreprise est le terrain décisif de la lutte de classe, mais les deux groupes envisagent l'organisation révolutionnaire là où chacun n'est pas et d'une certaine manière chacun l'imagine là où est l'autre. Même si tu expliques que « les situationnistes ne se posent pas comme l'organisation révolutionnaire », en les décrivant comme « censeurs des groupes existants » y prétendant tu leur assignes une fonction d'électeur, en quelque sorte par la critique négative, qui leur confère un rôle d'acteur extérieur. L'IS envisage l'organisation révolutionnaire dans la production tout en étant à l'extérieur et cherche à y contribuer en y diffusant une théorie d'avant-garde. ICO l'éprouve comme une injonction extérieure au moins maladroite quand elle est bien intentionnée et au pire répulsive quand elle instrumentalise les ouvriers. Mais qu'est-ce que le moment de lutte globale où la conscience préciserait ses objectifs ? N'est-il jamais éprouvé hors de l'entreprise dans l'existence des travailleurs bien qu'à l'intérieur les cloisonnements le refoule ? C'est le moment où le propriétaire de l'entreprise, le capital finalement, est exproprié. Mais alors toute entreprise doit-elle être gérée, fût-ce par les travailleurs ? Une boîte d'assurance a-t-elle une raison de perdurer au-delà d'un tel moment ? Et les travailleurs en exercice seuls doivent-ils en décider ? Il me semble que ces questions peuvent être anticipées de l'intérieur de la production, tout en ayant l'expérience de l'hostilité de l'environnement comme de la pertinence des manières. Et la grandiloquence de l'imprécation à la théorie ne me semble pas viser autre chose. Bien entendu ces questions ne peuvent pas résonner en permanence et au quotidien dans la tête du travailleur pendant qu'il passe ses heures au turbin sans qu'il en éprouve la contradiction. C'est précisément en surmontant celle-ci que les ouvriers deviendraient dialecticiens.

Même hors de l'entreprise je ne pense pas que la théorie ne s'invite qu'au moment de la lutte globale. Aujourd'hui, cette théorie de la

non-théorie, qui consiste à croire que la théorie sort de la révolte, fonctionne très bien dans des luttes où les participants, militants ou habitants, n'agissent pas en tant que travailleurs. Elle y est très répétée comme un mantra rassembleur. Les débats, bien nécessaires, du type convergence des luttes où les participants partagent leurs expériences n'amènent rien quant aux questions d'orientation. Je pourrais dire comme Bricianer : « Tout se passe comme si l'information devait éclipser la réflexion. »

Cette dernière n'est par ailleurs jamais interdite, il y a des lieux et des moments pour ça, mais précisément, ils ne sont jamais celui de la lutte. L'urgence des luttes spécialise : les moments théoriques et pratiques sont séparés et orphelins les uns des autres. Il est même des manières informelles et horizontales de prendre le pouvoir dans des mouvements selon des modalités qui ne passent pas par l'autorité verbale ou intellectuelle affichée, mais au contraire par des rétentions d'information, que des paranoïas parfois justifiées exacerbent notamment dans des assemblées ouvertes où l'ennemi est supposé être dans la place. Et ces situations se reproduisent d'autant plus que les assemblées ne se consacrent qu'à des problèmes logistiques, tactiques, voire communicationnels. Aux rares moments de discussion on y fait l'éloge de l'éclectisme, la publicité du ressenti avec une hypocrisie sans nom. Cela ne signifie pas que certaines têtes, et toujours selon une répartition inégale qui n'éviterait pas l'arrogance de certaines si elles s'exprimaient, soient dépourvues de théorie. Mais c'est aujourd'hui plutôt son absence que son abondance qui permet la direction des volontés. Cela me porte à penser que l'avant-garde théorique n'est pas un ennemi du projet révolutionnaire pourvu que le jeu soit ouvert. Être à l'heure, c'est être en avance.

P. A.

Plutôt qu'une réponse, une contribution à un éternel débat

L'éternel débat est celui de « l'intervention », quelles que soient les positions théoriques qui sous-tendent ce que l'on pourrait appeler aussi « l'activisme ». Le texte auquel tu te réfères concerne les positions qui pouvaient être défendues par les uns et les autres autour de mai 1968, c'est-à-dire il y a presque un demi-siècle. Si cette question reste actuelle, bien des choses ont changé depuis lors tant dans les structures du capitalisme (notamment dans les conditions d'exploitation du travail mais aussi dans les conséquences de l'exploitation mondiale des ressources naturelles) que dans celles des formes de résistance qui découlent de l'ensemble de ces transformations. On doit ajouter à ces considérations, quant aux problèmes de « l'intervention », l'influence des mutations importantes dans le domaine de la communication avec, l'irruption de ce que l'on englobe sous les termes de « réseaux sociaux » mettant en œuvre des moyens techniques dont l'accélération donne le vertige.

Il y a cinquante ans, un « activiste » ou « militant » ne pouvait, sauf de rares exceptions, seul tenter de propager ses positions avec l'espoir de toucher un minimum de personnes impliquées dans une lutte particulière ou générale : les seuls véhicules, quel que soit le contenu de cette « communication » étaient l'intervention orale ou l'écrit dans un tract ou une publication quelconque. Ces questions purement matérielles impliquaient l'existence d'un groupe de personnes plus ou moins d'accord non seulement sur une conception politique mais aussi sur les moyens de propager cette conception. Bien sûr, l'intervention orale pouvait se limiter à la prise de parole dans les réunions publiques organisées par un groupe politique ou un autre ou dans une assemblée de personnes luttant

sur un objectif précis, essentiellement de travailleurs en grève ; une seule personne ou un petit noyau politique sans moyen pouvait le faire, mais cela supposait que les organisateurs de ces réunions ou assemblées vous autorisent à le faire. En particulier, les assemblées de grève étaient fermées à toute personne extérieure (sauf aux dirigeants syndicaux) : la seule possibilité alors d'une « intervention » restait le tract, ce qui était au centre du débat avec l'IS.

Aujourd'hui, si une telle approche reste éventuellement pertinente dans ces mêmes conditions, tout un chacun peut, en utilisant les immenses possibilités des réseaux sociaux, non seulement individuellement ou collectivement au nom d'un groupe quelconque diffuser sa propagande, donner son opinion sur tout et n'importe quoi, tenter de provoquer des rassemblements, nationalement ou mondialement. Le moindre fait jugé important pour telle ou telle lutte peut ouvrir un véritable déluge de messages : on est ainsi passé d'une limitation technique qui contraignait à un regroupement et à une diffusion réduite à une pléthore de messages qui peuvent être chacun l'émanation d'un individu isolé. Un autre élément privilégierait ces nouveaux moyens de communication, d'information et/ou de propagande : les modifications dans les conditions d'exploitation du travail rendent difficile l'utilisation du moyen traditionnel, paradoxalement au moment où il est beaucoup plus facile, en raison de la perte d'influence des syndicats, à n'importe qui d'accéder aux lieux de travail en grève. Un seul exemple est dans la conséquence des horaires flexibles qui rendent complexe la distribution d'un tract aux portes de l'entreprise.

Dans les récents développements des luttes autour des « révolutions de couleur »du « printemps arabe » , des mouvements du style « occupy » il a été beaucoup insisté sur le rôle que les « réseaux sociaux » avaient pu jouer dans leur développement, voire leur naissance, ce qui ramenait à la question de l'intervention et du rôle du « militant » qui aurait propagé, par ces moyens techniques nouveaux, à une grande masse des propositions de buts politiques et de moyens d'action. Ce serait idiot de dire que ces moyens et ceux qui les ont utilisés n'ont pas joué un rôle dans l'extension prise par ces mouvements. Mais il serait tout aussi idiot d'ignorer que de tels mouvements ont pu exister (rien qu'en France en 1936 ou 1968) alors que de tels moyens n'existaient pas. Je n'entrerai pas ici dans l'analyse du pourquoi de tels mouvements naissent et se propagent comme une traînée de poudre mais le fait est qu'aucun groupe aussi puissant soit-il ne peut en revendiquer la paternité même si ce groupe (parti ou syndicat) peut en prendre le contrôle a posteriori.

Face aux critiques de l'IS sur ICO et en rapport avec la dernière phrase de ton texte « Etre à l'heure, c'est être en avance » je voudrais faire deux observations relatives à cette époque.

L'une concerne ce que l'on a su des discussions internes de l'IS après les affrontements de la rue Gay-Lussac ; à l'un des membres de l'IS qui devait partir en vacances, les autres conseillèrent de partir car il ne se passerait rien. Pour des gens qui se posaient en « guides » cela montrait les limites de l'activisme qu'ils préconisaient. Ils n'étaient d'ailleurs pas les seuls à encourir ce reproche car ce ne fut qu'après la manifestation du 13 mai et l'évacuation policière et réoccupation de la Sorbonne que tout commença à s'étendre.

Quant aux programmes politiques avancés au cours de la grève de même que les straté-

gies de la lutte hors l'occupation des lieux de travail, on ne peut, a posteriori que constater qu'ils n'étaient ni à l'heure, ni en avance. D'un côté, le romantisme des barricades, s'il pouvait apparaître comme un sous-produit des conceptions jacobinistes et léninistes de la conquête de l'Etat, ne persuada nullement les masses ouvrières engagées dans l'action. De l'autre, les propagandes marginales tant de l'IS ou d'ICO pour les conseils ouvriers, tout comme la manœuvre dilatoire de la CFDT pour l'autogestion, ne rencontrèrent pratiquement aucun écho : nulle part il n'y eut de tentative de créer des conseils même sous cette forme autogestionnaire, encore moins sous une forme révolutionnaire. Les groupes politiques précités n'étaient guère en avance. Il faudrait peut-être regarder aujourd'hui l'histoire des luttes sur la plan mondial depuis plus de 40 ans pour tout ce qui s'est transformé sous un capital toujours présent et comment s'articulent les résistances contre ce que ce système de domination du travail et de la planète dont les fondements restent les mêmes qu'autrefois mais dont les formes sont bien loin de celles du passé. Sacré boulot.

H. S.

La commune de Shanghai

D'un camarade de Nantes
25 mars 2015

(...) remarques critiques sur le compte rendu du livre *La Commune de Shanghai* paru dans le n° 150. A la lecture de H. S., il y a de quoi s'interroger sur le pourquoi de cette recension. Celle-ci ne prend même pas la peine d'exposer l'objet du bouquin : elle n'évoque ni l'exposé de l'histoire des luttes de classes en Chine, ni les développements sur le mouvement ouvrier et la politique marxiste (maoïste) qu'il contient. L'angle d'attaque est on ne peut plus étriqué, au travers du maoïste pour salon philosophique Badiou.

Sauf à gober tout cru le shéma de la Révolution culturelle comme « lutte bureaucratique », aucun argument ne vient sérieusement à l'appui de la dénonciation par H. S. de « cette falsification de l'Histoire ». Or le mérite de La Commune de Shanghai est précisément de réveiller les événements concrets de cette intense lutte de classe, sur le plan de la lutte politique ou des conflits de classe dans les usines.

Je ne sais rien de l'auteur et, s'il est effectivement maoïste et dédie son livre « aux communards de Shanghai qui... osèrent se révolter », Hongsheng Jiang ne fait pas franchement preuve de dogmatisme. Il aborde de façon critique *les limites politiques du groupe dirigeant de la RC.* Celui-ci et Mao estimant ainsi que le parti communiste dans son ensemble était bon, ou récupérable à condition d'une vaste *réforme politique,* la question de *la base de classe* de la bourgeoisie d'Etat en formation était escamotée. Il revint au mouvement ouvrier de démontrer qu'une telle réforme était impraticable, devant le passage de larges pans du PC de Chine à la restauration bourgeoise : expression sociale inévitable du maintien des rapports bourgeois dans la transition socialiste. « ... La nature de classe du pouvoir ouvrier reposait sur une auto-organisation issue de la créativité, de la spontanéité, des initiatives des travailleurs bien plus que d'instructions venues de Pékin » (p. 122).

La conclusion de *La Commune de Shanghai* apporte un autre démenti aux commentaires assénés par H. S. Pour Hongsheng Jiang, développements concrets à l'appui, la RC relance la transformation du travail ouvrier et la socialisation des tâches dirigeantes. Alors pourquoi le cours s'inverse-t-il aussi vite dans les années 70, et la gauche maoïste est-elle déci-

mée ? Sans apporter une réponse exhaustive à cette question, l'auteur avance notamment l'extinction des organisations rebelles avec l'établissement des Comités révolutionnaires, promu par le groupe dirigeant de la RC. En 1968-1969, ces organisations dissoutes sont rapidement évincées des CR par l'armée ou les organisations locales du PC sous divers prétextes. « Au moment du coup d'Etat droitier de 1976, la gauche rebelle n'avait plus les moyens d'organiser rapidement la résistance, les puissantes organisations de masse ayant été démantelées » (p. 257).

J'ajoute que le groupe dirigeant de la RC *relevait pourtant le rôle moteur des organisations de masse dans la transition au communisme.* Dans la voie d'un « système d'élection semblable à celui de la Commune de Paris », les organisations rebelles sont « quelque chose de nouveau et d'une grande importance historique ». La circulaire en 16 points (août 66) signalait sur ce sujet : « la lutte menée par le prolétariat contre la pensée, la culture, les mœurs et les coutumes anciennes léguées par toutes les classes exploiteuses durant des millénaires couvrira nécessairement une période extrêmement longue. Par conséquent, *les groupes, comités et congrès de la Révolution culturelle ne doivent pas être des organisations temporaires, mais des organisations de masse permanentes appelées à fonctionner longtemps* ».

Je passe sur la mauvaise humeur de H. S. contre l'auteur, coupable non seulement de transgresser les frontières entre facultés de lettres, d'histoire et de philosophie (!), mais également d'avoir publié dans une université « de seconde zone ». Horreur !

Reste la question posée par H. S. de l'intérêt pour la bourgeoisie chinoise d'avoir « télécommandé un de ses universitaires pour une telle publication ». Quels arguments avance-t-il à l'appui de ces insinuations ? C'est qu'il ne voit qu'à travers ses lunettes déformantes et n'a donc pu relever les multiples dénonciations du capitalisme d'Etat chinois et, en premier lieu, la répression sur quiconque soulève *la mémoire du mouvement ouvrier en Chine.* L'intérêt de la bourgeoisie chinoise est précisément *d'enfouir, d'obscurcir et de calomnier la RC,* au cours de laquelle les masses ouvrières et populaires se sont mises en mouvement contre l'affermissement de son pouvoir.

L'actualité du livre est bien là : aux campagnes anti-communistes de la bourgeoisie d'Etat comme de toutes les classes exploiteuses du monde, opposer la connaissance de l'histoire du prolétariat et la faire vivre dans la lutte pour le communisme.

Dans l'expérience accumulée du prolétariat révolutionnaire au XXe siècle figure, en première place, la complexité et l'instabilité de la transition socialiste. Avec la RC et malgré son échec immédiat, cette expérience s'est effectivement enrichie d'une vaste lutte pour dissoudre les rapports de classes dans les conditions nouvelles, où la propriété capitaliste *formelle* est supprimée. *La poursuite de la lutte de classes dans la transition socialiste* ou, comme dit Marx, la *« déclaration permanente de la révolution »,* est précisément la pratique poussée en avant par le prolétariat révolutionnaire et la gauche maoïste. En refusant de se pencher sur cette expérience-là, H. S. ne se prive pas seulement d'une pièce indispensable à la compréhension de la transition au communisme et de ses échecs. Le même H. S. parle dans l'éditorial des résistances actuelles qui poursuivent « une lutte de classe qui ne prendra fin qu'avec la fin du capitalisme » (p. 3). Sur ce plan, H. S. est *à la droite* du mouvement révolutionnaire, instruit des leçons de la RC, pour lequel avec *la fin* du système capitaliste *commence* « la dictature de classe du prolétariat comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classe » (Marx).

Je termine ces trop longues remarques sans l'intention, ni l'espoir, d'engager une véritable discussion. Je reste un lecteur du bulletin, même si mon intérêt décroît à mesure que les analyses se déplacent du politique au théorique. Nul doute qu'avec les enjeux soulevés par ce bouquin on soit dans cette dernière catégorie, où l'on jouxte les convictions de secte d'*Echanges* (...).

Salut rouge
T. B.

Le « faux » problème du nationalisme catalan

D'un camarade de Barcelone
décembre 2014

Merci pour les deux brochures que je viens de recevoir. C'est toujours stimulant de lire le bulletin d'Échanges et pas seulement par ce que concerne des informations, mais notamment aux analyses et commentaires à propos des lettres et recensions des livres.

Regardant l'Espagne, malgré la détérioration de la vie sociale et l'appauvrissement croissant (je ne me souviens d'une situation pareille, même à la fin des années 1970-début des années 1980 n'était pas comme aujourd'hui) la conflictualité reste réduite. Toutes les énergies sont avouées à se débrouiller au quotidien (petits boulots au noir, appui de la famille et des amis, démarches collectives de survie, etc.). En plus, ici en Catalogne la question nationale a détourné toute réflexion jusqu'au point que l'on justifie les coupures sociales (enseignement, santé, assistance aux plus démunis) et le procès de privatisation des services publics à cause des « impositions » du gouvernement de Madrid. Le « faux » problème du nationalisme a provoqué une relative paralysie sociale (ça bouge quelque chose dans des groupes dispersés et aux quartiers des villes) que touche la nouvelle génération des jeunes chômeurs qualifiés qui voient une Catalogne indépendante une possibilité de promotion sociale. Il faut se rendre compte que la promesse d'indépendance est fondée sur la illusion d'un pays riche qui est obligée a partager sa richesse (par la voie des impôts) avec les régions pauvres espagnoles. Si la Catalogne reste seule, disent les apôtres indépendantistes, on aura plus de ressources pour de meilleurs services, ainsi que plus d'opportunités de travail, etc. En fin, rien de nouveau ; la promesse déjà connue des nationalismes émergents. Certes, il y a un certain degré de vérité dans ce que disent les indépendantistes ; avec les millions d'euros qui réclament à Madrid la classe dominante catalane, qui gère sans opposition tout le procès politique, pourrait renforcer le réseau de clientèle mis en place depuis trente ans.

Avec un ami proche de l'indépendantisme de « gauche », nous avons eu un échange à propos d'un texte que j'ai écrit une fois que j'ai vu comment des jeunes jusqu'à hier se réclamant de l'autonomie se sont ralliés au nationalisme « anticapitaliste » (!). (N. en a fait une traduction un peu résumée en français pour *Courant alternatif* [1]) .Nous avons essayé de faire passer aux rangs des nommés anticapitalistes les textes recueillant nos positions. Eh bien, aucune réponse de ce côté-là; on ne veut pas discuter sur ce que signifie le nationalisme à l'ère du capital transnational. La foi nationaliste entraîne un activisme symbolique sur le plan politique et spectaculaire (médias) qui relève une démobilisation réelle. Une partie des jeunes les plus politisés –chômeurs et pré-

(1) « Quelques clés pour comprendre l'agitation nationaliste en Catalogne », *Courant alternatif* n° 246 (janvier 2015).

carisés- attendent ses opportunités d'une Catalogne indépendante en se ralliant avec la nouvelle bourgeoisie enrichie à travers la politique des privatisations et son rôle dans la représentation des intérêts du capital au gouvernement de la Generalitat.

C. V.

L'enseignement ou l'usine ?

D'un camarade de l'Allier
mars 2015

... depuis le 6 janvier, je n'ai plus de travail de remplacement dans l'enseignement, j'arrive à la fin de mon chômage (je me suis inscrit cette semaine dans des boîtes d'intérim, je vais certainement retourner à l'usine de galvanoplastie). Le rectorat ne me donne pas de vrai travail (de demi-postes en trois quarts de postes, le tout dans des collèges assez loin, donc des dépenses d'essence importantes, la paye est immuable, je gagnais mieux à l'usine, il est vrai que ce n'est pas le même genre de travail bien sûr).

Donc plutôt content de retourner à l'usine, le travail physique me manque également...

F. M.

(De l'auteur de la brochure Nuits d'usine. Carnet d'un intérimaire, *Echanges et Mouvement, décembre 23012.)*

Marx et Liebig

De PMO, Grenoble

En 2011, les éditions Amsterdam publiaient une compilation de quatre essais de John Bellamy Foster, intitulée *Marx écologiste,* un titre choc combinant le paradoxe et l'anachronisme. Pourquoi pas L'Ogre végétarien ou Rothschild communiste ?

« John Bellamy Foster, indiquait la quatrième de couverture, est une des figures les plus importantes de l'écosocialisme aux USA. Il enseigne la sociologie à l'université de l'Oregon et dirige depuis 2000 la prestigieuse *Monthly Review.* » Bref, un énième marxiste de la chaire. Aux éditions Amsterdam qui aspirent elles-mêmes au « prestige » et à « l'importance », on croit se hausser du col en publiant un sociologue universitaire de plus. « Les Américains ! », dirait le facteur de Jour de fête.

En fait la conscience « écologiste » de Marx (selon J. B. Foster), repose sur la base scientifique des travaux de Justus von Liebig (1803-1873), chimiste allemand, fondateur de l'agriculture industrielle, inventeur de l'engrais azoté et par extension des multiples « intrants » et « produits phyto-sanitaires » qui salopent les sols depuis cent cinquante ans. De l'agriculture industrielle, Liebig passa naturellement à l'alimentation industrielle grâce à son « extrait de viande » et à son « lait pour enfant » commercialisés sous sa marque. Chacun sait que notre système digestif n'est pas plus capable d'extraire le « jus de viande » que les mères d'allaiter leurs enfants.

On comprendra que, notre curiosité piquée au vif par les louanges de John Bellamy Foster, nous ayons fini par retrouver cette mystérieuse préface de Liebig censurée par son éditeur anglais. Nous en avons même exhumé deux versions. L'une allemande, en redoutable typographie gothique et l'autre, une traduction manuscrite anglaise en élégante calligraphie, inédite à ce jour. Nous publions ces deux versions et leur traduction afin que chacun puisse se faire son idée sur « les prescriptions » – c'est le mot de ce précurseur de la chimie verte. Les faits avérés, on ne peut qu'approuver ces prescriptions.

Pour lire le texte intégral, les documents originaux et les traductions : http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=725.

Toujours le léninisme

D'un camarade de Paris
avril 2015

Après avoir lu le numéro 150 d'*Echanges* (excellent avec ses articles consacrés à « Une guerre à l'échelle du monde »), reçu ce matin, je pense qu'il est nécessaire de revenir en profondeur sur la question du léninisme.

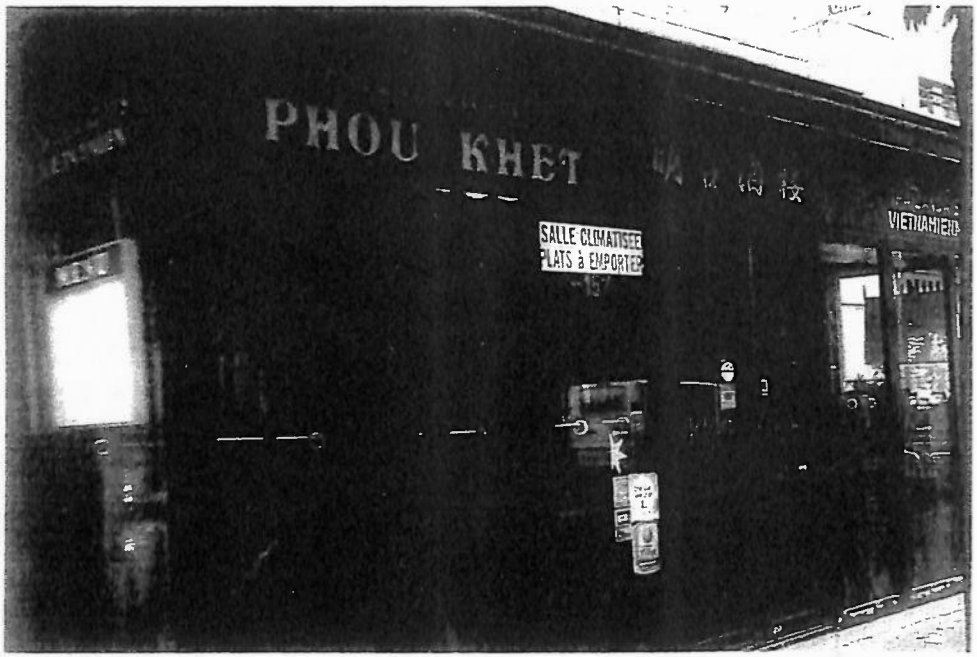
Echanges a souligné avec raison l'intérêt de la série publiée dans *Communisme* sur ce thème.

La critique reste encore gentillette avec Camoin et sa prétendue *Présence marxiste*, qui tombe dans la pathologie léniniste la plus incurable. Et que dire de son « Je suis Bilan » ? Pourquoi pas « Je suis Napoléon »...

Je profite de l'occasion pour vous adresser le travail que j'ai déposé en librairie sur *Lénine philosophe*, autour de la critique faite par Pannekoek.

A mon avis, la question du matérialisme scientifique reste toujours posée et doit être traitée en profondeur.

Mais ce n'est pas seulement qu'Etat et Capital marchent ensemble. L'Etat s'est toujours employé à trouver des relais, des notables locaux, des franges réactionnaires, allant jusqu'à les laisser s'organiser en milices. Créer une situation pourrie est tout bénef pour lui. Laisser d'autres que lui faire le sale boulot aussi.



Un Fouquet's thaï.

LA « RÉVOLUTION DIGITALE » EN MARCHE

« Dans la manufacture, le point de départ de la révolution du mode de production est la force de travail ; dans la grande industrie, c'est le moyen de travail »
(*Le Capital*, PUF, p.91)

DEPUIS la grande révolution industrielle, celle de l'introduction du machinisme, le bouleversement permanent des forces productives n'a cessé de nous présenter de multiples révolutions et sous-révolutions plus ou moins importantes. Nous reprenons ici le terme de « révolution digitale » qui elle-même s'inscrit dans la dite révolution des TIC (technologies de l'information et de la communication) qui bouleverse depuis quelques années le monde du travail et la société civile au niveau planétaire.

Le choix du tout-connecté au service de l'entreprise n'est pas innocent, il entraîne la disparition progressive de la frontière entre la vie professionnelle et la vie privée, au point que la question d'une suppression des 35 heures de travail par semaine n'a plus aucun sens réel. L'éclatement du temps de travail en de multiples contrats à durée déterminée, jusqu'au contrat zéro heure, n'est plus à démontrer.

Nombreux sont ceux qui dans les entreprises dépassent les 35 heures et travaillent en heures supplémentaires non payées et exonérées de charges sociales, pendant que d'autres signent des contrats annuels de *X* heures de travail en fonction des besoins de l'employeur. Pour ce qui est des dépassements d'horaires, ce sont en particulier les « cadres » au forfait jour qui, n'ayant pas d'horaires définis, se trouvent dans cette situation, mais pas seulement, pour des raisons diverses : « promesses de promotion », « aménagement des congés », « méritocratie »... les salariés non-cadres dépassent aussi les 35 heures. Quant au salariat précarisé, il n'est plus qu'une force de travail d'ajustement.

Avec la révolution numérique, ce ne sont plus seulement les marchandises qui sont dans le système de la « traçabilité », mais c'est maintenant celui qui vend sa force de travail, la seule marchandise qu'il possède, qui va se trouver en permanence sous le fouet de la « traçabilité » (1).

(1) Voir « Témoignage sur l'introduction des technologies numériques dans la fonction salariée de conducteur d'autocar », *Echanges* n°147 (printemps 2014), p.37.

Du côté des consommateurs, nous voyons maintenant s'instaurer des contrôles personnalisés des individus en fonction de leur comportement. Des associations de consommateurs allemandes sont intervenues contre des assureurs comme Generali qui a le projet de proposer des contrats « santé prévoyance » intégrant le comportement de l'assuré. Ceci afin de personnaliser la tarification et les prestations selon le comportement de l'assuré. Generali veut diffuser ses «assurances comportementales» en collaboration avec Discovery (société sud-africaine) en Autriche. En France, Apple et Samsung sont sur le même créneau.

Surveiller: clients, salariés, et sans domicile fixe, comme des prisonniers

De mémoire, Marx comparait les conditions de travail aux conditions disciplinaires des prisons, celles-ci étant un laboratoire des comportements humains. Eh bien nous y voilà, nous avons tous vu ou entendu que les prisonniers pouvaient maintenant sortir en ville munis d'un bracelet de contrôle à distance. Il est rapidement venu à l'esprit des partisans du « tout sécuritaire », les assureurs, de se lancer sur la piste en utilisant leur personnel comme cobaye au nom de la « prévention sécuritaire » (Generali, AXA, BP et d'autres).

Par exemple : « L'élu précarité de la mairie de Marseille, le SAMU social et la compagnie d'assurance privée AG2R la Mondiale veulent faire porter aux personnes SDF de la ville des badges. Sur ce badge, qui doit être attaché à l'extérieur et être visible, sera écrit le nom, le prénom de la personne et le numéro de sécurité sociale.Il y aura aussi les maladies chroniques que la personne a comme le diabète, l'insuffisance cardiaque, mais aussi le VIH et la schizophrénie. » Source : « Cessons la stigmatisation des SDF », http://www.millebabords.org/spip.php?article27089).

Plus généralement, vingt-huit *« digital champions* européens » ont été nommés par le commissaire européen chargé du numérique ; pour la France c'est un dénommé Gilles Babinet qui est *« digital champion »* (2). Dans un entretien avec le site argusdelassurance.com, il n'hésite pas à parler d'un « plan Marshall du numérique » :

> « Il me semble que les grands assureurs sont partis. Il y a encore un an *[en 2013]*, ils n'étaient pas forcément très en avance. Mais en très peu de temps, ils ont rattrapé leur retard et font désormais très vite, surtout depuis que le sujet est jugé stratégique au plus haut niveau. Outre cette poignée de grands acteurs internationaux, difficile de dire à quel stade se trouvent les autres intervenants sur ce marché. Cependant, il me semble indispensable que les différents organismes professionnels appellent à un véritable plan Marshall sur ce sujet.
>
> » En considérant qu'un tel scénario est le plus probable, il me semble que les assureurs devraient rentrer dans une logique proactive de collecte massive de données. Je n'exclus pas qu'à terme, ils offrent des objets connectés à leurs assurés pour capter les informations leur permettant de se transformer en véritables plate-formes, non plus seulement destinées à assurer, mais à accompagner leur client vers du mieux-être et du mieux-vivre. Un modèle économique

(2) Qu'est-ce qu'un digital champion ? M. Babinet répond : « Comme les 27 autres *digital champions* européens, j'ai été nommé à cette fonction informelle, non rémunérée, directement par Neelie Kroes, commissaire européenne chargée du numérique. Notre rôle est d'aider l'Europe à réfléchir aux enjeux du numérique en apportant un regard alternatif et détaché des emprises politiciennes. » Entretien avec le site argusdelassurance.com, 30 mai2014.)

proche des opérateurs de télécoms, qui ont longtemps offert les terminaux. »

De son côté, le groupe AXA fait toute une propagande, il prétend ne pas se laisser « kodakiser » :

« S'il y a un syndrome qu'Axa veut éviter à tout prix, c'est celui de Kodak, ce grand groupe qui n'a pas su prendre le tournant du numérique et dont le business a perdu toute sa valeur alors que l'innovation était à sa portée. » (Nicematin.com, 23 septembre 2014.)

« Si l'on se réfère à l'économiste américain Paul David qui a travaillé sur les grands changements de paradigmes technologiques, il apparaît que, dans ces moments-là, 80 % des acteurs meurent, indépendamment de leur taille. En outre, si Google s'y met, les risques pour la profession sont énormes.»

(Gilles Babinet, entretien avec argusdelassurance.com)

Pour conclure

Avec la découverte des microprocesseurs la miniaturisation est partout. Elle conditionne toute la recherche vers l'infiniment petit, mais aussi vers l'infiniment grand (conquête de l'espace). Mais elle s'inscrit toujours dans la phase où le moyen de travail se substitue à la force de travail. Nous pressentons bien que nous vivons un grand changement, un saut qualitatif.

Nous commençons seulement à entrevoir la portée de ce saut qualitatif tant sur la société civile que sur le monde du travail ; il permet de fractionner le temps de travail comme jamais auparavant, en fait d'être l'instrument de la précarisation montante de la société. Après l'éloge du bénévolat pour compenser l'incurie des services sociaux, le capitalisme cherche maintenant grâce aux TIC à utiliser le consommateur comme travailleur gratuit ce que Philippe Godard dans son article « Dans la jungle digitale » perçoit aussi :

« Il n'est pas anecdotique que nous allions tout récupérer sur le Net, depuis notre formulaire de déclaration de revenus jusqu'à nos billets de train ou de cinéma. Nous obtenons même, via un moteur de recherche, des renseignements sur tel individu inconnu avec lequel nous aurons demain un rendez-vous de travail (3). »

Mieux il va utiliser un terme très fort, pour montrer le niveau d'aliénation aux TIC, celui de « prothèse » :

« Nous ne pouvons plus échapper aux puces RFID ou aux réseaux, wifi, 3G, 4G, etc., qui nous accompagnent à tout moment où que nous soyons. L'outil Internet devient une prothèse au sens fort du terme : nous ne devrions plus pouvoir nous en passer.»

G. Bad
9 mars 2015

(3) *Echanges* n° 145 (automne 2013).

La crise, « guerre civile mondiale »

◆ Pour la revue allemande *Wildcat* dans son n° 97 (hiver 2014-2015), nous assistons aujourd'hui à l'effondrement mondial du système capitaliste sans que se fasse jour une autre option. L'article « La guerre civile mondiale » affirme que les guerres dans certaines régions du monde et le démantèlement de la protection sociale dans les vieux pays industrialisés sont les deux mêmes faces de l'offensive menée par le capital contre ses contestataires, réels ou présumés. Elle aurait commencé dans les années 1970 en suivant une gradation ascendante de plus en plus destructrice ; l'article cite plusieurs exemples pour appuyer son analyse, depuis les promesses de Nixon en 1973 d'éradiquer la drogue et la pauvreté aux Etats-Unis dans le même temps que les autorités gouvernementales encourageaient la pénétration de la drogue dans les quartiers défavorisés jusqu'aux conflits actuels en Syrie et en Ukraine, en passant par les guerres en Irak, la guerre civile en Algérie et en ex-Yougoslavie dans les années 1990, la suppression de nombreuses libertés civiles après les attentats contre le World Trade Center le 11 septembre 2001.

En conclusion, l'auteur se demande comment articuler guerre et question de classes : les guerres civiles actuelles sont le signe de l'instabilité du système capitaliste qui cherche à relancer un cycle d'accumulation et sont menées conjointement à une attaque contre les conditions de vie de la classe ouvrière, contre les protections sociales et les salaires. En jetant des millions de migrants sur les routes, les guerres remplissent une partie de la tâche, inondant le marché du travail d'une main-d'œuvre docile et bon marché ; c'est pourquoi il faut que les mouvements contre la guerre (non pacifistes) ne condamnent pas simplement les guerres moralement mais combattent aussi les conditions d'exploitation des migrants.

Rechute

◆ « Le capitalisme mondial vers la rechute dans la crise » dans *Le Prolétaire* n° 514 (décembre 2014-février 2015).

Nouveaux léninistes

« Paris zone de combat » (Pazoc), publication en ligne en PDF :

◆ Dans le n° 1, appel à la manifestation au Bourget lorsdu sommet « Paris climat 2015 », le *Manuel de l'insurrection* bolchevik,etc. Et une attaque contre le site antitechnologique Pièces et main-d'œuvre, qui ne serait pas assez antifasciste et publierait des textes citoyennistes et nationalistes : http://fr.calameo.com/read/004326112de522125a555

◆ N°2 : «La révolution contre l'émeute», « Conversation léniniste avec Pierre Blondeau» («figure du mouvement alternatif» ; question : « Crois-tu comme nous que toute force oppositionnelle est bonne à prendre ? » (y compris les petits patrons des bonnets roges). Autrement dit, la confudion revendiquée. – http://fr.calameo.com/read/004326112a667dc2f3d9b

◆ N°3 : « L'impossible lutte armée», brèves du désordre, défense des luttes armées nationales qu'à Echanges nous avons toujours dénoncées, éloge des Brigades rouges, de la Fraction armée rouge, etc. : http://fr.calameo.com/ read/00432611295 a6a1572288 pariszonedecombat@gmail.com

Anarchistes

◆ Eclats d'ánarchie, passage de mémoire, de Freddy

Gomez (conversation avec Guillaume Goutte), éd. Rue des Cascades, 2015. Par l'initiateur du « bulletin de critique bibliographique » *A contretemps*. Celui-ci a cessé de paraître sous sa forme imprimée, mais reste consultable sur Internet et continue d'être enrichi de contributions critiques et recensions d'ouvrages. « au gré de nos lectures, de nos envies et des circonstances ».

◆ *De Mazas àJerusalem*, de Zo d'Axa (première édition 1895, sous le titre *Le Grand Trimard*. Rééd. en coédition Tumult/Mutines Séditions, avec les dessins de l'édition originale de Pissarro, Steinlen et Valloton.

Antigestionnaires

◆ Dans *Courant alternatif* n° 247 (février 2015), un bref compte rendu « non officiel » des deuxièmes Rencontres du Réseau communiste antigestionnaire (communistes libertaires, gauche communiste, communisation).
http://www.reseauantigestion.org/

Communisation

◆ D'un « communisateur », avril 2015 : « Le forum communisation est ouvert, la participation est libre, sans inscription ni enregistrement. »http://communisation.forumactif.org/

TC

◆ *68, année théorique..., etc. De l'ultragauche à la théorie de la communisation.* Supplément à *Théorie communiste* n° 24 (janvier 2015).

Umbo

◆ *L'Impromptu* , n° 14, numéro double et dernier (septembre 2014), J.-P. Paraggio, jeanpierreparaggio@yahoo.fr
Poésie, peintures, encres, dessins, collages, graphites, photos, assemblages, dans ce « journal de l'umbo ». L'umbo est un cône ou une pointe en fer ou bronze se trouvant au milieu d'un bouclier.
Voir http://isabelledalbe. blogspot.fr

« Divergences2 »

◆ N° 41, avril 2015 , revue en ligne.
Dans ce nouveau numéro, la grève pour des radios publiques de qualité, des réflexions, des expressions ouvertes, artistiques et de résistance, des textes, des photos, des dessins, le blog de Maya et les peintures de Jane Frere, certaines découpées pour illustrer le sommaire.
http://divergences2.divergences.be/

Djihadisme

◆ « Chômeur heureux et travail du négatif », une feuille A3 recto français, verso anglais, critique d'un texte (publié en allemand dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, date non précisée) de Guillaume Paoli (coauteur d'un *Manifeste des chômeurs heureux*, traduit de l'allemand en 2013 aux éditions Libertalia) sur le djihadisme (copie à Echanges.ou sur https://hagsdemesne.files.wordpress.com/2015/04/happyunemployedposter2.pdf)

Pièces et main-d'œuvre

◆ Clinatec : corps-machine, masque humain, www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=728
« Contre l'emballement technologique ».
Pour en lire plus, demandez le catalogue des « Pièces détachées » (2000-2015) et de la librairie.

(suite p. 61)

ECOLOGIE ET CAPITALISME VERT

Quelle énergie ?...

◆ Dans le n° 97 (hiver 2014-2015) de la revue allemande *Wildcat*, « Visions vertes et huiles de schiste », deuxième partie de l'article paru dans son n° 95 (voir *Echanges* n° 146, p. 42). *Wildcat* rappelle que l'économie verte n'a pas pour objet de modifier le système économique existant mais d'assurer la fiabilité des sources d'énergie indispensables à la survie du capitalisme. En Allemagne, où l'énergie solaire fut un temps présentée comme la panacée, les entreprises du secteur confrontées à la montée de leurs concurrentes chinoises, japonaises ou américaines, soutenues par leur Etat respectif, sont contraintes de renoncer à leurs ambitions. Aux Etats-Unis, où l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste, qui affronte directement l'énergie solaire mais aussi la production traditionnelle de gaz et de pétrole, les entreprises de ce secteur connaissent à leur tour de graves difficultés parce que, si l'exploitation de gaz et de pétrole non conventionnels a fait baisser généralement le prix de ces sources d'énergie, cette baisse a dans le même temps affecté leurs profits. Fin novembre 2014, Wells Fargo et Barclays ont dû provisionner 850 millions de dollars afin d'abonder un crédit-relais en faveur de deux compagnies pétrolières. Les comptes de nombreuses entreprises exploitant gaz et pétrole de schiste sont dans le rouge et tendent à financer leurs pertes par le recours aux junk bonds (obligations pourries), reproduisant la situation qui avait amené à la crise des subprimes en 2008.

◆ Gaz de schiste en Algérie : « Mobilisation algérienne contre le régime et l'ingérence des multinationales pétrolières» : la Sonatrach a lancé des forages pilotes par fracturation hydraulique en vue d'une exploitation à partir de 2020 dans le Sud saharien.Des manifestations d'opposants ont eu lieu en janvier et février. Dans *Courant alternatif* n° 249 (avril 2015).

◆ « Lutter contre l'implantation d'éoliennes en étant antinucléaire», dans *Courant alternatif* n° 248 (mars 2015): « Tous les anti-éoliennes ne sont pas des pronucléaires déguisés » ; « La mise en place de l'industrie éolienne s'organise selon un modèle technocratique hypercentralisé et incontrôlable, dont le nucléaire est le fleuron et auquel il est intimement lié ».

◆ « Paris 2015, construire un contre-sommet», dans *Alternative libertaire* n°247 (février 2015).

◆ « Un monde de merde », les déchets à Marseille, de la décharge d'Entressen (une butte de la hauteur d'un immeuble de dix étages sur 80 ha) à l'incinérateur de Fos-sur-Mer, dans *CQFD* n°129 (février 2015).

◆ « A Saint Laurent, la décharge » : un exemple de présabotage de la conférence sur le climat en décembre 2015 à Paris (copie à Echanges).

◆ *Le Rêve d'une connexion – de la maison autonome à la cité auto-énergétique,* plaquette sur l'architecte Michel Rosell : de la lutte de classe à la maison autonome. (Copie à Echanges.)

En ligne : www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?rubrique8

Conseils

◆ Dans *Présence marxiste* n° 111 (mai 2015), critique de l'ouvrage *Tout le pouvoir aux conseils* (Les Nuits rouges) qui reproduit un ensemble de récits et d'articles rassemblés et présentés par G. Kuhn . Ce qui nous vaut une nouvelle apologie du rôle et de la nécessité du parti communiste version *P. M.*

Au sommaire de « Etcétera »

◆ Dans le n° 54 de la revue espagnole *Etcétera* : « Dans le champ du possible (critique du possibilisme) », « La stratégie de la tension et la culture de la peur », « Guerre de basse intensité », « La bataille de Kobane et l'expansion de l'Etat islamique », « Le corps des femmes à l'ère de la technique », de nombreuses notes de lecture, trois correspondances, l'une venant du Mexique, l'autre reprenant une partie de l'entretien de Loren Goldner accordé à la radio libertaire Anábasis d'Oviedo et la troisième intitulée « Esthétique et politique », enfin une notice à propos du décès d'Arthur en octobre 2014.

◆ « Dans le champ du possible » explore les résistances contre le système capitaliste ici et maintenant (maisons autogérées, squatts, coopératives, etc.) qui il est vrai, note *Etcétera*, doivent vivre à l'intérieur du système mais proposent de le faire sauter depuis leurs positions fondées sur la solidarité, le refus de la surconsommation, l'échange éliminant le plus possible l'argent, etc. Ces façons de vivre différente recèlent un potentiel souvent ignoré par les

adeptes d'une amélioration partielle du système, évidente au sein de certaines fractions du mouvement des « indigné(e)s » et son avatar Podemos, ainsi que par les adeptes d'une version du tout ou rien distillée par certains militants politiques de gauche.

◆ « La stratégie de la tension et la culture de la peur » et « Guerre de basse intensité » traitent du rôle du maintien de l'ordre capitaliste par la médiatisation du terrorisme et la terrorisation des populations qui s'ensuit. Le premier article rappelle comment la stratégie de la tension appliquée en Italie de 1969 à 1971 environ avait été enclenchée par la CIA et les services de renseignement italiens au nom de la lutte anti-communiste. Ce furent les Brigades rouges, les arrestations arbitraires d'anarchistes par la police, les attentats d'extrême gauche et d'extrême droite.

Cette façon de gouverner par le terrorisme, présumé de groupes extrémistes, semant la peur dans la population se poursuit de nos jours : Al Qaïda fut subventionnée à ses débuts par les Etats-Unis et si on ne sait pas encore qui sont les pourvoyeurs de fonds de l'Etat islamique, des soupçons pesant sur un financement par des Etats de la région et les Etats-Unis n'attendent qu'à être formellement documentés.

Pour sa part, « Guerre de basse intensité » traite du cas particulier des Grupos Aeromóviles de Fuerzas Especiales (Groupes aéromobiles de forces spéciales), commandos contre-insurrectionnels et anti-drogues formés entre 1996 et 1997 au Mexique sous la supervision du Pentagone. Leur formation

obéissait à la nouvelle doctrine mise en œuvre à partir du gouvernement de Reagan pour lutter contre les pouvoirs, principalement sud-américains à l'époque, menaçant les intérêts économiques américains sans intervention d'une nombreuse armée risquant de s'enliser dans des conflits entrepris contre tout un peuple ; cette politique bénéficiant de l'aide d'associations non gouvernementales a pour but de répandre les prétendues vertus de la démocratie américaine.

L'article signale que plusieurs membres des Groupes aéromobiles de forces spéciales, après que ces unités eurent échoué à endiguer l'insurrection zapatiste au Chiapas malgré de nombreux massacres d'indigènes, ont fondé le cartel de la drogue le plus dangereux du Mexique actuel (formation oblige), les Zetas.

◆ Dans cet ensemble d'articles présentant tous un intérêt pour une analyse des obstacles à la lutte des classes mis en œuvre par nos gouvernants partout dans le monde, avec des variantes en fonction de chaque situation particulière, « La bataille de Kobane et l'expansion de l'Etat islamique » détonne.

Nous y revenons par ailleurs (voir p. 39, « Kurdistan »).

◆ « Le corps des femmes à l'ère de la technique » dresse un portrait peu reluisant de la situation des femmes dans les pays industrialisés : coincées entre des exigences de performance, dans le travail et dans leur vie privée, une majorité d'entre elles sont condamnées à abuser des béquilles de la technique, principalement en ce qui concerne l'exigence sociale d'enfanter. Nombre d'entre elles enfantent alors à un âge de plus en plus avancé et parfois même, pour de multiples raisons telles que l'infertilité du couple par exemple, s'adressent à la médecine (PMA, procréation médicalement assistée), à des laboratoires de préservation de gamètes par exemple, ou bien à une mère porteuse (GPA, gestation pour autrui). Pour le plus grand profit d'entreprises, petites et grandes, exploitant des femmes pauvres dans les pays en voie de développement.

◆ Des notes de lecture, il est coutume de n'en pas parler dans *Echanges* lorsque nous recensons des revues étrangères, sauf exceptions.

◆ Des trois correspondances publiées dans *Etcétera*, la première, signée par Jérôme Baschet (auteur entre autres de *L'Etincelle zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, éd. Denoël, 2002) revient sur les assassinats d'étudiants survenus dans la nuit du 26 au 27 septembre à Ayotzinapa (Etat du Guerrero, au Mexique). J. B. rappelle les faits : la collaboration de la police et d'un groupe de narcotraficants, Guerreros Unidos (Guerriers unis, Guerreros faisant ici dans le même temps allusion au nom de l'Etat où ce groupe intervient), collaboration « apparemment », si l'on en croit les médias, com-

manditée par le maire de la ville voisine d'Iguala et son épouse, par ailleurs dirigeante présumée dudit groupe mafieux. Le correspondant utilise le terme « apparemment » parce que tout dans cette affaire semble monté de toutes pièces pour protéger de plus gros poissons jusqu'au président actuel de l'Etat fédéral, Enrique Peña Nieto. Il est en effet de notoriété publique que les politiciens de tous bords,

la magistrature, la police et l'armée, l'ensemble des institutions, sont corrompus. Les disparitions de lycéens ou d'étudiants ne sont pas rares non plus dans un pays très violent, certains de ces jeunes étant réduits en esclavage dans les champs de pavot par des groupes criminels ou tués par des policiers ou des militaires. Si cette affaire a soulevé l'indignation de tout le pays, c'est grâce à l'organisation des familles des victimes bien décidées à ne pas baisser les bras tant que toute la lumière ne sera pas faite. J. B. avance, pour en finir avec la corruption endémique de tous les milieux, jusqu'aux médecins à qui il faut verser un dessous de table si l'on veut être bien soigné, une proposition des zapatistes exprimée lors d'une réunion avec les familles endeuillées le 15 novembre 2014 à Oventic : « la réelle transformation ne sera pas un changement de gouvernement, mais d'une relation, une relation où le peuple commande et le gouvernement obéit », un projet révolutionnaire selon J. B.

◆ Le deuxième texte n'est pas à proprement parler une correspondance mais des extraits de l'entretien que Loren Goldner a accordé en décembre 2014 à la radio libertaire Anábasis d'Oviedo, dont nous avons donné la traduction complète en français dans le n° 150 d'*Echanges*, p. 32.

◆ La troisième correspondance, enfin, longue de cinq pages et demie, intitulée « Esthétique et politique », élabore une critique du spectacle dans le sillage de Guy Debord (1931-1994) depuis l'homme d'Etat athénien Solon (v. 640-v. 558 avant notre ère), jusqu'à nos jours. Conclusion : « Pour les dominés, la question n'est pas de prendre conscience des mécanismes de la domination, n'est pas de prendre parti dans la sélection d'un parti de la représentation, mais de s'emparer d'un espace dédié à autre chose que la domination (théâtre antagoniste). Sens commun que renforce la puissance du regard et de la parole capables de transformer la scène en un acte de libération. »

◆ La notice finale sur le décès d'Arthur en octobre 2014 a été rédigée par l'ami Quim. Nous signalons à la fin de notre propre nécrologie publiée dans ce numéro d'*Echanges* qu'elle a été traduite en français et que nous pouvons en envoyer une photocopie à tout lecteur intéressé.

Contacts : *Etcétera*, Violant d'Hongria, 71, 1ª, 08028 Barcelona, Espagne ; etcetera@sindominio.net www.sindominio.net/etcetera

Notav

◆ Tract et affiche appelant à une Grande marche NOTAV entre Lyon et le Val de Susa du 29 juin au 12 juillet : http://notavfrance.noblogs.org/post/2015/05/11/grande-marche-no-tav-entre-lyon-et-le-val-de-susa-du-29-juin-au-12-juillet/
pour avoir plus d'informations sur la marche écrire à marchenotav@rebellyon.info ou voir le site http://marche-notav.noblogs.org/

Le siècle de la classe moyenne

◆ Après le XXe siècle qui aurait été celui de la classe ouvrière, le XXIe sera-t-il « le siècle de la classe moyenne » se demande un article dans le n° 97 (hiver 2014-2015) de la revue allemande *Wildcat*. Fort d'une définition claire de la composition de la classe moyenne (Mittelklasse) et des couches moyennes (Mittelschichten), cet article souligne la montée de la classe moyenne dans les mouvements sociaux depuis la fin du siècle dernier.

Les définitions que donne l'auteur de cet article de ce que sont respectivement la classe moyenne et les couches moyennes, sont distinctes en allemand alors que les anglophones confondent

les deux sous le même terme de middle class ; une distinction aussi compréhensible en français qu'en allemand : la première peut être définie par sa fonction dans la société, depuis les gestionnaires en entreprise jusqu'aux professions libérales ; la seconde, désigne plutôt des travailleurs qualifiés détenteurs d'un contrat leur assurant du travail.

La première compte de nombreux membres percevant un salaire ou un traitement de moins de 8,50 euros de l'heure, en Allemagne, et appartiennent par là à une classe en déclin économiquement ; les secondes comptent, quoiqu'elles aussi en déclin, une majorité qui adhère aux valeurs du capital telles que la lutte par les élections, une aspiration à gravir individuellement l'échelle sociale, etc. Il n'y a bien sûr pas étanchéité entre les deux ; les travailleurs intellectuels, particulièrement, en sont l'illustration, eux dont l'élite fait confiance aux experts et aux vertus du travail personnel.

L'auteur de cet article illustre par de nombreux exemples cette irruption de la classe moyenne dans les luttes récentes : malgré quelques combats mémorables (Fiat en Italie, la grève des contrôleurs aériens aux Etats-Unis, la grève des mineurs en Grande-Bretagne,... dans les années 1980, et les grèves en France entre 1993 et 1996), la classe ouvrière reste démoralisée depuis les années 1990. Dès 1989, avec le mouvement dit de Tiananmen en Chine, la classe moyenne remplace la classe ouvrière dans la lutte contre le capital, avec ses mots d'ordre : revendications démocratiques, lutte anti-corruption, etc. ; les vedettes de ce mouvement de 1989 ont d'ailleurs été exfiltrés hors de Chine par les services de renseignement occidentaux et occupent maintenant dans leur majorité des postes universitaires ou de dirigeants de think tank, principalement aux Etats-Unis. Quant aux dits « printemps arabes », s'ils ont réunis classe moyenne et classe ouvrière, l'alliance fut temporaire ; et en Egypte où existe une classe ouvrière combative, celle-ci a été réduite au silence par le remplacement d'un Etat autoritaire par un autre. Le mouvement zapatiste au Mexique, qui a appelé en 1995 à la conjonction des forces des indigènes, des paysans, des travailleurs en entreprise et de la classe moyenne, ainsi que le mouvement dit « des parapluies » à Hongkong montrent combien sont dorénavant puissantes les revendications de la classe moyenne dans le combat contre le système capitaliste, ainsi que le mouvement de la place Maïdan en Ukraine qui n'a abouti qu'a remplacer un oligarque par un autre.

Cette irruption de la classe moyenne dans les luttes a connu un apogée avec les émeutes contre l'OMC à Seattle et contre les gouvernements en Argentine, en 2001 ; les dernières ont encore fait se rejoindre classe moyenne et classe ouvrière, mais les travailleurs d'usine ne sont parvenus au mieux qu'à autogérer leurs entreprises dans le cadre du capital, les rendant souvent plus rentables que lorsqu'elles étaient aux mains de patrons privés ou publics. S'il est vrai qu'on peut observer en Allemagne une résurgence des luttes ouvrières (AEG, Opel, travailleurs aéroportuaires, cheminots, etc.), elles demeurent purement défensives : contre une fermeture d'usine, contre des réductions d'effectifs, etc. ; les occupations des places publiques dans le reste du monde témoignent de la prégnance de la classe moyenne sur la composition des participants et sur leurs revendications. Nous sommes confrontés à une recomposition de la classe travailleuse. Les marxistes se cassent la tête (den Kopf zerbrechen) sur ce sujet de la classe moyenne tandis qu'elle impose sa présence et rend in-

visible les luttes des prolétaires (Wal-Mart, dockers, etc.) : l'internationalisme, l'égalité et la solidarité au sein de la classe ouvrière même se sont effacés au profit de la peur de l'autre, tout comme la classe moyenne manifeste sa peur de sa prolétarisation et de son exclusion sociale, et les mouvements de protestation actuels resteront sans effet tant que tous se contenteront d'agir sous l'égide des partis, de réclamer leur droit à une part du gâteau capitaliste, de créer des auto-entreprises, d'exiger plus de démocratie et un droit à emprunter l'ascenseur social.

Autriche 1918-1919

◆ « The Austrian Revolution of 1918-1919 and working class autonomy »
Brochure de Peter Hammer en anglais : sur ces événements et les conseils ouvriers (copie à Echanges)

Italie 1915

◆ « Italie 1915, le mai radieux » dans *Présence marxiste* n° 111 (mai 2015).

Vanzetti

◆ *« Nameless in the crowd of nameless ones... » : Some thoughts on The Story of A Proletarian Life par Bartolomeo Vanzetti,* de Barry Pateman,dans *Kate Sharpley Library Bulletin* n°81 (février 2015) (en anglais). www.katesharpleylibrary.net/vhhp2j

LECTURE

PLUS SUR MATTICK

Gary Roth, préfacier de La révolution fut une belle aventure, *entretien avec PaulMattick réalisé par Michael Buckmiller et publié en 2014 en allemand et en français, revient sur cette publication.*

Dans l'entretien (1) réalisé en 1976, Michael Buckmiller se demande s'il n'y a pas eu dans la vie de Mattick une « certaine ambivalence » à cause de son intérêt pour la théorie marxiste. Pour M.Buckmiller, il semble que la jeunesse de Mattick a représenté une première période pendant laquelle la « pratique » et l'engagement politique actif ont été les éléments déterminants (p. 82-84). Mattick s'oppose à cette notion, posément d'abord, puis plus énergiquement quand Buckmiller persiste dans son interprétation. S'engager politiquement, explique Mattick, signifie aussi s'engager théoriquement. Comment comprendre autrement les choix politiques que l'on fait ? Mattick explique que « on ne rejoignait pas les Freie Sozialistische Jugend (jeunesses socialistes indépendantes) parce qu'on voulait faire partie d'un club de sport, mais parce que c'était les Freie Sozialistische Jugend » (p. 83). En effet, la théorie était bien présente. Les grèves et l'activité politique, les expropriations et les arrestations, les conférences

(1) *La révolution fut une belle aventure. Des rues de Berlin en révolte aux mouvements radicaux américains (1918-1934),* de Paul Mattick, traduit de l'allemand par Laure Batier et Marc Geoffroy, notes de Charles Reeve, éd. L'Echappée. Voir *Echanges* n°149 (automne 2014).
Tous les numéros de pages de cet article renvoient à l'édition allemande : Paul Mattick, *Die Revolution war für mich ein grosses Abenteuer · Paul Mattick im Gespräch mit Michael Buckmiller,* Unrast-Verlag, 2013.

et groupes de lecture, les discussions suivies, la publication de tracts et de journaux... tout cela montrait que théorie et pratique ne faisaient qu'un. Ce qui avait fait défaut, c'était le temps nécessaire pour engager une réflexion théorique systématique plus approfondie. La vie tout entière était consacrée au travail et à la politique, mais personne ne se posait la question de la « séparation entre théorie et pratique ou de la priorité de l'une par rapport à l'autre » (p. 84). Mattick soupçonne que pour des universitaires, qui entretenaient une relation essentiellement contemplative avec la révolution, l'enjeu pouvait paraître différent. Mais pour lui et ses amis, théorie et pratique étaient indissociablement liées. Il n'y avait pas d'ambivalence, ni alors ni plus tard. Pour Mattick personnellement, ce ne fut qu'avec le reflux de la révolution allemande au milieu des années 1920 et avec son émigration aux Etats-Unis qu'il commença à avoir le temps de lire de façon plus systématique.

Mattick pense que les questions de M. Buckmiller relèvent d'une incompréhension culturelle : « Beaucoup de jeunes travailleurs, explique-t-il, écrivaient ou essayaient d'écrire de la poésie. » Cela ne voulait pas dire, pour autant, qu'ils espéraient un jour « devenir des écrivains » ou des intellectuels, comme le suggère M. Buckmiller. Ce qui existait, c'était « un besoin de s'exprimer et de se forger, d'une manière ou d'une autre, sa propre conscience » (p. 86). De la même façon, les travaux théoriques de Mattick n'étaient pas une tentative pour améliorer sa condition sociale (p. 87). Sa motivation n'était pas l'attrait du monde bourgeois mais le désir de contribuer utilement au mouvement social. Mattick rejetait l'idée que « les travailleurs sont incapables de développer une conscience de classe ou de comprendre comment changer la société » (p. 88).

Paul Mattick, dessin de Ngo Van, Paris, juillet 1987.

Buckmiller semble se situer à l'intérieur d'une tradition qui plonge ses racines dans la pensée marxiste. Certains théoriciens marxistes, parmi les plus influents, comme Karl Kautsky (au nom de la tradition social-démocrate) et Vladimir Lénine (pour le bolchévisme) situaient l'origine des idées socialistes dans l'intelligentsia. Ce n'est pas l'approche de Buckmiller, pour qui la notion de « travailleur intellectuel » ressemble à la notion d'Antonio Gramsci du « travailleur organique » ; en d'autres termes, des individus ayant une conscience de classe et issus de cette même classe qu'ils sont censés représenter. Ce que toutes ces conceptions ont en commun cependant, c'est la notion d'une avant-garde, une partie dissociable de la classe ouvrière qui serait dotée d'une connaissance supérieure du développement social. De telles conceptions trouvaient un écho

considérable, par exemple, chez les autonomistes italiens des années 1970, qui cherchaient à identifier les secteurs révolutionnaires de la classe ouvrière, qu'il s'agisse des Noirs aux Etats-Unis ou de « l'ouvrier-masse » dans les usines automobiles d'Italie (2).

Mattick ne partageait en rien ces conceptions. Le fait que certains individus de la classe ouvrière consacrent leur temps à la politique ne signifie pas une division du travail à l'intérieur de la classe ni l'existence d'un groupe séparé qui s'occupe du « travail intellectuel » alors que les autres sont cantonnés au travail manuel. La théorie, d'un point de vue de classe, n'était rien d'autre qu'une « sorte de hobby », même si c'était vu comme une « nécessité » (p. 89). On pouvait tout autant s'intéresser à la poésie, la littérature ou les beaux-arts, comme ce fut le cas pour Mattick, à différentes époques de sa vie. Ce n'était pas donné à tout le monde d'avoir le goût ou le talent pour poursuivre un travail théorique. Mais ce n'était pas équivalent à une division sociale du travail. L'intérêt de la classe ouvrière pour les idées, la politique et la théorie ne devait pas être confondu avec l'ambition de devenir intellectuel et de faire partie de la classe moyenne .

OUTRE CETTE SEGMENTATION de la classe ouvrière qu'implique la notion de « travailleur intellectuel », Buckmiller, dans sa courte et globalement instructive biographie de Mattick, dans la postface de l'édition allemande, ne se soucie pas d'expliquer Mattick de son point de vue à lui (3). Buckmiller cite de longs extraits d'une lettre, exceptionnellement révélatrice, mais cependant isolée, écrite par Mattick en 1940, lettre rendue disponible par la mise en ligne de la correspondance entre Mattick et Fairfield Porter, grâce aux Smithsonian Archives of American Art (4). En ce qui concerne l'entretien en question, Buckmiller décrit Mattick comme « inexplicablement secoué, ce que je ne pouvais pas expliquer rationnellement » quand il questionna Mattick sur sa supposée ambivalence. Pour Buckmiller, la lettre à Porter prend une importance particulière car elle donne des informations sur les « oscillations concernant son identité ». Il explique que Mattick s'efforçait d'être pris au sérieux en tant qu'intellectuel et de gagner une reconnaissance universitaire, en dépit de son mépris général pour ce monde-là » (p.147). Parce que Buckmiller fonde son interprétation sur cette seule lettre, il passe à côté de la réelle portée des réflexions de Mattick.

L'année 1940 a marqué la fin du mariage de Mattick avec sa première femme, il vivait dans un meublé, ne bénéficiait plus du soutien financier du Federal Writers Project et avait commencé à travailler à plein temps, le soir, comme vendeur dans une librairie, travail très éprouvant physiquement et qui lui sapait son énergie pour écrire. Ses horaires de nuit

(2) Récemment : « Ouvriérisme : Une vue de l'intérieur. De l'ouvrier-masse au petit entrepreneur », de Sergio Bologna, *in Beyond Marx · Theorising the Global Labour Relations of the Twenty-First Century*, dir. par Marcel Van der Linden et Karl Heinz Roth, Haymarket Books, 2014.

(3) Sans expliquer ce qui aurait été perdu de ce fait, J-P.V. critique l'édition française de l'entretien Buckmiller-Mattick parce que l'ordre des parties chronologiques est modifié, que celles-ci ne comportent pas les questions posées par Buckmiller, et que la postface biographique de Buckmiller n'y est pas reproduite (J-P.V., présentation critique de *La révolution fut une belle aventure. Des rues de Berlin en révolte aux mouvements Radicaux Américains (1918-1934), Echanges* n°149 (automne 2014), p. 52.

(4) Paul Mattick to Fairfield Porter, 16 November 1940, Archives of American Art. Nous avons reproduit cette lettre dans son intégralité dans *Echanges* n° 149 (automne 2014), à la suite de la note de J.-P. V..

l'empêchaient de poursuivre sa participation aux réunions politiques. *Living Marxism* auquel il avait consacré les cinq dernières années, était moribond, en tant que journal et en tant que groupe. La guerre avait déjà commencé en Europe et le peu qui restait de la gauche était rapidement en train de s'accommoder des différents belligérants. Le monde tel que Mattick l'avait connu se terminait. « La grande aventure » comme Mattick décrit ces années-là, était finie.

Les publications de gauche disparurent par dizaines. Les éditeurs de la gauche radicale se mirent tout d'un coup à soutenir la lutte contre le nazisme, devenant ainsi des partisans des différentes puissances impérialistes qui se déployaient contre les Nazis. Dans ce contexte de disparition de la gauche, tous les handicaps personnels de Mattick (il n'avait jamais maîtrisé parfaitement l'anglais, ses études s'étaient arrêtées au premier cycle du secondaire, il parlait avec un fort accent), que l'étendue et le dynamisme de la gauche avaient jusqu'alors atténués et relativisés, devinrent des obstacles. Ce n'est pas que Mattick se plaignît de son manque de statut en tant qu'intellectuel, mais c'est qu'il était bien trop conscient que la trajectoire de son existence allait dorénavant vers son déclin. Non pas une ascension sociale comme l'interprète Buckmiller, mais une poussée vers le bas qui enlève à la vie tout sens et toute perspective, c'était là ce qui caractérisait sa vie .

DANS LA MÊME LETTRE que Buckmiller cite, Mattick parle de ses difficultés financières en des termes sans ambiguité : « Je n'ai pas de problèmes d'ordre spirituel, les miens sont toujours concrets. C'est pourquoi ils me préoccupent tant. Mais ces problèmes actuels pénètrent l'esprit et me rendent pessimiste et malade de partout. » La difficulté : « Mon passé est contre moi. Je n'ai pas de véritable éducation, toutes mes connaissances, je les ai acquises de façon non systématique, ce qui a constitué un handicap. Ce n'est que peu à peu que je prends conscience de mes lacunes et que je prends aussi conscience de ce qu'il me coûtera pour les surmonter. » Ce sont là des constats de frustration et non pas d'ambivalence : « Ce n'est pas que j'ai vraiment envie d'échapper au monde du travail de l'usine ou de n'importe où ailleurs, mais je veux disposer de beaucoup plus de temps pour écrire et je veux surmonter ces limitations en termes d'éducation qui me handicapaient dans mon activité théorique. »

Mattick est très explicite à ce sujet et il n'y a pas la moindre trace d'un vague désir d'être quelqu'un d'autre que ce qu'il est. Son idéal était « de vivre et d'écrire en même temps », ce qui n'est pas pour autant un désir d'être un intellectuel. Il espérait arrêter de travailler pour pouvoir écrire un livre. Par rapport à d'autres collègues comme Karl Korsch ou Fritz Henssler, tous deux originaires de la classe moyenne, Mattick décrit son avantage en tant qu'auteur : « Je reste un travailleur et je n'ai aucun des prérequis de l'intellectuel bourgeois. »

Gary Roth

(Traduit de l'anglais par A. S.)

DISPARITION

ARTHUR

Arthur, né Christian Marchadier le 11 février 1947 à Auch, est mort le 3 octobre 2014 à Marseille. J'utiliserai ce nom d'Arthur qu'il s'était choisi bien qu'ensuite il ait usé de nombreux pseudonymes. Je n'ai jamais fréquenté Arthur bien que je l'aie rencontré deux ou trois fois dans des réunions publiques. Je veux cependant lui rendre hommage, surtout pour la qualité de certaines de ses traductions de l'allemand et pour son absence, autant qu'il lui fut possible, de compromission au quotidien.

Son père était éleveur de chevaux, sa mère institutrice vacataire. On me pardonnera de résumer brièvement la vie de ses parents à leur profession. La relation à son père semble être à l'origine de son rejet de son état civil officiel ; il usera plus tard de nombreux pseudonymes afin de brouiller les pistes. Son père avait été actif dans la résistance contre les Allemands et avait intégré la colonne Leclerc. Dans les années 1950, il était parti en Algérie pensant faire fortune avec l'élevage des chevaux ; Arthur, l'ayant rejoint avec sa mère, y a vécu entre 1957 et 1962. A son retour en France, il a connu une partie de scolarisation secondaire assez chaotique au collège, jusqu'à retrouver un parcours ordinaire au lycée.

Enfant, il adorait son père pour ses faits d'arme ; mais, celui-ci ayant intégré l'OAS pendant la guerre d'Algérie, comme plusieurs anciens membres de la colonne Leclerc qui s'étaient sentis trahis par De Gaulle après 1958, Arthur rompt à l'adolescence avec sa famille. En 1965, le père a soutenu la candidature à la présidence de la république de Tixier-Vignancourt contre De Gaulle ; il s'agissait plutôt pour lui de s'opposer à De Gaulle par tous les moyens que d'une adhésion aux idées d'extrême droite. Le pétainiste Tixier-Vignancourt appelait lui-même ses 1 260 208 électeurs du premier tour à voter pour François Mitterrand qui se retrouvait face à De Gaulle au deuxième tour (*Chronique du 20e siècle*, Larousse, 1985, p. 996).

Après le lycée, Arthur est entré à la faculté d'allemand de l'université de Bordeaux en tant qu'Ipécien (l'IPC est un genre de bourse versée à des étudiants en échange d'un engagement décennal avec l'Education nationale). Après deux ans d'études, il a quitté l'université et n'a jamais rempli les obligations qui le liaient à l'Etat. Sans doute un des premiers signes de son insoumission aux convenances sociales.

A la fin des années 1960 et au début des années 1970, Arthur a participé à Bordeaux, avec quelques amis rencontrés à l'université, à un groupe qui s'appelait les vandalistes, influencé par l'Internationale situationniste ; la petite bande menait des raids dans des supermarchés ou vandalisaient des bâtiments publics. Le nom du groupe provenait du Scandinavian Institute of Comparative Vandalism créé à Silkeborg en 1961 par Asger Oluf Jørgensen (1914-1973), dit Asger Jorn, en compagnie de Peter Glob et Werner Jacobsen, après sa démission de l'IS en avril 1961. De son activité à Bordeaux en Mai 1968, Arthur semble avoir établi un compte rendu de deux pages intitulé *Guide du Bordeaux révolutionnaire* (1968).

Comme beaucoup de jeunes révoltés de province marqués par Mai 68, Arthur s'est installé à Paris à la fin des années 1970. Dans le tourbillon de ces années-là, il a publié *La Fin du travail* (éd. Stock, 1978) sous le nom d'Alexis Chassagne et Gaston Montracher, qui a eu quelque influence chez les travailleurs par les arguments concrets qu'il donnait du refus du travail. Lui-même semble durant l'essentiel de sa vie d'adulte conscient avoir constamment rechigné à se soumettre au travail salarié. C'est uniquement par obligation qu'il acceptait de vendre sa force de travail comme correcteur d'imprimerie ; au-delà, il refusait toute

compensation financière à ses occupations d'écrivain, de traducteur, d'éditeur, de poète...

Dans les années 1980, vivant à Barcelone, il s'impliqua dans le soutien aux autonomes emprisonnés pour opposition à ce qu'en histoire on appelle la période de transition, ce passage de relais, après la mort de Franco (1975), qui a permis de sauver le capitalisme en transformant une dictature, qui avait fait tout le travail de préparation (voir Cajo Brendel, Henri Simon, *De l'anti-franquisme à l'après franquisme : Illusions politiques et lutte de classe*, Echanges et mouvement, s.d. [1978 ou 1979]), en démocratie représentative. Son activité d'alors n'est pas très claire si l'on en croit les impressions de Guy Debord, pape de l'ex-Internationale situationniste (voir Jean-François Martos, *Correspondance avec Guy Debord*, Le fin mot de l'histoire, 1998 ; sur l'implication de Guy Debord, *voir Coordination des Groupes autonomes d'Espagne, Appels de la prison de Ségovie*, éd. Champ Libre, 1980 ; et *Champ Libre, Correspondance*, vol. 2, les lettres entre Gérard Lebovici et Mara Jerez, p. 87 à 94, éd. Champ Libre, 1981).

Au milieu des années 1980, il publia plusieurs textes dans des éditions pirates, puis, dans les années 1990, participa au collectif des éditions L'Insomniaque. Il a par la suite beaucoup fréquenté l'antenne du CIRA à Marseille ainsi que la coopérative agricole Longo Maï située près de Forcalquier, où il avait rencontré des germanophones avec lesquels il discutait souvent (Longo Maï est une coopérative agricole créée en 1973 à Limans, Alpes-de-Haute-Provence, par des libertaires suisses et autrichiens ayant fui l'atmosphère étouffante de leurs pays. Depuis elle a essaimé et compte une dizaine de coopératives dans plusieurs pays d'Europe). Arthur n'a par ailleurs jamais cessé de s'adonner à la dive bouteille ni d'écrire, éditer et traduire. J.-P. V.

Liste non exhaustive d'ouvrages personnels... :

Guide du Bordeaux révolutionnaire (2 pages), 1968 ; Alexis Chassagne, Gaston Montracher, *La Fin du travail*, éd. Stock, 1978 ; Jean-Paul Musigny, *La Révolution mise à mort pas ses célébrateurs-mêmes*, Nautilus, 2000 ; participation à *Un Paris révolutionnaire*, dir.par Claire Auzias, Dagorno, 2001 ; participation à *La Barcelona rebelde*, Octaedro, 2003 et à *Días rebeldes. Crónicas de insumisión*, Octaedro, 2009 ;

... et de traductions :

Karl Korsch, *L'Anti-Kautsky (La Conception matérialiste de l'histoire)*, éd. Champ Libre, 1973 [traduction de *Die materialistische Geschichtsauffassung* (1929), Europäische Verlagsanstalt, 1971, signée Alphé Marchadier] ; Otto Rühle, *Fascisme brun, fascisme rouge*, 1939, éd. Spartacus, 1975 [traduction de *Brauner und roter Faschismus* (publié pour la première fois dans *Schriften. Perspektiven einer Revolution in hochindustrialisierten Ländern*, éd. Rowohlt, 1971), signée J. M. Laurian et Arthur] ; Karl Korsch, *Au cœur de la conception matérialiste de l'histoire*, éd. Spartacus, 1979 [traduction de *Kernpunkte des materialistischen Geschichtsauffassung. Eine quellenmäßige Darstellung* (1922), signée Carlos Timonero, pseudonyme d'Otto Rühle (1874-1943)] ;Erich Mühsam, *La République des conseils de Bavière. Munich du 7 novembre 1918 au 13 avril 1919* & *La Société libérée de l'Etat*, éd. La Digitale/Spartacus, 1999 [le premier texte est la traduction, par Arthur, de *Von Eisner bis Leviné. Die Entstehung der bayerischen Republik* (1929), signée Théodore Zweifel avec la précieuse collaboration d'Otto von Warnstedt] ; Rolf Recknagel, *Insaisissable. Les Aventures de B. Traven*, L'Insomniaque, 2008 [traduction de *B. Traven. Beisätze zur Biographie* (1982), signée Adèle Zwicker].

Addenda : pour la rédaction de cette notice, j'ai bénéficié du soutien amical et des informations que Quim, de Barcelone, et Michael, des Etats-Unis, tous deux amis d'Arthur, ont partagées avec moi ; Claire, de Marseille, elle, m'a fourni un grand nombre de renseignements personnels sur Arthur sans lesquels je n'aurai pu écrire le texte ci-dessus. Je les remercie chaleureusement tous les trois et précise qu'ils ne sont en rien responsables de son contenu ;

Quim a, pour sa part, fait paraître une note sur Arthur dans le n° 54 de la revue espagnole *Etcétera*. Je l'ai traduite en français pour mon usage personnel ; une photocopie de cette traduction peut être envoyée à tout lecteur intéressé. La version espagnole se trouve sur www.sindominio.net/etcetera

BROCHURES DISPONIBLES

La Chine débarque dans l'UE (août 2013, 3 euros)

Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaire (décembre 2012. 3 euros)

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte,** Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003 (2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie
depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (*DLM*),

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif. La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.
La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org